

AMIS de FREINET et de son mouvement

n°58

décembre 1992

Fondateur :
MARCEL GOUZIL
(1912-1973)

ADRESSER CORRESPONDANCE ET ARTICLES A :

Emile THOMAS - 18, rue de l'Iroise - 29200 BREST

****

SOMMAIRE

****

-Introduction..... p. 1

-Dossier "LA COOPERATION"

-La Coopération scolaire.....P.Yvin p. 3
-Barthélémy PROFIT.....M.Pigeon p.14
-La Coopération à l'Ecole Moderne.....C.Freinet p.15
-FREINET et la Coopération.....E.Freinet p.20
-Un souffle d'air pur sur la grisaille pédagogique.....C.Guihaumé p.21
-La pratique de la Pédagogie Freinet deviendrait-elle restrictive?.....A.Bernard p.28

-Dossier "L'ECOLE FREINET DE VENCE"

-L'ouverture de l'Ecole Freinet à Vence.....M.Barré p.32
-Documents communiqués par.....M.Meier p.39
-1940: Quand va donc fermer l'Ecole Freinet?.....M.Barré p.44
-Le point sur l'Ecole Freinet.....H.Portier p.55

-Paulo FREIRE et Célestin FREINET.....F.Morais H.Landroit p.65

-Des dessins pour le dire.....M.Pigeon p.68

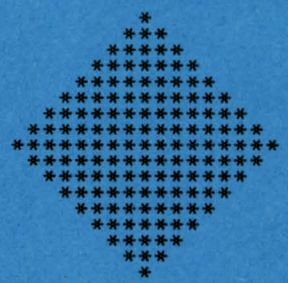
-Droit de réponse.....A.Mathieu p.69

-Le saviez-vous?..... p.70

-Adieu les amis..... p.71

-Les offices du Cinéma Educateur communiqué par.....H.Portier p.73

-La page de la trésorière



introduction

Le bureau de l'Association "Amis de Freinet" élargi au Secteur de travail ICEM "Amis de Freinet" s'est réuni à Préfailles (44) durant le week-end des 7 et 8 novembre 1992.

Nous avons, tout d'abord, reprécisé le rôle de chacune de ces deux structures, leur fonctionnement avec les responsabilités actuelles, leurs relations dans l'animation et la gestion (archives, finances, bulletin, participation à diverses rencontres de travail...)...

Puis échangé sur divers sujets:

LA COOPERATION

C'est le thème de travail prévu pour les J.E. 93 au Centre International de VALBONNE (vacances de Pâques 93) et pour le Congrès Freinet qui se tiendra à PAU (fin août 93).

Nous avons passé en revue les sources historiques de la Coopérative scolaire et, d'autre part, émis l'idée qu'il serait intéressant de réfléchir à la question suivante:

Est-ce que la coopération
peut apporter une solution
aux problèmes d'aujourd'hui?

Nous rappelons à nos lecteurs que, sur ce thème de la coopération, ont déjà paru deux dossiers dans les bulletins "Amis de Freinet" N°35 (décembre 1981) et N°36 (juin 1982).

Dans le présent bulletin, nous apportons, sur ce thème, d'autres éléments de réflexion, d'autres documents d'E. et C. Freinet.

(voir plus loin).

L'ECOLE FREINET DE VENCE

- *Sa situation actuelle
- *Le "Conseil de l'Ecole Freinet"
- *Le projet du "Centre d'archives Freinet".

Pour ce qui est de l'Ecole FREINET de VENCE, nos documents concernent deux périodes marquantes:

- *Le démarrage de l'école en 1935 avec les difficultés rencontrées, son fonctionnement jusqu'à sa fermeture par l'Administration en 1940.
- *La situation actuelle de l'école en 1992.

(voir plus loin)

LA RIDEF 92 à POITIERS

où les "Amis de Freinet" ont animé trois soirées:

Deux réservées à la projection du 1er film social (1932)
PRIX ET PROFITS
suivies d'un débat.

Et une troisième où on a présenté la cassette-vidéo sur le "Mouvement Freinet" (période 1927-1933).

LA COMMISSION "SOLIDARITE INTERNATIONALE"

qui se constitue en Association Loi 1901

LES ORIENTATIONS DU MOUVEMENT

Les participants à cette rencontre

✱se demandent si actuellement le choix des valeurs auxquelles nous étions attachés sont toujours de mise. Parmi celles-ci ont été cités:

- ✱la défense de l'école laïque
- ✱la promotion d'une pédagogie qui permet de lutter contre l'échec scolaire et tend à donner l'égalité des chances
- ✱le développement d'une pédagogie qui veut gommer les notes, les classements, les contrôles, les sanctions..., objets de soumission qui conduisent à faciliter l'insertion des individus dans une société inégalitaire et hiérarchisée
- ✱l'élaboration d'une école qui prend en compte la vie de chaque enfant
- ✱la promotion d'une école qui prend en compte les droits des enfants.

✱Ils se demandent comment dans la pratique quotidienne ces choix se traduisent et quelles sont les différentes solutions pédagogiques apportées par les adhérents de l'ICEM:

- ✱comment l'enfant participe-t-il à la conquête des savoirs, à la mise en place de formes de vie coopérative?
- ✱comment l'enfant participe-t-il individuellement et coopérativement à à l'évaluation qui valorise au lieu de souligner les échecs?
- ✱comment, à quel moment les essais expérimentaux de l'enfant sont pris en compte?

✱Ils pensent que si les options, les choix étaient bien définis, les analyses des des textes officiels seraient facilitées et les propositions et les solutions plus rapides.

~ ~ ~ ~ ~ ~ ~

Le week-end s'est terminé par la présentation de la cassette-vidéo citée plus haut, que certains participants avaient déjà appréciée à la RIDEF.

~ ~ ~ ~ ~ ~ ~

Nous avons noté avec plaisir l'adhésion aux "Amis de Freinet" du "Club Freinet de Saint-Nazaire".

***
***
***

D'une lettre reçue d'Henriette MONEYRON, fidèle adhérente des "Amis de Freinet", nous relevons ces quelques phrases:

"...Les bulletins "A. de F." N°56 et N°57 sont d'une richesse incontestable pour qui veut connaître la genèse du Mouvement E. M., son cheminement et son combat... Le dossier sur la laïcité (N°57) mériterait d'être diffusé plus largement...
Ne pourrait-on (une ou deux fois l'an) rappeler brièvement, par le canal du Nouvel Educateur et de Coopération Pédagogique (avec conditions d'adhésion et d'abonnement), que l'Association "Amis de Freinet" existe et qu'elle n'est pas seulement une affaire de retraités comme certains le pensent.

La rédaction

***
***
***

Pierre YVIN

la coopérative scolaire

sources historiques

à travers quelques expériences de Communautés d'Enfants.

PESTALOZZI (1746-1827)

a créé, à Neuhof, une Communauté d'Enfants.

Il peut être considéré comme l'un des principaux précurseurs de l'Ecole Moderne et de l'idéal coopératif. Pour lui, l'individu ne peut se réaliser que dans une communauté vivante où s'affirment par des actes les véritables valeurs éducatives, c'est-à-dire les valeurs proprement humaines.

MAKARENKO (1889-1932)

qui a écrit entre autres "Le Poème Pédagogique", "Le Drapeau sur les tours", "Le Livre des Parents", a organisé les colonies Gorki et Djerjinski, communautés caractérisées par la prise en charge du travail, des relations, de la vie, de la discipline coopérative. Il crée seul sa pédagogie lors des années tumultueuses de l'après-révolution russe. Son apport est décisif et le rapproche de Freinet.

JANUSZ KORCZAK (1878-1942)

En 1912, il ouvre la Maison des orphelins à Varsovie

Ses principes éducatifs:

* Remplacer la contrainte par une adaptation consciente de l'individu aux formes de la vie collective
* Conduire l'enfant graduellement à l'indépendance en créant des situations stimulant ses initiatives
* Fonder l'organisation interne de l'établissement sur l'entente engageant les enfants et les adultes.

Korczak a aidé à la naissance de "républiques d'enfants" où la réalisation de ses principes servait l'auto-gestion.

NEIL (1883-1973)

"Libres Enfants de Summerhill": c'est en 1970 qu'est publiée en France l'expérience d'une école fondée en 1921 par un psychologue A.S.Neil voulant expérimenter les effets d'une atmosphère de totale liberté.

L'enfant est libre, mais pas de faire n'importe quoi, la limite de la liberté individuelle étant le respect des droits des autres.

Il y a chez Neil une tentative qui est essentielle, la remise en cause de l'idéologie autoritaire, à partir des relations qui s'établissent dans l'établissement et à travers l'ensemble des manifestations de cette idéologie, la sexualité, la morale, la déviance, les influences psycho-affectives...L'action de Neil est anarchisante: le refus de l'autorité.

En lisant Neil, il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'enfants peu nombreux, groupés dans un internat à raison d'un éducateur pour huit pensionnaires. Cela n'enlève rien à son mérite mais rend dans l'immédiat les imitations difficiles.

BRUNO BETTELHEIM

"Les Enfants du rêve" (1964) - Une expérience d'éducation communautaire dans un Kibboutz d'Israël.

S'il n'est pas question d'appliquer ces méthodes à notre société, il reste qu'un enseignement peut et doit en être tiré. Il montre les possibilités de changer l'homme à partir de son éducation. Et pour notre système d'éducation, les implications sont intéressantes.

des pédagogues de l'éducation nouvelle

Ils ont apporté à la Coopération Scolaire leurs idées sur l'ENFANT.

MARIA MONTESSORI (1870-1952)

Elle reste l'un des défenseurs les plus ardents, les plus vigoureux des DROITS DE L'ENFANT et des possibilités qui existent dans tout enfant, à condition que l'école lui offre des stimulants adaptés à ses moyens.

DECROLY (1871-1932)

"Ecole pour la vie, par la vie" qui amène l'enfant à se discipliner lui-même, à collaborer aux activités, rangement, entretien, à l'organisation des charges et responsabilités relatives à la vie des classes et de l'école.

Participation des Parents à l'Administration de l'Ecole par l'intermédiaire d'un Comité.

DEWEY (1860-1942)

Il disait: "L'Ecole doit favoriser la coopération plutôt que la compétition et être organisée suivant cette perspective."

COUSINET (1881-1973)

Dans "l'EDUCATION NOUVELLE" (1958), il écrit: "L'EDUCATION est l'oeuvre de l'enfant, il n'a ni à être éduqué, ni même à s'éduquer. Il n'a pas autre chose à faire que VIVRE. Pour apprendre et comprendre, il n'a besoin que de vivre." Pour lui, pour soi, la vie, seule, est éducation.

Cousinet préconise le travail par groupes pour un apprentissage social effectif.

Avec CLAPAREDE et FERRIERE, tous ces éducateurs définissent entre eux et l'enfant un nouveau style de rapports qui permettent à l'enfant d'agir avec le moins de contraintes possibles.

PAUL ROBIN (1837-1912)

Le Pionnier de Cempuis réalisa la première expérience d'éducation libertaire dans une école publique de la IIIème République, sous les auspices de l'Instruction Publique (1880-1894).

Il a accordé une confiance totale à l'enfant, à sa curiosité, à ses intérêts, à sa faculté de se gouverner lui-même.

"Laissez l'enfant faire lui-même ses découvertes, attendez ses questions Gardez-vous, par-dessus tout, de lui imposer des idées toutes faites, banales, transmises par la routine irréfléchie et abrutissante."

Toutefois, les difficultés rencontrées notamment pour recruter des enseignants motivés, furent un obstacle à une pratique libertaire de la vie en groupe, ce qui amena des règlements répressifs à Cempuis. Une marge importante sépara la réalité de l'objectif poursuivi.

FRANCISCO FERRER et SEBASTIEN FAURE

s'inspirèrent de Robin.

L'Ecole de Ferrer démarra sous la bannière de l'Ecole Moderne à Barcelone en 1901: Escuola Moderna.

Sébastien Faure créa un orphelinat "La Ruche" au Patis. Rambouillet.

le mouvement coopératif à l'école

L'introduction de l'idée coopérative à l'Ecole Publique est beaucoup plus récente.

En 1924, apparaissent les premières coopératives scolaires dans la circonscription de St-Jean d'Angely, à l'instigation d'un inspecteur Barthélémy PROFIT (1867-1947).

QUELLES SONT, A CET EGARD, LES IDEES DE B.PROFIT?

Dans "L'Education Mutuelle à l'Ecole", il affirme que l'écolier doit être l'agent de son éducation par le moyen d'un système d'éducation mutuelle. "Par la coopérative scolaire, l'école jusque là simple réunion d'individualités que que dressaient les uns contre les autres la contrainte et la sujétion excessive d'une part, et d'autre part, la compétition et la jalousie, est devenue une association d'enfants se disciplinant eux-mêmes pour prendre à charge l'amélioration de leurs conditions de vie et le progrès général de la classe, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral."

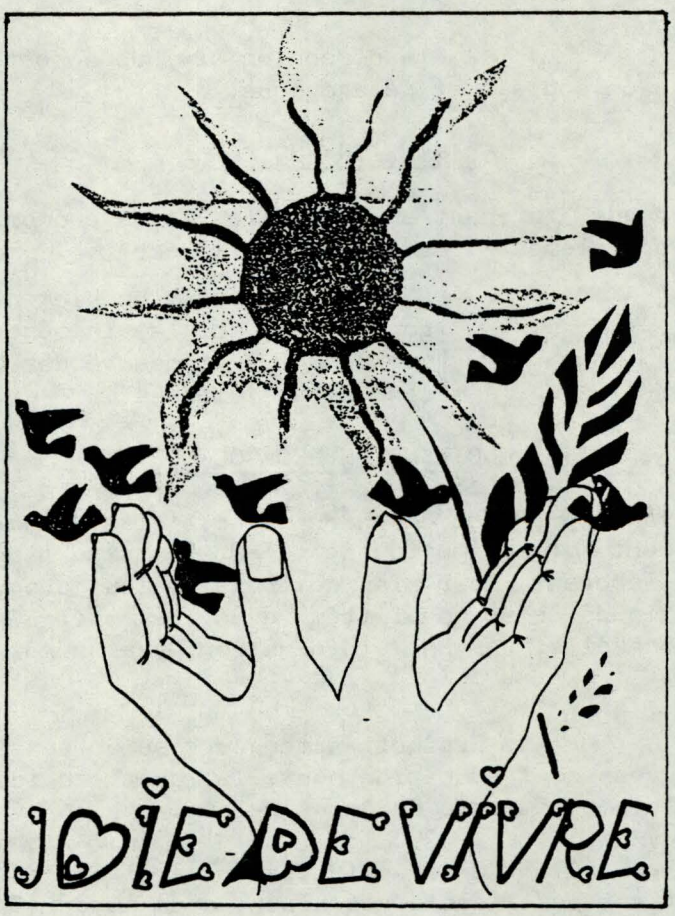
Ainsi la coopérative c'est la démocratie à l'école et PROFIT écrit: "l'école, c'est un groupe social nouveau constitué entre la famille et la société où l'enfant entrera demain...
...C'est un milieu organisé où l'enfant prend naturellement par l'exemple et par la pratique, des habitudes précieuses au triple point de vue intellectuel, civique social et notamment celle du dévouement...L'école coopérative, c'est au lieu de l'école assise, vivant dans le bourdonnement des vaines paroles et le grincement des plumes, l'école active demandant aux choses, aux faits, au travail manuel enfin organisé par elle, les joies de la découverte et de la création personnelles; l'école coopérative, c'est une école transformée politiquement où les enfants qui n'étaient rien sont devenus quelque chose, c'est l'école passée de la monarchie absolue à la république..."

Faut-il rappeler que ces lignes d'une étonnante actualité ont été écrites voici près de quarante ans.

On retrouve ainsi dans l'oeuvre de B.PROFIT quelques idées essentielles clairement affirmées:

<u>La valeur et les mérites de la coopérative comme institution</u>:

"Pour fonder et faire vivre la société, l'essentiel est de traiter les enfants avec le plus grand respect et comme s'ils étaient déjà des grandes personnes, de leur faire confiance et de les aimer."
"En créant à l'école le milieu social qui manquait, la coopérative dispose habituellement les esprits à la concep-



tion d'un monde où chacun aura sa place selon ses aptitudes et ses mérites...C'est une petite république que la coopérative...La coopérative, c'est l'école. Elle est l'école organisée socialement."

Le rôle capital du travail dans l'éducation:

"Il s'agit essentiellement non de réaliser des bénéfices personnels, mais de produire en commun des résultats dont chacun bénéficiera...généralement on n'estime pas à sa valeur l'imagination constructive de l'élève encouragé et dirigé discrètement."

L'importance attachée aux méthodes actives et techniques de travail:

"Par la coopérative, l'enseignement concret et la véritable méthode active ont été rendus possibles, l'observation directe et la réflexion, la recherche et l'action sont à présents les moyens employés au lieu du livre."

> Ainsi, pour B.PROFIT, les coopératives peuvent provoquer une véritable révolution morale. Il y a dans le mouvement qu'il a créé un moralisme qui lui est essentiel et dont l'idéal s'identifie à celui de l'école laïque française. Et PROFIT a cette phrase sifgnificative et toujours actuelle: "C'est à un 89 scolaire que nous vous convions."

Dans le même temps, Célestin FREINET, instituteur à Bar-sur-Loup, bouscule la tradition pédagogique avec des techniques mises au point à même la vie de la classe et celle ds classes des correspondants. La Pédagogie de Freinet cadrait très bien avec les principes de B.Profit. Les deux hommes se sont estimés en toute cordialité.

En 1928, Emile BUGNON crée l'Office Central des Coopératives qui deviendra ensuite l'Office Central de la Coopération à l'Ecole.

l'apport décisif de c.freinet

A la dimension civique apportée par Profit, Freinet ajoute une dimension sociale et pédagogique.

DIMENSION SOCIALE

car il voulait que l'école s'ouvre aux réalités du monde, prenant en compte les faits économiques et sociaux, même s'ils interrogent brutalement l'ordre établi. Il écrit:

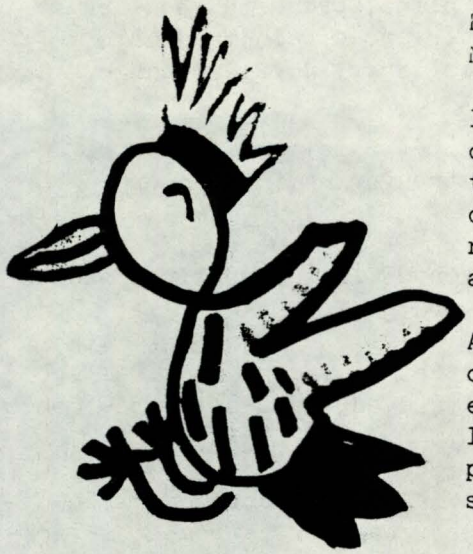
> "Nous avons voulu humblement, honnêtement, une pédagogie basée sur la vie même de nos élèves, une école sur mesure à la mesure des fils d'ouvriers et de paysans de nos classes".

DIMENSION PEDAGOGIQUE

car la classe s'organise en coopérative. Les enfants prennent en charge avec l'aide du maître leur propre éducation. Ils s'expriment et communiquent (c'est le texte libre, la correspondance interscolaire) ils élaborent leur plan de travail, leur programme d'activités, et exercent d'authentiques responsabilités avec le maître dont la tutelle se manifeste par des conseils, par une information, par un rôle de régulation.

Freinet a toujours eu un sentiment de reconnaissance pour les pédagogues de l'éducation nouvelle, dont les idées sont fort éloignées de la réalité de la pauvre école de Bar-sur-Loup.

S'il s'intéresse à l'école d'Altona, à Hambourg, en 1923, il ne retient pas l'école anachiste, sans autorité du maître, sans règles, sans sanctions.



En URSS, au cours de visites d'écoles de Léningrad, Moscou, Saratov et Stalingrad, il vérifie les apports de Makarenko et les avancées de Krupskaïa, la femme de Lénine, le système auto-géré, l'abolition des examens, la suppression des manuels, l'exploitation des centres d'intérêt à partir de la vie quotidienne et des activités locales.-Pistrak et Blonski reprennent les idées d'auto-organisation en liaison avec la société socialiste.

A Bar-sur-Loup, l'engagement de Freinet aux côtés des ouvriers et des paysans est le témoignage politique et social de son action qui se manifeste au niveau de la classe, par une idéologie nouvelle qui s'élabore à partir d'outils et de pratiques, supports de l'expression libre et de la coopération.

> "...Théoriquement, si elle est comprise comme un moyen pratique pour des enfants de s'organiser librement et de gérer leurs propres intérêts, d'améliorer même leurs conditions de travail, la coopérative n'est-elle pas entièrement recommandable et ne peut-on vraiment saluer cette initiative comme un essai pratique de réaliser l'auto-organisation des écoliers"
> C.Freinet dans N.P.P. (E.Freinet) 1ère édition

Et Freinet relie le travail scolaire à un projet coopératif, dans la commune de Bar-sur-Loup, et à un projet politique. En 1932, il écrit:

> "Il est du devoir de l'instituteur de remettre l'économie et l'activité de la classe entre les mains des enfants, d'orienter ceux-ci vers une collaboration communautaire selon les techniques nouvelles que nous préconisons, première étape vitale de la coopérative scolaire, qui s'épanouira un jour dans toutes les écoles libérées par la libération du prolétariat."
>
> N.P.P. Tome 1 p.201

Et, en 1939, à l'occasion du Congrès de la Ligue pour l'Education Nouvelle , il écrit, à propos de "l'école au service de l'idéal démocratique"

> "L'idéologie totalitaire joue sur un complexe d'infériorité de la grande masse qui cherche un maître et un chef. Noud disons, nous: l'enfant et l'homme sont capables d'organiser eux-mêmes leur vie et leur travail pour l'avantage maximum de tous."

1946 C'est l'époque pleine d'espoir pour une école démocratique dont les bases sont tracées par le PLAN LANGEVIN-WALLON qui préconise à l'école l'idée de coopération. Citons Freinet:

> "La coopération scolaire, telle surtout que l'a recommandée et réalisée Mr Profit, nous paraît être la forme la plus pratique et la plus efficiente de l'organisation moderne du travail et de la vie scolaire."

Pour lui la coopération scolaire, sous tous ses aspects, fait partie intégrante de "l'école moderne". Mais, dans une certaine mesure, sa pensée s'est développée en fonction d'une critique des conceptions de Proft. Il a notamment écrit:

> "Ce n'est pas d'un bureau d'enfants hâtivement conçu ni de l'institution de conseils de classe que dépend tout d'abord le fonctionnement démocratique de la vie de la communauté. Tant qu'il n'y a pas de tâches à assumer, il est vain de faire nommer des fonctionnaires...Ce sont les nécesstés matérielles qui amènent l'institutionalisation de la réunion de coopérative: nécessité d'achat du matériel, de s'organiser pour alimenter une caisse de coopérative, etc..."

travail, fabrication et achat de matériel, discipline, propreté, équipes de travail, sorties, promenades, excursions, expériences, cinéma, radio, pépinières, travaux de jardin, échanges interscolaires, voyage-échange, cantine,etc...

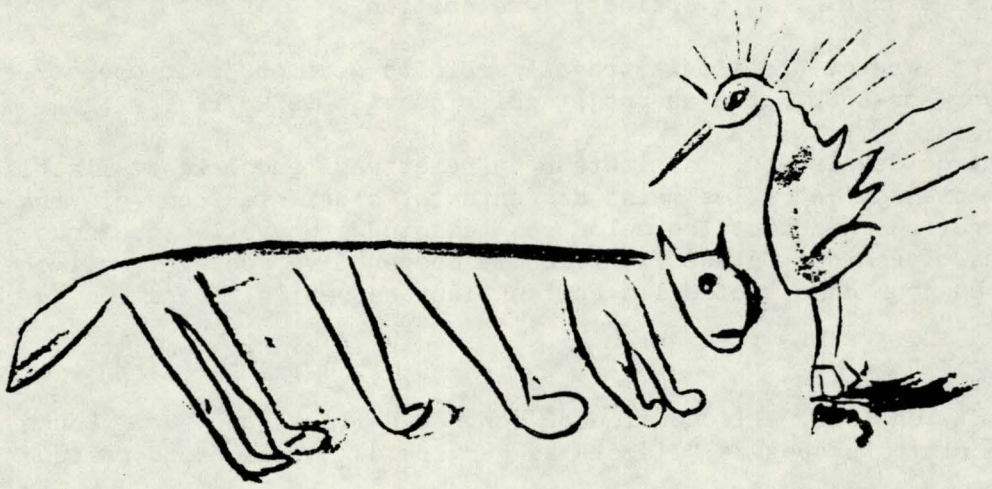
Ne vous effrayez pas de cette complexité. Elle est l'image de la vie et vous devez l'aborder si vous voulez retrouver et influencer la vie. La coopération vous y aidera."

Elle est toujours actuelle la définition de la coopérative, adoptée par l'OCCE, lors de son Congrès de Tours en 1948:

"Dans l'enseignement public, les coopératives scolaires sont des sociétés d'élèves gérées par eux, avec le concours des maîtres en vue d'activités communes.

Inspirées par un idéal de progrès humain, elles ont pour but l'éducation morale, civique et intellectuelle des coopérateurs, par la gestion et le travail de ses membres.

Les fruits du travail commun sont affectés à l'embellissement de l'école et à l'amélioration des conditions de travail, à l'organisation de la culture artistique et des loisirs des sociétaires, au développement des oeuvres scolaires et post-scolaires d'entr'aide et de solidarité".



Mais, de même que la pédagogie Freinet a été souvent récupérée, dénaturée, galvaudée, il en est de même de l'idée et des pratiques coopératives.

Et pour Freinet, la coopération comme modèle coopératif, est un projet politique. Au Congrès de l'ICEM à Brest, en 1965, il apparaît comme un précurseur de l'AUTO-GESTION.

sur le plan de l'organisation coopérative de la classe, des recherches se poursuivent en fonction des apports nouveaux de la psycho-sociologie et de la psychanalyse institutionnelle.

~ ~ ~ ~ Le courant autogestionnaire que Jean Le Gal et moi-même avons créé en Loire-Atlantique à partir de 1964, a mis particulièrement l'accent sur l'accès des enfants au pouvoir de décision dans l'ensemble complexe de la classe coopérative, sur leur formation à l'auto-gestion et sur les moyens permettant une véritable auto-gestion par les enfants, de l'institution scolaire.

Au sein de l'ICEM, des recherches font évoluer la coopération vers l'auto-gestion permettant aux coopérateurs de remettre en cause les outils, activités et institutions de la classe, dans l'esprit de C.Freinet.

~ ~ ~ ~ Le courant institutionnel: la pédagogie élaborée par Fernand Oury se fonde résolument sur les techniques de travail. Reprenant à son compte les thèses

En même temps FREINET et les militants de l'I.C.E.M. reprochaient à de trop nombreuses coopératives de n'être que des caisses à sous dont la gestion n'était pas démocratique.Néanmoins les contacts ont été constants entre les responsables de l'O.C.C.E. et Freinet malgré quelques divergences de vue. Après 45 le rapprochement s'est accentué d'année en année, jusqu'à la mort de Freinet, grâce aux contacts amicaux qui s'étaient établis entre Freinet, Jean de Saint-Aubert, A.Descamps et R.Méric notamment. En décembre 59, un protocole OCCE-ICEM avait confirmé l'accord des deux mouvements sur des points essentiels: affirmation que les soucis éducatifs et le cadre d'action sont identiques, appel à une collaboration aussi étroite que possible dans tous les domaines et particulièrement à la base, dans les départements. Cette politique est poursuivie par les dirigeants actuels de l'OCCE et de l'ICEM, conscients de leur solidarité profonde.

Parmi les nombreux textes de Freinet, relatifs à la coopération, et qu'il est délicat d'isoler de tout le contexte pédagogique dont ils font partie, nous citerons les passages suivants:

> "Il est nécessaire de distinguer l'organisation formelle de la coopération active sans laquelle il n'y a pas de vraie coopérative.
>
> Nous ne sous-estimons pas l'appoint qu'une coopération vivante, puissante...et riche peut apporter à la vie communautaire de l'école. Nous pensons cependant que ce n'est pas là l'essentiel...
>
> Nous avons en réalité, et beaucoup mieux certainement que tant d'autres écoles possédant une coopérative officielle, réalisé la coopération effective dans le travail scolaire, coopération qui a d'ailleurs tendance à évoluer vers l'organisation formelle..."
>
> (Bulletin "L'Imprimerie à l'Ecole" février 1932)

En 1946, il donnait dans "La coopération à l'Ecole Moderne" les conseils suivants:

> "L'organisation autocratique ou même paternelle de l'école a aujourd'hui fait son temps. Qu'on le veuille ou non, la pédagogie s'oriente vers d'autres formes de vie et de travail.
>
> Des expériences diverses ont été faites ou sont encore en cours. Nous estimons comme particulièrement probantes celles qui, par l'action et la vie, préparent les enfants à s'intégrer naturellement dans les processus économiques et sociaux modernes, tous fondés sur la coopération et l'organisation démocratique."

et Freinet précise:

"Attention aux déviations;

- Ce sont les coopérateurs et non le règlement qui font la coopérative
- Il ne faut pas se laisser dominer par la forme ou par l'organisation bureaucratique
- Il est normal que les coopératives se fédèrent
- Le champ d'action des coopératives est presque illimité"

Pour lui, la coopérative scolaire suppose:

- "Une vie nouvelle à réorganiser sur d'autres bases, l'abandon de la discipline traditionnelle et l'appel le plus large possible à l'organisation par les enfants de la vie de leur classe
- Un travail nouveau qui n'est plus règlé souverainement et préalablement par des programmes ou par les manuels scolaires, un travail nouveau qui suppose et nécessite la coopération."

Freinet affirme alors:

> "La coopération scolaire, forme moderne de l'organisation scolaire française, peut s'attaquer à tous les problèmes scolaires: organisation du

de Freinet, il considère que l'activité de l'enfant ne peut se développer que sur un support réel. C'est dans et par ce travail que se nouent à l'intérieur de la classe les relations interindividuelles qui assurent la cohésion du groupe et l'évolution personnelle de chacun. Se défiant des adeptes de la non-directivité, Oury élabore une pédagogie sociale. Les structures de la classe, bien que souples et évolutives sont précises et remplissent des fonctions définies. Le conseil de coopérative, véritable institution centrale, constitue un des lieux privilégiés de l'expression individuelle et de l'organisation du groupe. De plus, recevant l'appui théorique de psychothérapeutes, Oury et Vasquez ont intégré la dimension de l'inconscient dans l'élaboration de leur pédagogie. L'application des concepts issus de la psychothérapie institutionnelle dans l'analyse de la réalité de la classe leur permet de cerner les problèmes et les cas; les rôles et les fonctions remplis par le maître ne peuvent être définis que par la prise en compte de sa personnalité.

René Laffitte constitue un groupe de recherche actif "Genèse de la coopé" qui produit et publie des monographies qui attestent de l'évolution positive dans une "classe coopérative institutionnalisée."

Mais la coopérative n'est pas une structure rigide, figée, non évolutive. Ce qui est juste à un moment donné et en un lieu donné ne l'est pas obligatoirement à un autre moment et dans un autre lieu; et cela est vrai pour les courants cités.

La coopérative scolaire doit tenir compte de l'évolution de l'enfant et de son environnement, de l'évolution des techniques, des idées sur l'école, du rôle des parents...

De même, les travaux des chercheurs viennent enrichir la conception de la coopération.

coopération et convention internationale des droits de l'enfant

entrée en vigueur le 6/09/90

Article 13

1. L'enfant a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen du choix de l'enfant.

2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires :

***a)* au respect des droits ou de la réputation d'autrui ;**

***b)* à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.**

Cet Article 13, c'est la porte ouverte à la démocratie pour les enfants: s'exprimer, communiquer, participer, par tous les moyens autorisés par la loi, et sans restrictions arbitraires.

Article 15

1. Les Etats parties reconnaissent les droits de l'enfant à la liberté d'association et à la liberté de réunion pacifique.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique ou de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui.

Jusqu'à présent, les enfants avaient besoin de notre tutelle juridique dans les coopératives scolaires. Désormais, ils n'auront plus recours qu'à notre assistance éducative, si la loi n'apporte pas trop de restriction à l'exercice de cette liberté dans le champ de l'école.

Voilà donc une Convention qui, pour la première fois dans l'Histoire, affirme que l'enfant est bien titulaire des Droits et des Libertés fondamentales comme les adultes.

La classe coopérative est le lieu privilégié d'apprentissage de la Démocratie par l'exercice des "Droits de l'Enfant".

la loi d'orientation du 10/07/89

Si les pratiques coopératives s'inscrivent tout naturellement dans une organisation par cycles, si elles permettent un véritable changement à l'école, nous devons rappeler, nous compagnons de Freinet, que la coopération est un projet politique, en ces temps où le consensus nivelle les idéologies.

validation scientifique

Jean PIAGET termine ainsi son Jugement moral chez l'Enfant:

"Réalisons donc en l'Ecole un milieu tel que l'expérimentation individuelle et la réflexion en commun s'appellent l'une l'autre et s'équilibrent...La coopération est promue au rang de facteur essentiel du progrès intellectuel. Cette innovation ne prend quelque valeur que dans la mesure où l'initiative est laissée aux enfants dans la conduite même de leur travail; complément de l'activité individuelle...,la vie sociale ne saurait avoir de sens à l'Ecole qu'en fonction de la rénovation de l'enseignement lui-même".

Henri Wallon rappelle que la relation primitive à la mère n'est que l'aspect de la nécessité intime du social immanent à l'être humain. Dans cette perspective, le rôle normatif de l'éducateur dans le provessus éducatif est considérable. D'abord par l'intensité de sa présence dans le groupe et sa disponibilité, puis par l'organisation humain et matériel réalisé par le groupe, dans un esprit créatif. La coopération scolaire répond dès lors aux besoins de l'enfant.

Carl Rogers, psychologue américain contemporain a élaboré une théorie du développement de la personne. Selon lui, se créer une authentique personnalité c'est créer des liens authentiques à autrui et ce dès l'enfance. Relations complexes et multiples qui valorisent inconditionnellement chaque individu en croissance selon ses propres virtualités. Ce type de relations s'établit, pouvons-nous assurer au sein du climat aidant de la coopérative.

Kurt LEWIN, Max PAGES, DE PERETTI, ARDOINO, Jean VIAL, parmi tant d'autres, vont dans le même sens.

objectifs de la coopération scolaire

"Ce n'est pas avec des hommes à genoux
qu'on met la démocratie debout"

C.Freinet

Pratiquer la pédagogie coopérative, c'est faire un choix politique, social, un choix de société.

La Coopération, c'est la Solidarité, l'entr'aide et non la concurrence la compétition, la performance qui nécessitent une émulation combattive et dominatrice.

C'est la responsabilité et non la soumission, la réussite pour tous et non la sélection, le dialogue et non la violence pour règler les conflits.

La coopération rejette l'individualisme, la hiérarchie, le travail aliénant et supprime les classements, le travail obligatoire, non motivé, l'autoritarisme du maître, les punitions et les récompenses.

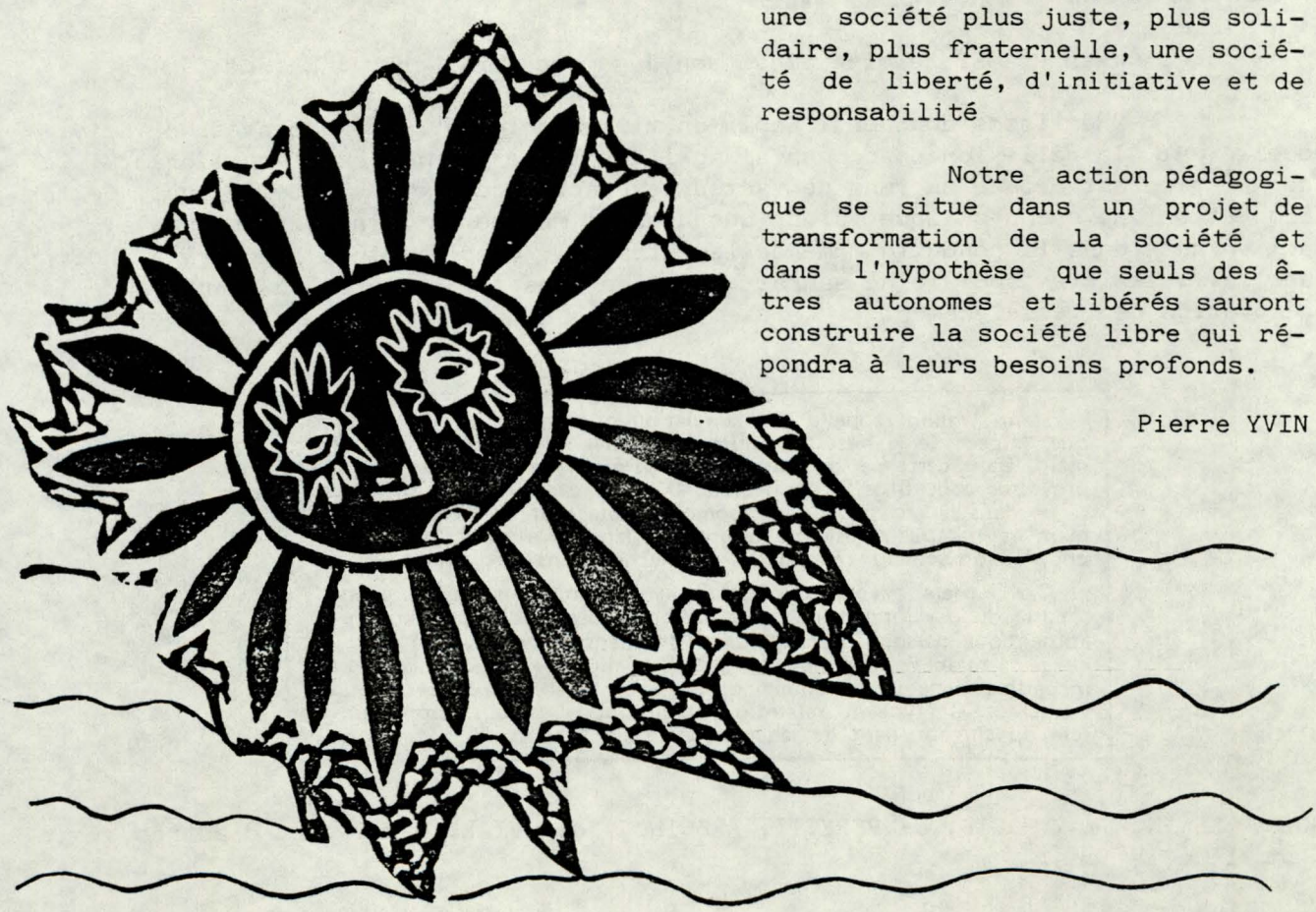
La coopération crée le désir et la volonté d'être maître de sa vie.

Notre pratique coopérative est partie prenante de notre action militante en vue d'une société reposant sur les mêmes valeurs, en vue de créer une démocratie vraie, pluraliste, pour un projet de socété qui conjugue l'individuel et le collectif sans jamais gommer l'un au profit de l'autre, pour permettre aux hommes et aux femmes de gérer leurs vies, aux citoyens d'auto-gérer leur région, leur commune...

Nous ne rendrons la démocratie possible que si nous préparons nos enfants et nos jeunes à devenir des adultes conscients et responsables, qui bâtiront une société plus juste, plus solidaire, plus fraternelle, une société de liberté, d'initiative et de responsabilité

Notre action pédagogique se situe dans un projet de transformation de la société et dans l'hypothèse que seuls des êtres autonomes et libérés sauront construire la société libre qui répondra à leurs besoins profonds.

Pierre YVIN



LE DROIT A LA VIE



Les enfants doivent profiter des meilleures conditions pour leur développement, manger à leur faim, avoir un toit qui les protège.

LE DROIT A LA SANTÉ



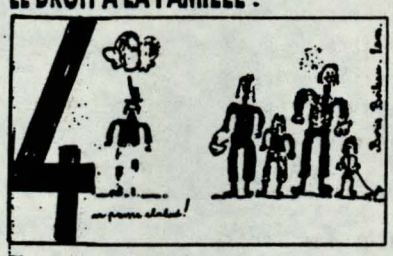
Si l'enfant est malade on doit lui donner des soins et des médicaments.
Si l'enfant est handicapé, il doit recevoir des soins spéciaux.

LE DROIT A L'ÉDUCATION



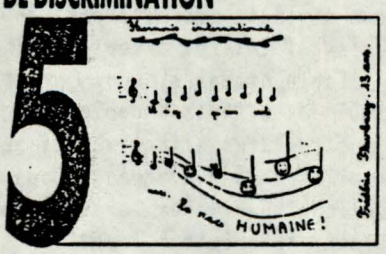
Les enfants doivent tous pouvoir apprendre à lire et à écrire. Ils ont aussi droit aux loisirs et aux activités culturelles et artistiques.

LE DROIT A LA FAMILLE .



L'enfant a le droit de vivre avec ses parents sauf si son intérêt est contraire et s'ils sont séparés, éloignés, il doit pouvoir maintenir des relations avec l'un et l'autre.

LE DROIT A LA PROTECTION CONTRE LE RACISME ET TOUTES FORMES DE DISCRIMINATION



Les enfants ont les mêmes droits, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion.

LE DROIT A LA PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE ET LA MALTRAITANCE



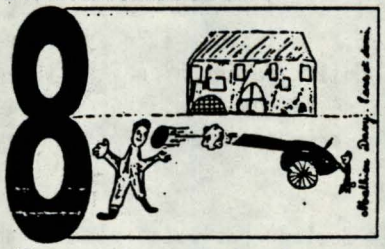
Tout enfant doit savoir que son corps est à lui, que tout adulte doit le respecter ! Personne ne peut l'acheter, le vendre, lui faire subir des violences. Personne, pas même son père ou sa mère.

LE DROIT A LA PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION DANS LE TRAVAIL



L'enfant ne doit pas faire un travail qui mette en danger sa santé, son développement, sa scolarité ; en dessous d'un certain âge, il ne doit pas travailler.

LE DROIT A LA PROTECTION CONTRE LA GUERRE ET LA PRIVATION DE LIBERTÉ



Aucun enfant ne doit faire la guerre ; aucun enfant ne peut être torturé, condamné à mort, emprisonné à vie... La mesure éducative doit primer sur la prison.

LE DROIT A UNE IDENTITÉ CULTURELLE ET RELIGIEUSE



L'enfant est une personne à part entière, il doit pouvoir choisir et pratiquer sa religion, utiliser sa langue, conserver sa culture, avoir sa liberté de pensée.

LE DROIT A L'EXPRESSION



L'enfant a le droit de prendre la parole sur tout ce qui le concerne, dans sa famille, à l'école, en justice lorsque son intérêt est en jeu. Il a aussi le droit de créer une association ou d'y adhérer.

Communiqué par J. Le Gal

barthélémy profit

La ville de La Rochelle a décidé d'honorer la mémoire de Barthélémy PROFIT en donnant son nom à un groupe scolaire rochelais.

Lors de la cérémonie, notre ami Maurice PIGEON a prononcé une allocution dont voici un extrait:

...En présentant vers 1970 une Anthologie des oeuvres de B. PROFIT devenues introuvables, mon camarade et ami malheureusement disparu, Marcel GOUZIL et moi-même, nous savions, pour l'avoir vécue en artisans pendant une trentaine d'années, l'intérêt exceptionnel qui s'attache à la Coopération scolaire à l'Ecole primaire, école primordiale. Nous avons pris une conscience aiguë des efforts à déployer en commun pour obtenir la mobilisation des structures affectives et mentales confrontées aux résistances individualistes déjà évoquées. Nous avons connu également d'amples satisfactions partagées avec l'ensemble des Jeunes Coopérateurs. De nombreux théoriciens sont venus épauler par leurs travaux et conclusions les conceptions hardies de B. PROFIT : Jean PIAGET, Roger MUCCHIELLI, Jacques ARDOINO, André de PERETTI, Jean VUILLET, pour ne citer que quelques-uns.

En cette période vulnérable où il serait indispensable d'asseoir de solides principes éducatifs, la Coopération scolaire, à tous les niveaux de l'Education Nationale, devrait permettre d'unir harmonieusement la formation et l'information des jeunes, autrement dit le savoir, le savoir-faire, le savoir-être-au-monde-et-à-autrui. Ici, l'éducateur-enseignant doit apprendre à être lui-même, sans hésiter pour autant à se remettre en question, sans que son autorité (indispensable parce qu'elle est sécurisante) s'en trouve amoindrie pour autant.

A terme assez court, la Société participerait à l'amélioration de ses membres. Utopie ? Pas nécessairement. En effet, on sait d'expérience que l'échec scolaire perd de sa douloureuse importance au sein d'un milieu scolaire aidant, fondé sur des médiations personnalisées offrant ainsi un aspect thérapeutique certain que B. PROFIT n'avait pas perçu. L'expérience de la vie d'une classe coopérative authentique atteste la validité de cette thérapeutique.

Grâce à quoi Barthélémy PROFIT, Célestin et Elise FREINET, Roger COUSINET, tous soucieux d'animer une Ecole populaire, éducatrice et libératrice, pourraient bientôt présenter la figure de promoteurs inspirés autant que généreux et efficaces.

Merci à la Ville de la Rochelle, à ses édiles, à tous ceux qui, honorant Barthélémy PROFIT, assurent la pérennité de son nom et de son oeuvre humaniste.

Maurice PIGEON
(4 avril 1987)

PUBLICATION MENSUELLE N° 22 JUIN 1946

Brochures
d'Education Nouvelle
Populaire

La Coopération à l'École Moderne



C. freinet

VENCE (ALPES-MARITIMES)
L'IMPRIMERIE A L'ÉCOLE

PRIX : 10 fr.



Préparation du jardin coopératif

LES COOPERATIVES SCOLAIRES

Dans l'histoire de la discipline scolaire moderne, les Anglo-Saxons ont apporté leur expérience des « capitaines » et du self-government, les Allemands et les Suisses ont tenté des essais hardis de tendance plus ou moins libertaire; l'URSS a organisé son école populaire en harmonie avec un milieu social supérieurement dynamique et constructif.

La France a ses « Coopératives Scolaires ». Chacune de ces réalisations est incontestablement l'expression et l'aboutissant de conditions matérielles, sociales, administratives et même politiques particulières à chacun de ces pays. C'est ce qui explique qu'une forme d'organisation scolaire qui apparaît comme si bien adaptée à l'Ecole laïque française et plus particulièrement à l'Ecole laïque rurale française, se développe si lentement dans des pays voisins, comme la Suisse et la Belgique, pourtant convaincus des avantages incontestables, dans tous les domaines, de la Coopération scolaire.

Nous n'allons pas ici gaspiller notre temps, et notre papier, à redire les fondements, les processus d'organisation, les buts et les moyens de ces coopératives.

Le mouvement pédagogique dont M. Profit — alors I. P. de St Jean d'Angély — fut l'initiateur au lendemain de la guerre de 14-18, a suscité d'éloquentes publications, dont nous donnerons la bibliographie en fin de cette brochure. M. Profit édite encore actuellement un petit bulletin trimesriel : « Les Coopératives Scolaires », qu'on peut se procurer en écrivant à M. Profit.

D'autre part, l'Office central de la Coopération à l'Ecole adresse à tous ceux qui lui en font la demande, un appel qui contient les directives pratiques pour la constitution et l'administration des coopératives scolaires.

Nous renverrons à ces publications et aux livres parus sur ce sujet tous les lecteurs qui, en bons coopérateurs, voudront s'abreuver aux sources originales et fécondes.

***

Cependant, pour qu'il n'y ait aucun malentendu, et pour qu'on ne croie pas que nous approuvons indistinctement toutes formes de coopératives scolaires, nous allons, selon notre habitude, donner notre point de vue, en fonction de nos réalisations et de nos techniques. Nous dirons ensuite — puisque tel est le véritable objet de cette brochure, — comment les coopératives scolaires servent, appuient, permettent et renforcent nos techniques, et comment, en retour, nos techniques et nos réalisations apportent aux coopératives scolaires des possibilités financières, sociales et pédagogiques qui en assurent au maximum l'efficience ; comment, en somme, les coopératives scolaires et nos techniques ne sont, en définitive, que deux branches indissolubles du même problème qui est la modernisation et l'efficience de l'Ecole laïque française.

1° PRINCIPE PRÉALABLE : L'organisation autocratique ,ou même paternelle, de l'Ecole a aujourd'hui fait son temps. Qu'on le veuille ou non la pédagogie s'oriente vers d'autrés formes de vie et de travail.

Des expériences diverses ont été faites ou sont encore en cours. Nous estimons comme particulièrement probantes celles qui, par l'action et la vie, préparent les enfants à s'intégrer naturellement dans les processus économiques et sociaux modernes, tous fondés sur la coopération et l'organisation démocratique.

Dans ce sens, la coopération scolaire, telle surtout que l'a recommandée et réalisée M. Profit, nous paraît être la forme la plus pratique et la plus efficiente de l'organisation moderne du travail et de la vie scolaire.

2° ATTENTION AUX DÉVIATIONS !

Nous avons fait, à diverses reprises déjà, écho aux craintes, hélas ! justifiées, de M. Profit qui, en créateur du mouvement, voudrait bien ne pas voir dévier de la voie salutaire l'outil pédagoique qu'il a mis à la disposition des éducateurs.

Nous mettons nos camarades en garde contre la déformation apportée au mouvement de la Coopération scolaire par ceux qui, négligeant l'esprit nouveau essentiel, ne voient plus dans cette initiative qu'une forme commode d'administration et de financement de l'Ecole.

Par la Coopération scolaire, se sont les enfants qui prennent en main, effectivement, l'organisation de l'activité, du travail et de la vie dans leur école. C'est cela, et cela seul qui importe. La Coopération scolaire vous apporte des normes possibles pour cette organisation. Ne commencez pas par imposer les normes aux dépens de l'esprit! Que la règle et la bureaucratie ne tuent pas le nouveau-né !

C'est pourquoi nous dénonçons tout de suite les administrateurs — nous ne disons pas les éducateurs — qui apportent, et imposent plus ou moins directement les formes de la Coopérative à des enfants qui n'ont pas encore senti la nécessité de la Coopérative ; qui ne voient dans la Coopérative que la puissance financière ou économique nouvelle : 200 élèves apportant chaque mois 5 fr. chacun dotent une école d'un budget supplémentaire de 1000 fr. par mois. On nomme un Conseil d'élèves à qui on laisse l'illusion d'une gestion autonome et, en fin de compte, ce sont les instituteurs et le directeur qui ont trouvé une formule neuve — mais qui sera bien vie usée — pour faire payer les parents qui protestent puisqu'on leur a tellement affirmé que l'école est gratuite.

Et ces parents ont raison. Une telle caricature de Coopérative scolaire n'est, en définitive, qu'un moyen nouveau d'exploitation que nous ne saurions trop dénoncer.

On nous objectera peut-être que rares sont maintenant les éducateurs qui déforment à ce point et racornissent l'idée si féconde de la Coopération scolaire. A la campagne peut-être. L'Ecole de ville, par contre, est loin encore d'avoir trouvé l'adaptation à sa structure spéciale d'une forme d'organisation presque parfaite pour les petites écoles mais qui ne saurait être transposée automatiquement dans les agglomérations populeuses.

Nous ne sommes d'ailleurs pas de ceux qui ne savent que jeter la pierre à des éducateurs qui, même s'ils n'ont pas réussi, ont du moins osé. Nous devons critiquer sans réserve mais aussi, ensuite, dans notre équipe d'**Ecoles de villes,** nous attacher à ce problème important : **l'organisation économique et sociale, dans le sens de la coopération, des Ecoles de villes.**

Ces éducateurs des écoles à classes nombreuses ont donc leurs excuses. Ils en ont beaucoup moins, les Instituteurs de bourgs et villages qui, soumis à la même erreur que nous avons décortiquée, donnent l'accent dans l'organisation de la Coopérative scolaire sur la forme légale, administrative et bureaucratique, aux dépens de la vie profonde des coopérateurs.

3° CE SONT LES COOPÉRATEURS, ET NON LES RÈGLEMENTS, QUI FONT LA COOPÉRATIVE :

Il est des périodes d'euphorie paysanne où les produits de la terre sont vendus au prix maximum et où le paysan n'a pas l'impression d'être exploité. Allez parler au producteur de la constitution d'une coopérative paysanne, demandez-leur un versement d'actions, présentez-leur des statuts modèles, vous ne rencontrerez qu'indifférence et mauvaise volonté.

Mais quand il y a crise, quand le paysan se voit refuser la marchandise qu'il a tant peiné à produire, il se sent alors victime d'une injustice flagrante et il prêtera une oreille favorable aux conseils d'organisation que vous lui apporterez.

Il en est ainsi à l'Ecole.

La Coopérative scolaire suppose :

— une vie nouvelle à réorganiser sur d'autres bases, l'abandon de la discipline traditionnelle, et l'appel le plus large possible à l'organisation par les enfants de la vie de leur classe ;

— un travail nouveau qui n'est plus réglé souverainement et préalablement par Paris, par les programmes ou par les manuels scolaires, un travail nouveau qui suppose et nécessite la coopération.

Tout notre matériel est conçu justement pour ce travail nouveau. Il est presque tou-

jours un matériel collectif, communautaire, qui appelle l'organisation coopérative.

Les méthodes traditionnelles, la pratique du manuel étaient basées sur le travail individuel, qui ne saurait même s'accommoder de la forme coopérative : chaque enfant a son livre, fait son devoir, étudie sa leçon. Les essais d'entr'aide deviennent des tricheries et sont punis comme tels.

L'arrivée du matériel d'imprimerie dans une classe suppose un changement radical d'orientation. Ce matériel appartient à tout le monde et le travail qu'il permet ne saurait être que le travail d'équipe. Cela suppose un embryon au moins d'entente, d'organisation, un règlement. Il en est de même pour le Fichier scolaire Coopératif, le Dessin, la Correspondance, les Fichiers autocorrectifs, le musée et le travail scientifique, l'administration du jardin, le cinéma, les disques.

Quand vous avez ce matériel, vous n'avez plus à expliquer la coopération, la coopération est une nécessité. Vos enfants eux-mêmes comprendront que le travail en commun marche d'autant mieux qu'il est régi par des règles élaborées en commun, senties et approuvées, donc respectées par tous. Les statuts répondront à ce besoin.

Ces observations pourraient sembler accessoires ; elles sont essentielles. Nous sommes certes pour l'**organisation**, sans laquelle il n'y a que désordre, nervosité, inefficience. Mais on n'organise pas le vide. Si vous êtes seul à rouler sur une route privée vous n'avez pas besoin de règlement et vous trouveriez ridicule et comique le fait d'appliquer ici le code de la route sous prétexte que ce code existe ailleurs...

Mais dès que la circulation deviendra un peu plus complexe, alors oui, le règlement s'imposera.

C'est pourquoi nous disons aux éducateurs : ne partez jamais du règlement quand vous désirez constituer la Coopérative scolaire. N'organisez pas à vide mais introduisez dans le processus de vie de votre école des pratiques modernes de travail : cédez à vos élèves un coin de votre jardin, ou louez pour eux une parcelle voisine; élevez un lapin, organisez des sorties, des visites, achetez notre matériel coopératif. Alors le besoin d'organisation s'imposera.

Ne présentez pas tout de suite des modèles de statuts. Organisez votre classe et votre travail selon vos moyens de bord, en vous inspirant certes de ce que vous avez vu réaliser ailleurs et de ce que vous aurez lu dans cette brochure. Laissez les enfants s'essayer en tâtonnant à cette forme nouvelle de vie. Il n'est pas nécessaire que le responsable ait été nommé par vote régulier ni qu'on ait défini toutes les attributions du trésorier. Ce formalisme quelque peu impressionnant, risque de décourager certaines bonnes volontés.

Créez, à même la vie, la **fonction** d'abord ; la fonction créera ensuite l'**organe**. Quand vous présenterez un jour prochain des statuts modèles, tous les enfants comprendront alors ce qu'ils sont — ou doivent être — et les statuts ne seront là que pour renforce l'organisation normale et naturelle.

Alors vous aurez définitivement évité l'écueil de la bureaucratie. Vous aurez sûrement la Coopérative scolaire réalisée par et pour les enfants. Et vous pourrez pousser au maximum l'organisation, l'obéissance au règlement, la conscience scrupuleuse des responsables parce que la Coopérative scolaire sera devenue la nécessité vivante de votre travail.

Vous verrez, notamment dans le rapport ci-dessous de notre ami Perceval, comment on peut aussi, graduellement, sans à coups, accéder à cette forme complexe et si éminemment efficiente de la coopération scolaire. Nous ne saurions trop vous engager à ménager, comme il l'a fait, les divers organismes et les initiatives qui, jusqu'à ce jour, aidaient l'école selon des normes désuètes parfois, mais qui n'en étaient pas moins l'expression d'une sollicitude que nous aurions tort de rebuter : la Coopérative scolaire ne doit pas se substituer brutalement aux Sous des Ecoles, aux Caisses des Ecoles, aux œuvres diverses péri et post-scolaires, et encore moins aux municipalités.

La Coopérative scolaire est autre chose que tout cela; elle peut arriver un jour prochain à englober toutes ces activités scolaires ou post-scolaires, mais ce sera dans la mesure où aura triomphé la conception moderne de la vie et du travail, tout entière fondée sur la Coopération.

4° NE VOUS LAISSEZ JAMAIS DOMINER PAR LA FORME, OU PAR L'ORGANISATION BUREAUCRATIQUE :

Que la Coopérative ne soit pas le fait d'un bureau plus ou moins actif, plus ou moins autoritaire, mais l'œuvre de tous les élèves.

Pour cela que tout le travail scolaire soit compris coopérativement, que, sous la haute responsabilité du bureau élu, il y ait, dans toutes les branches d'activité, une floraison de responsables, de chefs d'équipe, de rapporteurs, de conférenciers qui s'habitueront, à même la vie et le travail, à remplir totalement leur rôle de citoyens.

N'endiguez justement pas trop tôt ce besoin de discussion et de critique par une réglementation statutaire excessive. Les vraies assemblées générales, au cours desquelles on décide ou on remanie la structure et la direction de la Coopérative, ne doivent pas

être trop fréquentes. Il faut que les responsables aient le temps de faire leur travail. Mais réunissez le plus souvent possible vos élèves en Assemblées générales secondaires au cours desquelles on passe en revue l'activité de chacun. Voici ce que nous pratiquons à l'Ecole Freinet, et avec grand succès.

Les enfants ont, affiché dans le couloir, le journal mural sur lequel chacun écrit librement ce qu'il a à dire. Tous les samedis soirs, en fin de semaine, l'assemblée générale se réunit sous la responsabilité du Président de la Coopérative, assisté du secrétaire qui note l'essentiel de la discussion.

On lit le journal mural. Des élèves, et parfois le maître, sont mis en cause ; on discute, on s'explique ; on sanctionne, on conclut. Puis on laisse la parole à ceux qui ont à apporter critiques ou suggestions. On examine ainsi à fond par les réactions des élèves, toute la vie de l'école;; on améliore l'organisation; on aménage les responsabilités et les charges. Chacun a ainsi vraiment l'impression que l'Ecole est sa chose et l'on peut prendre des décisions, engager par des promesses, enthousiasmer par des perspectives de travail qui auront le plus heureux effet sur la vie et le travail de l'Ecole.

5° LES COOPÉRATIVES SCOLAIRES DOIVENT-ELLES SE FÉDÉRER ?

La chose semble si normale qu'on s'étonnerait qu'elle ait soulevé d'ardentes discussions et de très expresses réserves de la part de M. Profit.

Cela est dû, probablement encore, au fait qu'on a placé, en l'occurence, la charrue devant les bœufs, on a fait de la concentration nationale de coopératives, on a créé cadres et règlements avant que les coopérateurs aient ressenti l'urgente nécessité de cette fédération.

La question méritera, je crois, d'être revue et mise au point. Il est normal que les Coopératives scolaires puissent se fédérer départementalement et nationalement pour mieux solutionner les problèmes qui se posent à elles. Nous y parviendrons si nous savons faire primer partout la vie coopérative sur l'organisation bureaucratique.

6° JUSQU'OU PEUT S'ETENDRE LE CHAMP D'ACTION DES COOPÉRATIVES :

Si nous plaçons donc la vie scolaire et le travail des enfants dans leur milieu au centre de la coopération scolaire, nous pouvons dire sans crainte que notre champ d'action est pratiquement illimité.

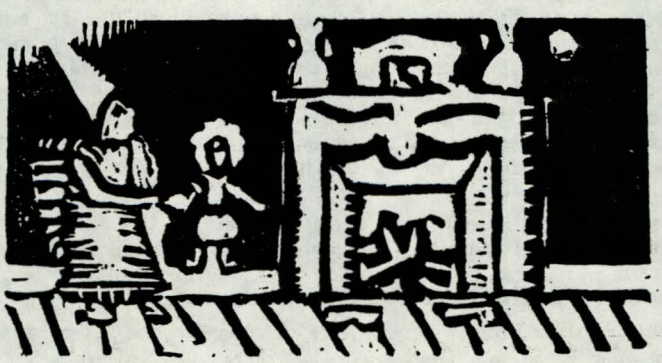
Nous donnons quelques exemples de ces activités. Chacun pourra, selon les nécessités, en susciter de nouvelles. L'essentiel est que la Coopérative scolaire ne perde jamais son caractère de profit pédagogique, qu'elle ne se mette pas à produire ou à vendre par déformation du milieu ambiant, qu'elle ne sacrifie pas la vie de l'école à une illusoire prospérité matérielle et que l'instituteur ne soit pas hypnotisé par son budget enflé aux dépens parfois de la vraie coopération.

Mais sous les réserves que nous avons faites, la Coopération scolaire, forme moderne de l'organisation scolaire française, peut s'attaquer à tous les problèmes scolaires : organisation du travail, fabrication et achat de matériel, discipline, propreté, équipes de travail, sorties, promenades, excursions, expériences, cinéma, radio, disques, pépinières, travaux des champs, échanges interscolaires, échanges d'enfants, cantines, etc...

Ne vous effrayez pas de cette complexité. Elle est à l'image de la vie et vous devez l'aborder si vous voulez retrouver et influencer la vie.

La Coopération scolaire vous y aidera.

C. FREINET.



freinet et la coopération

é. freinet

La notion de communauté et de ses exigences s'est imposée de bonne heure à la pensée de Freinet : berger dès avant sa dixième année, il a décelé précocement les lois du troupeau, de sa cohésion nécessaire dans les données du pacage ou de l'étable hivernale. Il savait intuitivement que cette masse cohérente n'était pas seulement une somme chiffrée des éléments qui la composent mais encore un ensemble d'individualités qui ne tombaient pas toujours sous l'envoûtement d'une totale similitude : toute bête a sa façon à elle d'être vivante et qui explique un comportement qui, au-delà du simple automatisme, signifie une unité pas tout à fait comme les autres.

Cette connaissance intuitive des lois de la communauté et des éléments qui la composent devait tout de suite favoriser la prise en main d'une classe de village : le jeune berger devenait tout naturellement éducateur à la faveur d'une psychologie comparée, toute naturelle et spontanée et dans laquelle il faut voir les prémices d'une vocation éducative.

Ces enfants qui sont devant lui, dès son premier jour de classe, Freinet sait ce qu'ils sont car il a déjà très nettement en lui, la gravité de ce métier de pâtre qui est pré-science et amitié.

Il a tôt fait de découvrir la règle d'or qui va donner force et élan au troupeau mais aussi sentiment d'une égale puissance à l'être qui a sa propre voie, sa façon originale d'exister. Cette règle d'or, c'est pour Freinet, le travail en commun :

"La vraie fraternité est la fraternité du travail. Une fraternité qui naît spontanément de l'identité des gestes, des attitudes, des états d'âme, des "fonctions" qu'exige le travail en commun... Une famille, une communauté est d'autant plus unie, d'autant plus solide, que la vie de ses membres est dominée par un travail qui leur apporte cette satisfaction intime et cette harmonie qui en sont le charme... On pourrait même dire que des individus et des groupes humains se comprennent d'autant mieux que leurs techniques de travail, que leurs préoccupations de métiers sont voisines. Il existe ainsi, à travers le pays, une sorte de fraternité de communauté de plaine, une fraternité de montagne et de vallée, de vignobles et de vergers et cette conjonction, l'interpénétration actuelle des populations ne l'a pas encore totalement réduite.

...Dès qu'il n'y a plus travail-jeu fonctionnel *il n'y a plus possibilité d'atteindre à cette communion que réalise le travail. La vie est alors sans nerfs, sans réaction harmonieuse, comme dépouillée de ses racines. Et, effectivement, ceux qui ont le malheur de ne pas connaître le goût profond du travail sont partout comme de lamentables déracinés".*

Tels sont les fondements solides de toute l'œuvre de Freinet placée sous le signe permanent et irrévocable : *travail - communauté* - tout le problème pédagogique ainsi conçu étant situé au cœur même de la complexité sociale. Si bien que la *communauté,* par l'effet du *travail* qui la conditionne, est toujours un élargissement, un monde ouvert qui ne doit jamais devenir prisonnier de contingences élevées à hauteur de systèmes dans lesquels on enferme les individus. Il peut, certes, se créer ainsi des communautés cohérentes parce qu'enfermées dans des règles strictes et orientées vers un but à unique direction. Mais de telles communautés, même si elles sont plus facilement jaugées, calculées, contrôlées, se resserrent sur un grégarisme qui est la marque même de l'anti-communauté.

Cette position de principe explique l'attitude Freinet vis-à-vis du problème de la *coopération* et tout spécialement des *coopératives scolaires,* parties dans leur début, sans discernement, de ce grégarisme communautaire de la chose simplement utile dénoncée déjà par Profit.

Dominant, dans toute son ampleur, la vaste réalité de l'éducation, phénomène naturel qui accompagne la vie dans toutes ses manifestations, Freinet ne pose pas le problème de la *coopération* en soi : elle est un aspect nécessaire, évident de sa psycho-pédagogie. Cela à tous les niveaux de l'action éducative ; un moyen spontané de donner vie et élan à l'enseignement certes, mais plus encore à la vie profonde de la communauté enfantine et adulte qu'est l'école. La coopération dans les classes Freinet prend tous les aspects de la Pédagogie Freinet, de *l'expression libre* au *plan de travail,* de *la correspondance* aux *enquêtes* sur le milieu, du *chef-d'œuvre* individuel devenu collectif à *l'autogestion* de la classe. Les activités scolaires structurent en permanence la noble idée de la Coopération, démarche fondamentale et naturelle de la vie communautaire. Mais il est en même temps des secteurs où la coopération n'existe pas et où il est inutile de vouloir l'introduire artificiellement. Chaque être prend possession des choses à son heure et à son temps et l'inspiration, la méditation et la création sont oeuvres de silence qui ont leur sens, tout comme le travail fait en commun qui en oriente les perspectives.

Ces considérations font comprendre pourquoi Freinet a écrit si peu sur la Coopération à l'Ecole ; pourquoi elle a pris dans sa pédagogie les aspects mêmes de l'organisation de la classe et de la pratique des techniques : *"La coopération et nos techniques ne sont en définitive que deux branches indissolubles d'un même problème qui est la modernisation et l'efficience de l'Ecole du peuple".*

Mais cette position explique aussi que Freinet ait consacré de longs articles sur ce que l'on peut appeler "l'abus coopératif" : une obstination à faire entrer coûte que coûte la coopérative à l'école alors que l'on est dans l'impossibilité de l'intégrer à l'enseignement de la rendre participante du climat de la classe et de la formation des personnalités...

Extrait de la Revue
des Etudes Coopératives
N°153 3ème trim. 1968

Claude GUIHAUME

un souffle d'air pur sur la grisaille pédagogique

un groupe coopératif

> Pour la première fois en France — et peut-être dans le monde — un groupement actif d'éducateurs populaires s'est constitué sur des bases coopératives, pédagogiquement et socialement. Ses adhérents sont parmi les meilleurs instituteurs et les plus dévoués à l'enfance prolétarienne. Dans leurs hameaux, dans leurs villages, loin des pédants et des routiniers, à même la vie, ils cherchent librement. Et, fait plus original encore, grâce à l'Imprimerie à l'Ecole, ils échangent leurs travaux, profitent, chacun des découvertes de tous, et s'élèvent eux-mêmes en éduquant leurs élèves.

"L'IMPRIMERIE A L'ECOLE" N°17 nov.1928

Signé "LE GROUPE COOPERATIF DE L'IMPRIMERIE", cet extrait d'un article définit ce que fut la "COOPERATIVE D'ENTR'AIDE PEDAGOGIQUE L'IMPRIMERIE A L'ECOLE" fondée en juillet 1926 par Célestin FREINET.

Elle s'était donné comme but:

> " 1° L'achat en commun et par grandes quantités, pour avoir des prix meilleurs, des presses, des caractères du papier et du matériel.
>
> 2° Pour aider pécuniairement les camarades, qui, désirant acquérir la presse, ne peuvent pas momentanément, la solder entièrement.
>
> 3° Pour la publication d'un bulletin périodique d'entr'aide et la propagande à faire, pour recruter de nouveaux adhérents, et maintenir des contacts réguliers et suivis entre tous les usagers de la méthode. "

"L'IMPRIMERIE A L'ECOLE" Ed. Ferrary déc.1926

Dans sa première "LETTRE-CIRCULAIRE" du 27 juillet 1926, C.Freinet écrivait à ses neuf correspondants (dont cinq commençaient à imprimer):

"Pour l'expérimentation d'une technique à ses débuts, une collaboration constante de tous est absolument indispensable. Nous mettrons en commun nos remarques, nos

trouvailles, nos déboires, ou nos erreurs aussi, afin de nous aider mutuellement."

A l'image du mouvement coopératif ouvrier du XIXème siècle et des coopératives scolaires (créées en 1889 et dont une fonctionna à Cempuis avec Paul Robin) la Coopérative d'Entr'aide "L'Imprimerie à l'Ecole" fut une "COMMUNAUTE ORGANISEE.

> "Nous devons noter notamment que l'Imprimerie à l'Ecole, avec son matériel communautaire, suppose l'existence dans la classe d'une communauté organisée. La Coopérative scolaire peut-elle répondre à nos désirs? Nous le croyons..."
>
> (L'I. à L'E. N°19 page 12 janvier 1929)

et dans ce même numéro du bulletin nous lisons: "Notre groupe est avant tout un groupe coopératif d'instituteurs primaires..." (C.F.)

l'originalité d'un mouvement pédagogique

Le mode de regroupement en COOPERATIVE est une originalité du mouvement ouvrier. Le dictionnaire de l'Académie Française (An VII) ignore ce mot et signale que les mots "coopérateurs, coopération et coopérer" "s'emploient surtout sur les matières de piété".

Littré (1877) l'ignora pareillement alors que le nombre de "sociétés coopératives" de consommation allait croissant ("Histoire Générale de la Coopération en France" 1924 et "Les mouvements de la coopération ouvrière dans les banlieues parisiennes" de Jean Gaumont.PUF 1932).

Les instituteurs se regroupèrent d'abord en "SOCIETES DEPARTEMENTALES DE SECOURS MUTUELS" pour "venir en aide aux instituteurs et institutrices qui seraient dans le besoin, de pourvoir à leurs frais funéraires, de donner des secours aux veuves et de concourir à l'éducation des orphelins des instituteurs et institutrices..." (Article 2 de la "Société de Secours Mutuels des instituteurs et institutrices publics du département de la Sarthe". 1863).

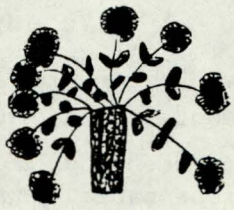
Les AMICALES D'INSTITUTEURS (à partir de 1880) définirent leur action pédagogique. En 1900, au Congrès de Paris, il fut proclamé que "L'Amicale est une société de perfectionnement pédagogique et de défense des intérêts professionnels et matériels de ses membres..." (F.Buisson - Nouveau Dictionnaire Pédagogique p.53)

L'ECOLE EMANCIPEE ouvrit une "tribune pédagogique" aux syndicalistes révolutionnaires:

> "...Des penseurs, des savants, des praticiens expérimentés ont bien voulu s'offrir pour rédiger cette partie de notre organe. Ce n'est pas un cours que nous comptons proposer, mais un débat que nous voudrions instituer.." (Appel exposant les buts de la revue EE avant le N°1. 1910)



L'IMPRIMERIE A L'ECOLE fit mieux qu'un cours, mieux qu'un débat théorique. Elle regroupa dans le travail de recherche et d'expérimentation des instituteurs et des institutrices, syndicalistes révolutionnaires qui par idéal et dans la plus grande abnégation mirent en commun leurs découvertes (imprimerie, cinéma, radio, travail manuel, correspondance, sorties scolaires etc etc.)



La classe cessait d'être le lieu clos des initiatives du maî-

tre (reflétant peu ou prou les conseils ou les marottes d'un inspecteur) pour devenir un "lieu de vie". Le regard et l'aide d'autres instituteurs amélioraient la pratique quotidienne de la classe.

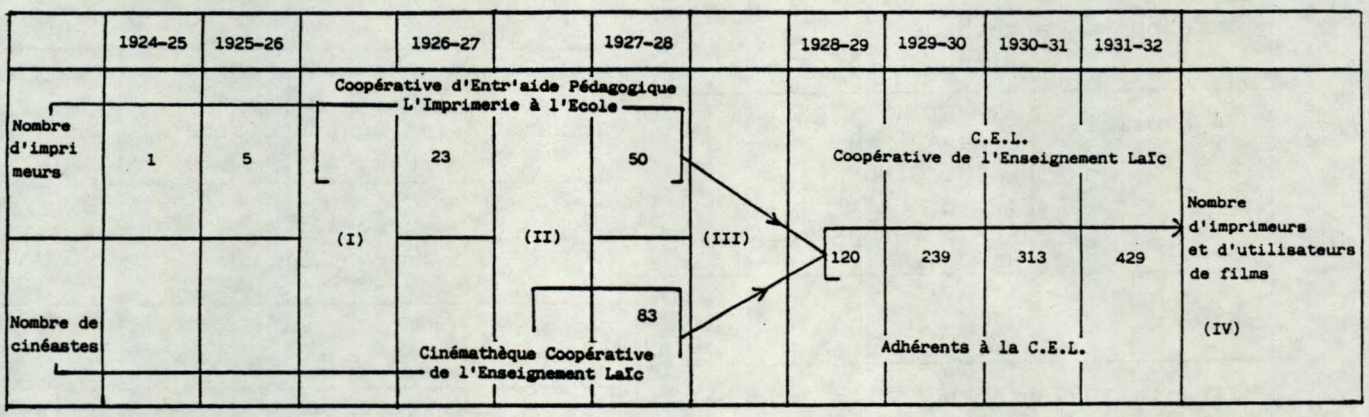
La pratique de l'imprimerie fut un levier. Elle servit et développa l'expression libre de l'enfant. Cette recherche de l'expression de la "pensée intime de l'enfant" s'étendit de la parole à l'écrit, au dessin, au théâtre...

Par là-même, les relations instituteur-élèves eurent une toute autre valeur éducative. Le vécu coopératif des instituteurs et institutrices dans le Mouvement entraîna un autre vécu coopératif dans la classe qui donna une autre dimension à la coopération scolaire.

En découvrant les bulletins de "L'IMPRIMERIE A L'ECOLE" de 1926 à 1932 (ceux du moins qui ont pu être conservés) nous ne pouvons que constater la diversité, le sérieux et l'enthousiasme de ceux et celles qui auraient pu signer le Manifeste des dissidents de la colonie de Llano:

> "Nous n'avons pas pour but de sauver le monde, mais simplement de travailler coopérativement pour notre avantage mutuel dans l'espoir que notre exemple invitera d'autres à faire de même."
>
> (Cité par Ch. Gide dans "Les colonies communistes et coopératives" 1928-1929)

les effectifs



I. Juillet-octobre 1926: création de la "COOPERATIVE D'ENTR'AIDE L'IMPRIMERIE A L'ECOLE".

II. 27 octobre 1927: création de la "CINEMATHEQUE COOPERATIVE DE L'ENSEIGNEMENT LAIC".

III. 4 août 1928: fusion de ces deux associations en une nouvelle association la "COOPERATIVE DE L'ENSEIGNEMENT LAIC. C.E.L"

IV. Décembre 1932: début de l'Affaire Freinet.

les premières publications

(En l'état actuel de nos recherches)

* Année 1926-27

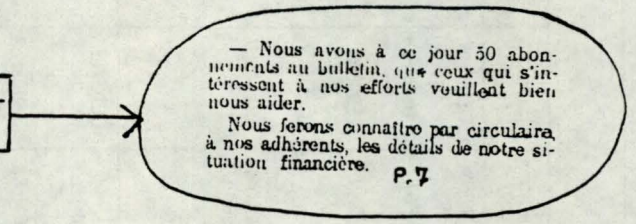
	BULLETIN "L'IMPRIMERIE A L'ECOLE" COOPERATIVE D'ENTR'AIDE PEDAGOGIQUE	LETTRE-CIRCULAIRE AUX CLASSES TRAVAILLANT AVEC L'IMPRIMERIE
7-26		1ère lettre-circulaire 27 juillet 26 N.P.P. p.58
10-26	N°1 oct. 1926 illustration de N.P.P. entre p.16 et 17 l'en-tête du Bulletin est tiré à l'imprimerie scolaire de Bar-sur-Loup	2ème lettre-circulaire 3 oct. 1926
12-26	N°2 déc.1926 Bulletin tapé comme toujours à la machine "Mignon" N.P.P. p.61 (en-tête tiré à l'imprimerie scolaire texte en écriture liée)	
1-27	"Le Bulletin du 2.01.27 note triomphalement..." N.P.P. p.62	-------- (bulletin ou lettre-circulaire?)
2-27	N°3 fév. 1927 A.de F. N°22 p.19 N.P.P. p.63 frappé à la machine tirage duplicateur	mars 27 lettre-circulaire N.P.P. p.64
4-27	N°4 avril 1927 2 pages au DUPLIC. CINUP (*) N.P.P. p.66 et 67 frappé à la machine	15mars 27 lettre-circulaire N.P.P. p.65
	N°5	6ème lettre-circulaire mai 1927 N.P.P. p.69 et 70-71
6-27	N°6 juin 1927 (1er bulletin imprimé) Ed. IMPRIMERIE ARTISTIQUE CANNES 4 pages format 21x27	8ème lettre-circulaire N.P.P. p.71 9ème lettre-circulaire N.P.P. p.71

N.P.P. = Naissance d'une Pédagogie Populaire d'Elise Freinet
Edition Bibliothèque de l'Ecole Moderne 1963
A. de F. = Bulletin des AMIS DE FREINET

* Le 8 mai 1930, le " Supplément N°1" au bulletin "L'IMPRIMERIE A L'ECOLE" annonce l'acquisition par la coopérative d'un DUPLICATEUR ROTATIF de marque ROLITHO.
Un jeune camarade hollandais KLAAS STORM assure les tirages à l'aide de ce duplicateur "de façon impeccable".

* Année 1927-28

	L'IMPRIMERIE A L'ECOLE BULLETIN MENSUEL	CIRCULAIRES AUX ADHERENTS
N°7	octobre 1927 Imprimerie FOIANO. Grasse 8p.	N°3 octobre 1927 supplément au journal scolaire LES RECITS de la CHARNIE de Leroux qui polycopia la circulaire écrite par Freinet. Neuvillette (Sarthe)
N°8	novembre 1927 Imprimerie FOIANO. Grasse 8 p.	N°4 15 novembre 1927 polycopiée par Leroux et diffusée comme supplément à son journal scolaire.Neuvillette (Sarthe)
N°9	décembre 1927 Imprimerie FOIANO. Grasse 8 p.	
N°10	janvier 1928 Imprimerie FOIANO. Grasse 8 p.	
N°11	février 1928 Imprimerie Coopérative 2 rue du Greffier Le Mans 8 p.	N°8 reproduction de l'en-tête dans N.P.P. illustration entre page 16 et 17
N°12	mars 1928 Imp. Coop. Le Mans 8 p.	
N°13	avril 1928 Imp. Coop. Le Mans 8 p.	
N°14	mai 1928 Imp. Raoul Bellanger. La Ferté-Bernard (Sarthe) 8 p.	
N°15	juin 1928 Institut Commercial Le Mans 16 p.	



Le N°15 porte le titre suivant:

L'IMPRIMERIE A L'ECOLE
LE CINEMA * LA RADIO
et les méthodes nouvelles d'éducation populaire
BULLETIN MENSUEL
de la Coopérative Cinémathèque Imprimerie Radio
créée et contrôlée par la
Commission Pédagogique de la Fédération de l'Enseignement

La fusion des deux associations était proche. Le travail coopératif battait son plein, malgré l'éloignement, le travail de préparation de la classe, la vie familiale...

***

Remarques

Dans ces deux tableaux n'apparaissent ni les circulaires du trésorier (Jayot) ni les circulaires du responsable de la GERBE (R.Daniel) ni les circulaires de la Cinémathèque (Boyau).

Quatre bulletins furent imprimés en Sarthe et des circulaires aux adherents furent polycopiées et intégrées aux journaux scolaires de Louis Leroux "Les récits de la Charnie" pour être expédiées, à tarif réduit, aux camarades de l'Imprimerie à l'Ecole.

Je me permets de renvoyer le lecteur intéressé à l'étude "LES ORIGINES DE L'IMPRIMERIE A L'ECOLE EN SARTHE" (32 pages imprimées) à paraître incessamment dans le bulletin de la "SOCIETE D'AGRICULTURE SCIENCES ET ARTS DE LA SARTHE" (fondée en 1761) où est explicité dans le détail la participation coopérative de trois membres du mouvement parmi d'autres. Le tableau suivant intitulé "PIONNIERS DE L'IMPRIMERIE A L'ECOLE" oct.1924-oct.1927 est extrait de cette étude.

PIONNIERS DE L'IMPRIMERIE A L'ÉCOLE OCTOBRE 1924 à OCTOBRE 1927

	1924-1925	1925-1926				1926-1927							1927-28
	oct. 1924 juil. 1925	octobre 1925	février 1926	mai 1026	juillet 1926	novembre 1926	janvier 1927	mars 1927	avril 1927	mai 1927	juin 1927	juillet 1927	octobre 1927
IMPRIMEURS	*FREINET* 06	DURAND 69	*PRIMAS* 69	*DANIEL•* 29	*BORDES* 24 *ALZIARY* 83 ALQUIER 34	*WULLENS•* 59 *JAYOT* 08 *REGAD* 39 *VAN DERVEKEN* Bruxelles	LAGIER-BRUNO 05 *BOUCHARD•* 69 *LEROUX•* 72 *HOFFMAN* 54 *AUDUREAU* 33	*BALLON* 37 *BAREI* 06 *SUBRA* 09 SPINELLI 06	COUTELLE• 72	*VOIRIN* 08 LALLEMAND 08 BERBERAT Suisse			AICARD 66 *BRUNET* 16 DELANOUE 37 *BOYAU M. et Mme 33* *P. GEORGE 88* *CHERY 03* *PICHOT M. et Mme 28* *NOE 66* *CHOCHON 06* *FAURE M. et Mme 38* *GARMY 09* *DUNAND 74* *LE TREIS 29* MAGNAN Tunisie Wouters Anvers
SYMPATHISANTS					RIPERT Algérie FERRIERE Genève (Dr bureau international des Ecoles Nouvelles	*VAN DE MOORTEL* Bruxelles Prof. de musique VAN MEER (Dr Ecole)	GUILLON 47 MEYHOFFER (Dr Ecole internationale de Genève	CATTIER Dr ENG Vosges		COURTOUX (Inspecteur au Torkir) M.J. CLUET Madrid (prof.)			CLAUDIN Dr Ecole Annexe Vosges
									LA GERBE N° 1	LA GERBE N° 2	LA GERBE N° 3		LA GERBE N° 4
									LEROUX ALZIARY FREINET HOFFMAN LAGIER-BRUNO DANIEL BORDES VAN DERVEKEN	(en plus) JAYOT BOUCHARD WULLENS BALLON	(en plus) BAREL COUTELLE		(en plus) VOIRIN SUBRA
									8	12	14		16

LÉGENDES

Noms en italique :

— **La commission « Histoire et Patrimoine de la pédagogie Freinet » conserve des textes, imprimés par les classes dont le nom de l'instituteur(trice) est ici cité.**

Noms pointés :

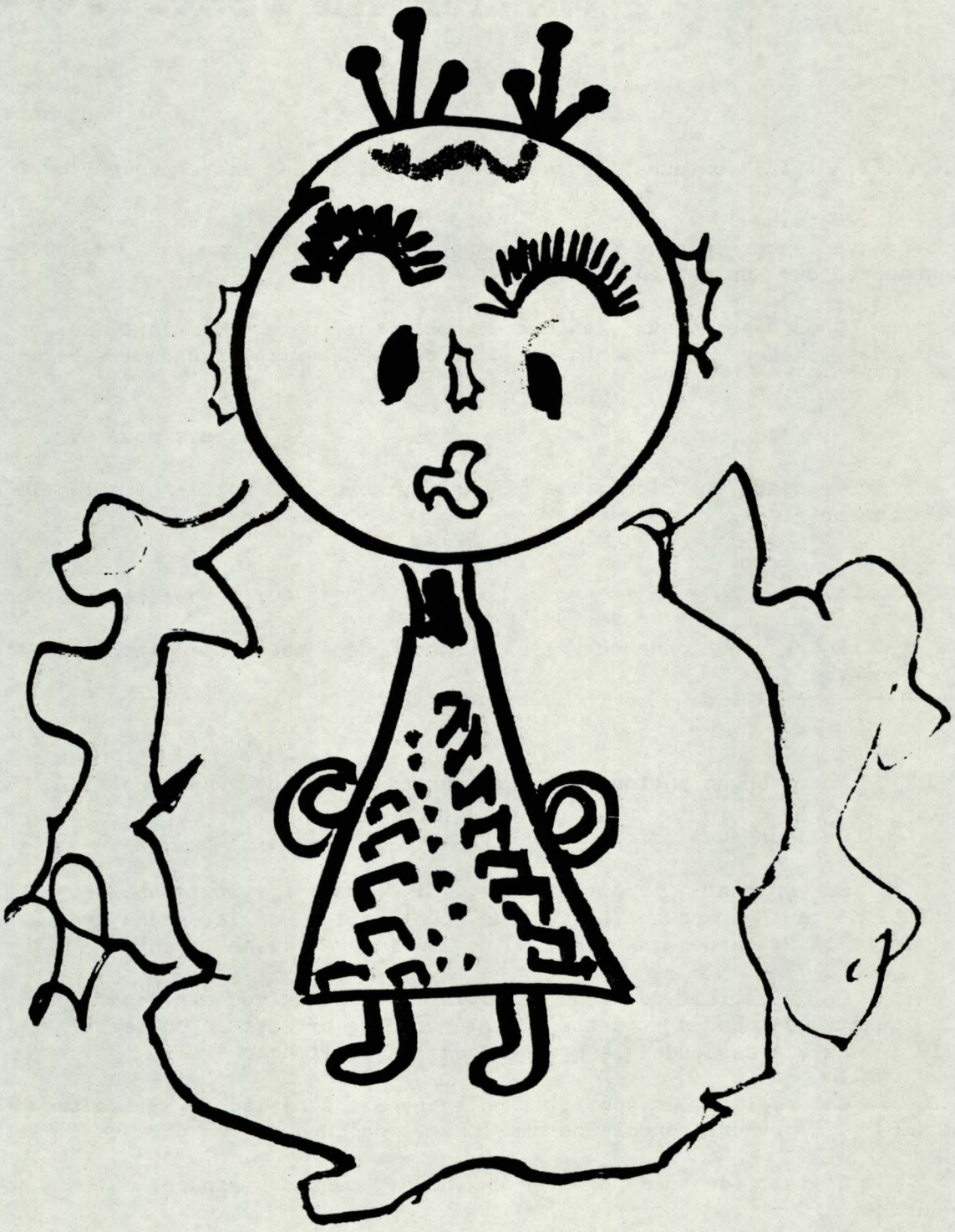
— **la commission « Histoire et Patrimoine de la pédagogie Freinet » conserve les premiers textes imprimés par les classes dont le nom de l'instituteur(trice) est ici cité.**

Le nombre sous le nom indique le département.

SOURCES

— *1re lettre-circulaire aux classes travaillant avec l'Imprimerie*, 27 juillet 1926
— *2e lettre-circulaire...* octobre 1926.
— Bulletin n° 2 *L'Imprimerie à l'Ecole*, décembre 1926.
— Lettre-circulaire... mars 1927.
— Lettre-circulaire... mai 1927.
— « *L'Imprimerie à l'Ecole* » livre de C. Freinet, édition Ferrary déc. 1926.
— « *L'Imprimerie à l'Ecole* » article de Maurice Wullens écrit en juillet 1927, revue *Les Humbles* 1927.
— « L'Imprimerie à l'Ecole » rapport de Louis Leroux pour son administration, écrit en mai ou juin 1927.
— « *Naissance d'une pédagogie populaire* » Elise Freinet.
— « L'Imprimerie à l'Ecole » article de Bouchard dans le *Bulletin n° 225-226 de la société Binet*, février-mars 1928 (Communication faite à la séance de juin 1927).
— Les journaux scolaires conservées par la commission « archives et patrimoine de la pédagogie Freinet ».

Claude GUIHAUME



Andrée BERNARD

la pratique de la pédagogie freinet deviendrait-elle restrictive?

De qui a-t-on peur?
A qui veut-on plaire?

A l'ICEM on aurait aussi besoin d'éditer des livrets sur l'évaluation?

Depuis le temps qu'on évalue, à coups de punaises, on devrait avoir beaucoup avancé sur le plan de la coopérative, les relations dans le groupe...Or, on tourne toujours un peu en rond.

Dans les vieux cahiers de roulement, datant de vingt ans, on trouve souvent des choses plus riches que dans certains articles dans les revues actuelles.

Livrets pour évaluer quoi?

Français et Calcul...la plupart du temps...C'est le plus facile et aussi le moins original...

Et le reste?
Qui l'appréciera et comment?

En Perfectionnement, j'ai surtout passé beaucoup de temps à faire vivre le reste...

Sans quoi?

Notre organisation a déçu et surpris certains visiteurs.

On leur avait dit: "Classe Pédagogie Freinet, vie coopérative".

En entrant ils ont cherché...Ni Conseil institutionnalisé, ni le fameux "Quoi de neuf" (manquant souvent de spontanéité), ni le bureau avec secrétaire, ni les Lois Placardées au mur...Notre "fouillis" !...seulement.

On y parlait de ce qu'on voulait, quand on voulait, comme on pouvait. Pas de questions taboues et cette liberté de dire primait le collectif et le particulier, essayait de souder le groupe, petit à petit.

On règlait les conflits, on apprenait à réfléchir, à écouter l'autre, le respecter, à prendre conscience des limites de chacun, des miennes aussi.

C'était d'abord trouver un endroit dans cet espace, où l'on se sente en sécurité.

Nous avons beaucoup déménagé à chaque rentrée, comblé les vides, source d'angoisse pour certains. L'un est même resté quinze jours derrière l'armoire installée au beau milieu. Il ne s'était pas rendu compte qu'il ne voyait rien mais le vide était comblé.

C'est P. qui a émergé de notre grand panier à chiens (où l'on ramas-

sait des jouets) lors d'un jeu organisé librement un après-midi de mauvais temps. Le père...la mère...le chien!

Ah! le chien, on l'avait oublié! et l'un d'ajouter: "Peut-être qu'on le traite comme un chien chez lui!...et P. qui jusque-là, n'avait pas décroché un mot ni participé à rien, a souri...Il était admis parmi les autres. Il existait.

Il a fallu du temps parfois à certains pour "sortir de leur coquille", pour vaincre cette angoisse, pour prendre conscience d'exister, d'être reconnu par les autres, accepter l'effort.

Instances importantes de jeux, de dessins, d'écriture, d'échange, de chant libre, de nage...et là, les apprentissages scolaires avaient l'air un peu en veilleuse. Il y avait peut-être des choses plus urgentes à vivre.

Le plan de travail collectif établi chaque semaine a guidé nos allées et venues. Plan souvent peu suivi à la lettre, les intérêts des enfants changeant d'un instant à l'autre.

La part de travail individuel s'organisait d'abord pour une heure puis une matinée voire une journée. Nos visées étant des fois courtes.

Et l'entr'aide fonctionnait spontanément, à deux ou à plusieurs, en essayant que chacun y trouve son compte et sa place. Nous étions ensemble, au centre de cette recherche, structure ouverte le plus possible, afin de pouvoir être attentif à chacun (Cette structure nous évitait aussi les conflits lors de la venue des stagiaires où là nous faisions des petits groupes de travail).

L'imprimerie a toujours eu beaucoup de succès, principalement auprès des non-lecteurs refusant souvent cet apprentissage (de la lecture), même le manifestant avec colère. C'était aussi sortir de sa "coquille". Ils prenaient conscience au bout d'un moment qu'ils apprenaient quand même.

R. protesta un matin. Il en avait "marre" de faire des fiches (qu'il avait choisies), déclarant qu'il savait les faire depuis longtemps. Certes, mais ce qu'il ne savait pas depuis longtemps c'est qu'il avait accepté d'avoir six frères et soeurs.

C'était gagné! le pluriel était intégré en partie pour celui-là. Il savait "tout" faire!...Et les autres d'applaudir.



Nous avons beaucoup applaudi aux réussites de chacun.
C'était peut-être nos plannings de lancement. Mais quel impact sur tous. Grâce à ces prises de conscience importantes nous avons avancé lentement.

Comment figer tout cela avec des punaises? (en plus c'est blessant, et ça pique).

Nous n'avions pas besoin de cette comptabilité.

Notre "fouillis" comme on disait à l'extérieur, fouillis à l'apparence improvisé mais en fait très stucturé et pour chaque enfant c'était clair.

Structure large, ouverte, lois implicites, mouvantes dans cet apprentissage vers l'autonomie.

Comment parler de mettre en place des règles, des interdits, des garde-fous, à certains qui avaient bien du mal à connaître "La Loi" symbolique et existentielle.

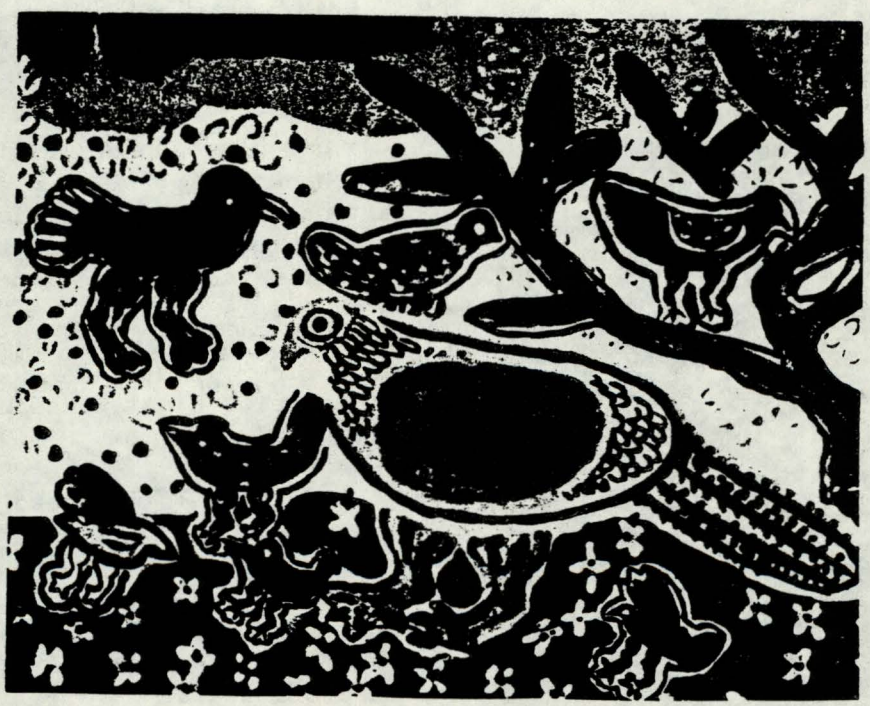
Le plus dur fut, bien souvent, d'expliquer aux visiteurs les termes de cette recherche, nos évaluations humaines et qualitatives, de détricoter les mailles de cette éducation de la globalité de l'être.

Une évaluation thérapeuthique?...

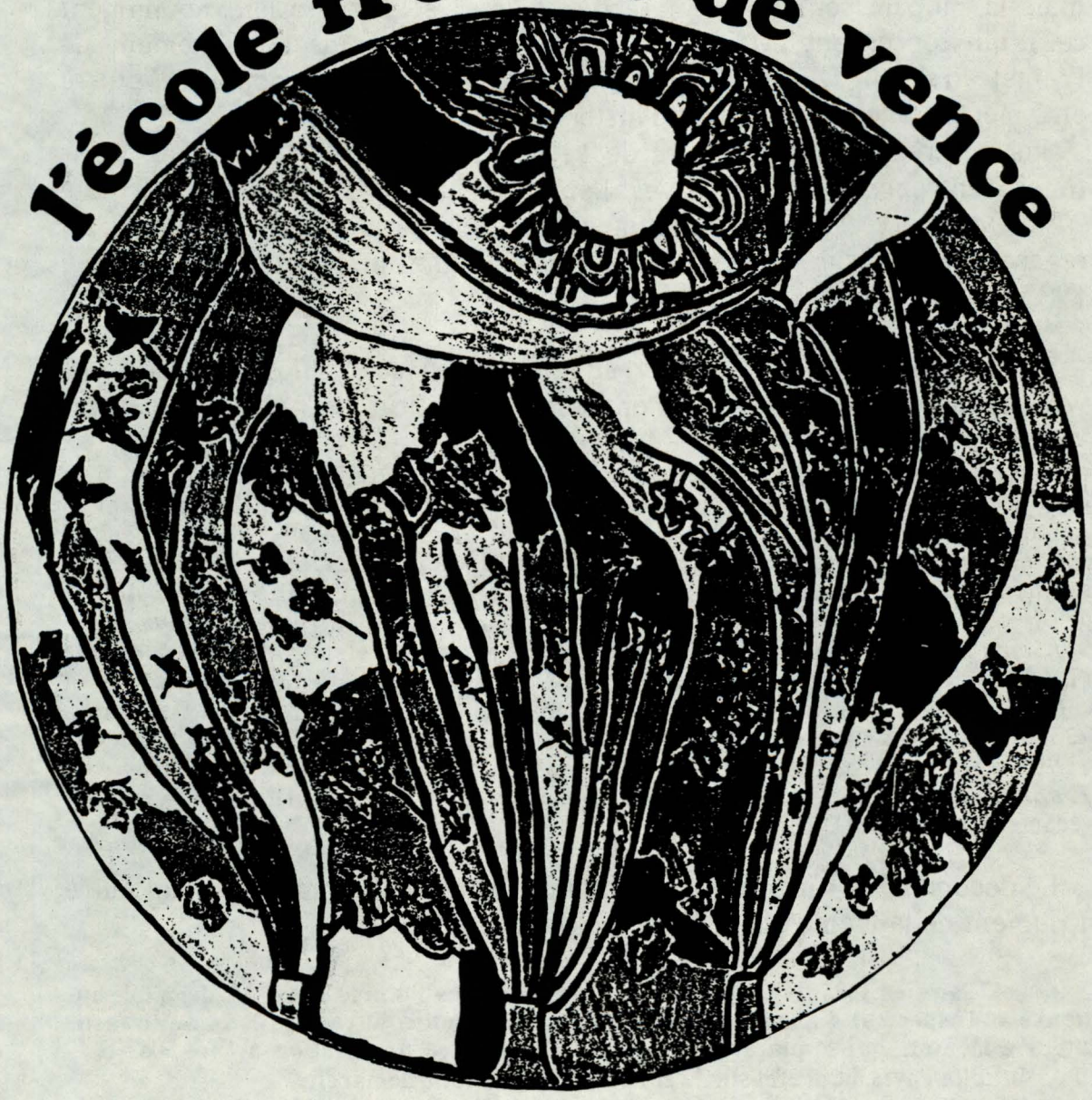
La Pédagogie Freinet, dans son essence-même n'admettant pas de recettes, la dynamique de groupe non plus...

Tant pis si certains adultes n'ont rien compris,
Les enfants, eux, y ont trouvé leur compte.

Andrée BERNARD



l'école freinet de vence



Michel BARRE

L'ouverture de l'école Freinet à Vence
Un an de conflit avec l'administration (août 1935- juillet 1936)

Pour faire autre chose qu'une paraphrase des écrits d'Elise Freinet, malgré leurs lacunes et leurs erreurs, il faudrait avoir accès à des documents de première main. Ceux-ci ne manquent pas du côté de l'administration, mais la plupart sont encore interdits d'acces et d'utilisation, notamment ceux qui concernent l'affaire de St-Paul en 1933, puis l'internement de Freinet en 1940. Il faudra attendre quelques decennies pour que puisse être mené un véritable travail d'historien sur ces évènements.

Par contre, dans les dossiers de l'enseignement privé des Alpes-Maritimes (entreposés aux Archives Départementales de Nice sous la cote 27788) sont accessibles des documents officiels qui permettent de jeter un regard nouveau sur l'ouverture de l'ecole Freinet à la rentrée scolaire de 1935.

Pour situer l'état d'esprit de l'administration académique de l'epoque, voici quelques documents qui m'ont semble significatifs.

• Le 1er mars 1926, l'Inspecteur d'Académie de Nice sollicite l'avis du Préfet. Il a reçu du Ministre de l'Instruction Publique, E. Daladier, une dépêche demandant la nomination dans son département d'un instituteur originaire de l'Isère, actuellement sans emploi, que la maladie de sa femme contraint à résider dans les A.M. Faute de renseignements, l'I.A. de Nice en réfère au préfet qui, le 8 mars, demande à son collègue de Grenoble tous renseignements utiles sur le compte de cet instituteur, "*notamment sur son attitude et ses opinions politiques*". Le 10 avril, le préfet de l'Isère répond que l'intéresse, en conge sur sa demande, a quitté Grenoble depuis 3 ans environ. Il était connu comme militant actif du parti communiste, membre de l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants) et du groupe Clarté "*L'interessé très intelligent, était connu de mes services de police comme étant organisateur de réunions au cours desquelles il prenait souvent la parole*". Il serait, croit-on, rédacteur au journal L'Humanité.

Le document ne dit pas si l'instituteur a obtenu sa nomination. Un autre document de la même époque fait penser que non.

• Le 7 janvier 1926, le Cartel syndical des Services Publics des A.M. demande audience à l'Inspecteur d'Académie de Nice pour l'entretenir du cas de M. Spinelli, instituteur à Menton, qui se plaint de ne pouvoir obtenir sa nomination à Nice. Dès le 8, l'I.A. sollicite l'avis du préfet sur la suite à donner à cette démarche.

Quelque temps plus tard, c'est le Préfet lui-même qui répond à une question du Ministre de l'Intérieur, sans doute à la suite d'interventions à l'échelon ministériel. Il explique ses raisons de ne pas donner satisfaction à Spinelli, en raison de son action communiste, de second de Barel.

Ajoutons que Spinelli comme Barel s'inscriront en 1927 au groupe de l'Imprimerie à l'Ecole.

Ces documents, tirés du dossier 25885 des Archives Dép. de Nice, en disent long sur la soumission étroite des autorités académiques à l'égard du préfet, dont l'avis est sollicité avant toute décision et l'emporte sur toute autre considération, fût-elle une intervention du ministre de l'Instruction Publique lui-même.

Symétriquement, comment réagissent ces autorités à l'égard de l'enseignement privé du département? Un fait divers, un peu plus ancien, ne manque pas de saveur.

• En novembre 1921, deux fillettes, internes à l'institution Monpensier, pension primaire féminine privée, ont fugué et sont retournées dans leur famille en se plaignant de la nourriture et de la vie dans cette école.

L'inspecteur primaire de Grasse, envoyé pour enquête sur les lieux, découvre une situation pour le moins surprenante. Alors que la directrice en titre est officiellement en congé de maladie, elle a en fait revendu l'établissement à sa remplaçante sans en avoir informé l'administration.

L'inspecteur fait état des rumeurs qui circulent dans Vence, selon lesquelles la directrice aurait eu des "relations coupables" avec son collègue, le directeur de l'Institution Moderne, internat privé de garçons. Cette liaison aurait provoqué des scènes violentes de l'épouse du directeur. Le bruit court même que le départ précipité de la directrice serait motivé par sa grossesse et qu'elle aurait disparu pour avorter ou accoucher clandestinement. Les derniers temps, le curé refusait d'aller dans ces institutions enseigner le catéchisme et cela a amené la directrice à revendre son établissement Son collègue devrait en faire autant incessamment.

L'inspecteur conclut en dédramatisant la situation. La fugue des fillettes peut être attribuée à l'ennui et la régularisation administrative par la nouvelle directrice donnera l'occasion de vérifier la bonne situation hygiénique de l'établissement. Affaire à classer.



L'ouverture de l'école Freinet bénéficiera-t-elle de cette indulgente neutralité ou de la rigueur visant les militants politiques et syndicaux?

Rappelons d'abord rapidement la situation.

• Décembre 1932 : une campagne d'affiches et de presse à l'extrême-droite dénonce Freinet, "instituteur bolchevique". C'est le début de l'affaire de St-Paul.

• Rentrée de Pâques 1933 : après une tentative de grève scolaire, les adversaires de Freinet veulent interdire par la force l'entrée des élèves. Bagarre devant l'école. L'Inspecteur d'Académie, M.Onéto, demande à Freinet de se mettre en congé pour calmer les passions. Sans que ses pratiques pédagogiques soient remises en cause, ce dernier postulera pour un autre poste à la rentrée.

• Juin 1933 : malgré les promesses verbales réciproques, Freinet fait l'objet d'un déplacement d'office. Il demande la prolongation de son congé que l'administration ne peut refuser à un mutilé de guerre à 70%.

• Afin de poursuivre malgré tout ses expériences éducatives, Freinet mûrit le projet d'une "école libre ouvrière et paysanne". Courant 1934, il achète au quartier du Pioulier, un terrain avec une maisonnette où il s'installe avec Elise et leur fille Baloulette. Très vite, ils accueillent quelques autres enfants, sans dépasser le total de 5.

• Avant d'ouvrir officiellement une école, il faut d'abord construire les locaux et, avec des amis, Freinet devient bâtisseur. L'administration s'inquiète de son activité alors qu'il est en congé de maladie, mais son médecin lui a conseillé une vie active au grand air. L'été 1935, les locaux sont prêts. Restent les procédures administratives.

Freinet sait qu'il ne pourra ouvrir un établissement privé que s'il a quitté définitivement l'enseignement public. Il fait donc valoir ses droits de mutilé de guerre et demande sa retraite proportionnelle pour la rentrée d'octobre 1935.

D'autre part, il sait que, s'il a le droit d'ouvrir une école mixte, celle-ci ne pourra comporter un internat recevant filles et garçons. Il contourne cette difficulté en dissociant administrativement les deux. Sa belle-mère, Madame Vve Lagier-Bruno, qui avec ses enfants a participé au financement de l'achat de la propriété, est nommée propriétaire d'une pension pour enfants (inscrite au Registre du Commerce de Grasse sous le n° 4754) qui se trouve à proximité immédiate de l'école Freinet. Bien que ce soit cousu de fil blanc, la situation est juridiquement défendable.

Fin août, Freinet engage la procédure d'ouverture de son école.

• Le 24 août, il dépose à la mairie de Vence, une déclaration d'ouverture d'une école privée mixte. Cette déclaration est affichée en mairie le 30 août.

• Dès ce jour, Freinet informe officiellement le Préfet de son intention d'ouvrir une école privée dans sa propriété du Pioulier à Vence. Il ne mentionne pas dans cette lettre l'affichage de sa déclaration à la mairie de Vence.

• Le 21 septembre, il s'inquiète auprès du Préfet de n'avoir pas reçu le récépissé de déclaration qu'il doit joindre au dossier d'ouverture auprès de l'Inspection Académique.

• Le 25 septembre, le Préfet qui n'avait pas réagi au premier envoi, se contente de renvoyer au Maire de Vence la lettre du 30 août.

• Le 1er octobre, Freinet réclame à nouveau le récépissé.

• Le 12, le Préfet répond qu'il n'a pas encore été saisi par le Maire de Vence de la déclaration d'ouverture qui devait lui être déposée.

• C'est seulement le 15 octobre que le Maire, sans doute après intervention directe de Freinet, adresse le certificat d'affiche de la déclaration d'ouverture.

• Le 25 octobre, le Ministère de l'Instruction Publique transmet à l'Inspecteur d'Académie de Nice ampliation de l'Arrêté admettant Freinet à la retraite à compter du 1er octobre.

• Le 28, l'I.A. informe le Préfet qu'il a reçu le 14 de Freinet un dossier d'ouverture d'école privée mixte mais qu'il y manque le récépissé de la Préfecture. Il ajoute *"M.Freinet n'est pas encore admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite. La demande d'ouverture ne peut donc pas être examinée en ce moment."* En admettant qu'il n'ait pas encore reçu copie de l'arrêté, l'I.A. sait manifestement que la procédure est en cours. Lui aussi tente au maximum de retarder la procédure.

• Enfin, le 31 octobre, la Préfecture envoie le récépissé de la déclaration d'ouverture. Le 6 novembre, l'I.A. transmet le récépissé réglementaire de son administration pour l'autorisation d'ouverture.

Maire, Préfet et Inspecteur d'Académie ont tout fait pour retarder les formalités. Maintenant, le dossier est complet, plus rien ne s'oppose à l'ouverture légale de l'école Freinet.

Il faut dire que Freinet n'a pas attendu pour ouvrir en fait son école. C'est ce que montrent les textes imprimés par les enfants et recueillis dans leur "livre de vie".

Certains textes ne sont pas datés, ce qui n'était pas coutumier dans la classe de Freinet, mais peut-être est-ce une mesure de prudence. On y suit l'avancement des travaux :

L'Ecole Nouvelle est terminée. Nous aurons l'électricité demain soir. Nous sommes 21 dans la famille : 15 enfants et 6 adultes.

Albert s'occupe de l'électricité. Il a presque terminé l'installation.

Hier soir nous avons fait les essais de l'électricité. Quelle joie de voir la lumière. Ce sera commode de manger avec l'électricité.

Notre moulin est installé. Bientôt nous ferons du bon pain comme à Gars. Nous le ferons cuire dans notre four.

Avant-hier soir on a changé de dortoir. Comme nous étions contentes! Maintenant il y a le dortoir des garçons et celui des filles.

La mémé de Baloulette est arrivée. Elle nous a apporté de la tarte et du bon pain de montagne. Mémé nous fera de bonnes tourtes. Nous sommes bien contents.

Comme aucun de ces textes n'est daté, leur ordre n'est pas certain. Il peut sembler curieux que les enfants accueillent à son arrivée la Mémé Lagier-Bruno qui est en principe la directrice de leur pension. Mais dans la logique capitaliste, rien ne contraint une propriétaire d'être en permanence au travail sur place. Qui pouvait l'empêcher de déléguer ses pouvoirs à sa fille, Elise Lagier-Bruno, épouse de Célestin Freinet?

En tout cas, le 23 octobre, alors que la procédure administrative n'est pas encore terminée, les enfants impriment la liste des 13 élèves du moment. Il y a 5 garçons et 8 filles de 5 à 10 ans, sauf un qui aura bientôt 13 ans.

On pourrait croire que, désormais, l'école va suivre son cours sans histoire. Ce serait compter sans l'acharnement administratif.



• Le 5 décembre, arrive chez le Préfet de Nice un télégramme du Ministre de l'Education Nationale ainsi rédigé :

PRIERE INFORMER EXTREME URGENCE INSPECTEUR D ACADEMIE PREFERABLE FAIRE OPPOSITION OUVERTURE ECOLE PRIVEE FREINET A VENCE SEULEMENT POUR MOTIF INTERNAT

• Le même jour, est envoyée à l'I.A. une lettre plus explicite.

Vous m'avez rendu compte que M.Freinet, instituteur public en retraite, vient de produire un dossier en vue d'ouvrir une école privée mixte à Vence (quartier du Pioulier) dans une propriété lui appartenant. L'enquête faite par l'I.P. de Grasse a établi que le local proposé comprend trois immeubles.

a) un local neuf conforme au plan présenté

b) une grande maison qui serait une "maison de famille" (dirigée par la belle-mère de M.Freinet), à quelques mètres à peine du local proprement dit

c) une autre maisonnette annexe de la "maison de famille" où une salle a été transformée en dortoir (comptant actuellement 8 lits).

Il paraît bien que la "maison de famille" ne constitue qu'un internat privé, annexe clandestinement à l'école; ces deux établissements n'étant pas indépendants et un intérêt commun existant entre l'école et la maison logeant les élèves (. Grenoble 17.1.13 - Dijon 22.12.09)

Dans ces conditions, j'estime avec vous qu'il y a lieu de former opposition à l'ouverture de cette école pour le motif de défaut de déclaration d'un internat privé (qui, du reste, ne peut pas être établi dans une école mixte (article 177 de Décret du 18.1.1887) existant sous la désignation fictive de "maison de famille"

Signé : le Ministre
M.Roustan

• Des réception, l'I.A. de Nice envoie à Freinet un télégramme :

JE FAIS OPPOSITION OUVERTURE DE VOTRE ECOLE PRIVEE MIXTE A VENCE. MOTIF DEFAUT DECLARATION INTERNAT PRIVE MIXTE. LETTRE SUIT

ONETO Inspecteur d'Académie

• Suit une lettre :

A la date du 6 novembre dernier, je vous ai adressé le récépissé réglementaire relatif à la demande d'autorisation en vue d'ouvrir une école primaire mixte au quartier du Pioulier à Vence, dans une propriété vous appartenant.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, à la suite de l'enquête à laquelle j'ai fait procéder, je fais opposition à l'ouverture de votre école pour le motif suivant :

Défaut de déclaration d'un internat mixte

Cette lettre fait suite au télégramme officiel que je viens de vous adresser ce matin.

L'Inspecteur d'Académie: Onéto

• Immédiatement, conformément au principe du dédoublement des établissements, Mme Lagier-Bruno réagit.

Elle proteste contre le retard d'ouverture de l'école proche de sa pension.

• Le 24 décembre, le Préfet, sur proposition de l'I.A., désigne l'Inspecteur Primaire de Nice-Ouest comme rapporteur de l'opposition administrative à l'ouverture de l'école Freinet. Il convoque le Conseil Départemental de l'Enseignement Primaire pour le 3 janvier 1936 à 10 heures et invite C.Freinet à y comparaître. Le rapport et les pièces du dossier seront à sa disposition le jeudi 2 janvier, à partir de 9 H 30.

Le Conseil Départemental est composé du Préfet, de l'I.A., de 2 I.P. (le rapporteur plus celui de la circonscription : Grasse), des deux directeurs d'E.N., de 4 conseillers généraux, de 2 instituteurs publics, 2 institutrices publiques, 2 instituteurs privés.

• Le 3 janvier, le Conseil Départemental confirme l'opposition de l'I.A. à l'ouverture de l'école Freinet par 9 voix contre 4 et 2 abstentions. Les enseignants publics ont soutenu Freinet, les enseignants privés se sont abstenus. Tous les autres (sauf un conseiller général absent) ont voté contre Freinet.

• Le 6 janvier, le jugement est transmis au Préfet puis, le 9, le garde champêtre de Vence vient le notifier à Freinet.

• Le 18, Freinet dépose son dossier de pourvoi qui est transmis au Ministère.

• Le 5 février, l'I.P. de Nice-Est (rappelons que Vence n'est pas dans sa circonscription; c'est le 3e inspecteur mêlé au dossier) est envoyé par l'I.A. enquêter au Pioulier. Il constate que l'école fonctionne. Freinet déclare qu'il a 14 enfants d'âge scolaire, que son école n'a aucun caractère clandestin et qu'elle est régulièrement ouverte puisqu'aucune opposition n'avait été faite dans un délai d'un mois à partir du dépôt du dossier d'ouverture.

• Aussitôt l'I.A. demande au Procureur de la République de Grasse de poursuivre Freinet pour infraction à l'article 40 de la loi organique du 30.10.1886.

Mais le recours déposé par Freinet ne peut être désormais tranché qu'à Paris.

Manifestement, Freinet a dû s'entourer de conseils juridiques. Même si l'administration a trouvé le point faible de sa position, elle s'y est pris trop tardivement. Pourquoi, malgré une volonté évidente d'empêcher l'ouverture, a-t-elle choisi si tard le terrain où elle avait toutes chances de l'emporter? Parce que les vraies motivations étaient ailleurs. Ces motivations sont clairement exprimées dans une lettre envoyée par le Ministère de l'Education Nationale à l'I.A. de Nice le 4 janvier.

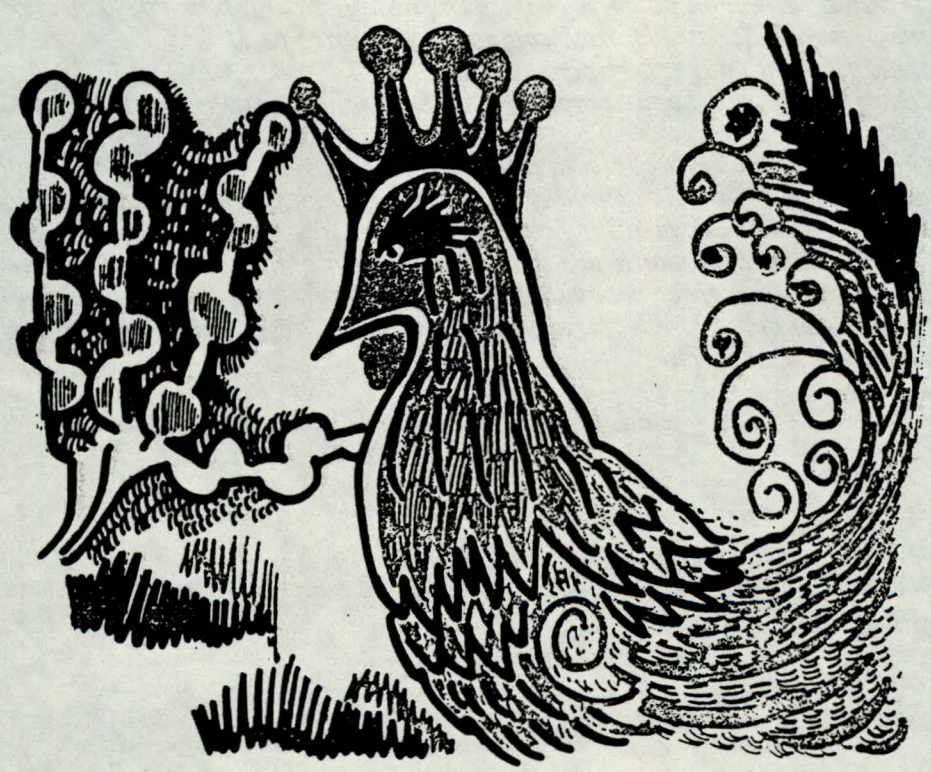
• *Pour faire suite à mes précédentes communications* (qui ne se trouvent pas dans le dossier, NDLR), *relatives à M.Freinet, instituteur retraité qui a déclaré son intention d'ouvrir à Vence une école primaire privée, j'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Ministre de l'Intérieur a appelé mon attention sur l'action pédagogique révolutionnaire à laquelle se livrerait cet ancien maître.*

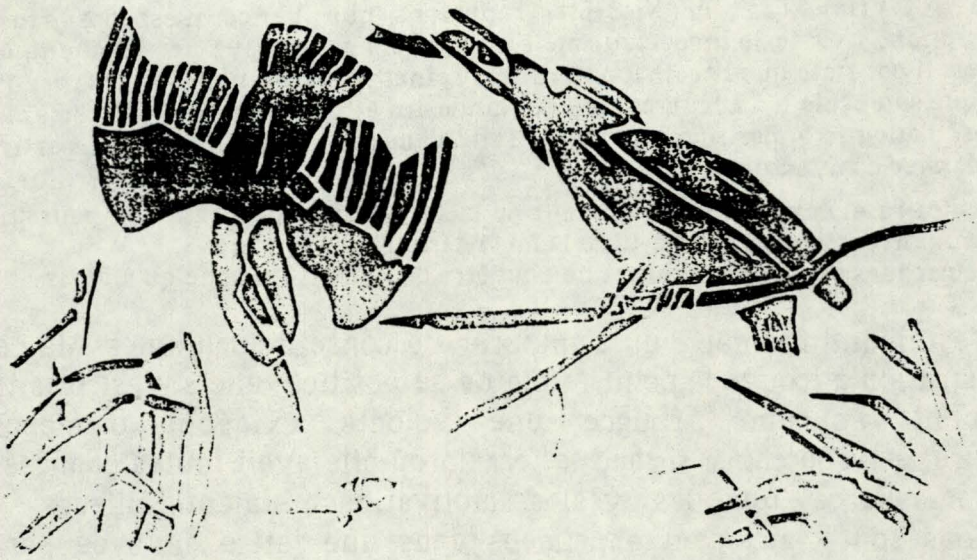
M.Freinet aurait été aidé par la Fédération Unitaire de l'Enseignement et par toutes les organisations révolutionnaires de la région pour créer "une école populaire pour enfants prolétariens" qui serait actuellement ouverte.

Une souscription aurait été ouverte auprès des instituteurs de toutes tendances pour assurer le fonctionnement de l'école. Les fonds ainsi recueillis auraient été adressés au secrétaire du Syndicat Unitaire des Alpes-Maritimes.

Je vous serais obligé de vouloir bien me renseigner à ce sujet

Pour le Ministre et par autorisation,
Le Directeur de l'Enseignement Primaire
Th. Rosset





C'est la servilité même de l'administration de l'enseignement à l'égard du pouvoir politique et de ses obsessions qui lui a fait oublier les points faibles du dossier sur lesquels il était facile de coincer Freinet dès le début. Mais s'agissant, depuis l'affaire de St-Paul, d'un dossier politiquement chaud, chacun voulait d'abord se couvrir.

L'épilogue intervient en juillet 1936. Entre temps un événement s'est produit : la victoire du Front Populaire. Certes le Conseil Supérieur qui doit trancher, n'a pas changé de composition mais les pressions politiques ne jouant plus dans le même sens, il ne peut statuer que sur des problèmes de procedure.

Le 8 juillet 1936
Le Conseil Supérieur de l'Instruction Publique,
Vu la declaration faite le 14 octobre 1935 par le Sieur Freinet en vue d'ouvrir une ecole primaire privee mixte au Pioulier, commune de Vence (A.M.),
Vu l'opposition faite à l'ouverture de cette école par l'I.A. des A.M le 5.12.1935
Vu la decision du Conseil Departemental de l'Enseignement Primaire des A.M. en date du 3.1.1936,
Vu l'appel forme contre cette décision par le Sieur Freinet,
Attendu que l'Inspecteur d'Académie n'a pas fait opposition dans le mois de la declaration d'ouverture faite par le Sieur Freinet,
Après en avoir delibere, la moitié des membres plus un étant présents, à la majorité absolue, déclare le Sieur Freinet recevable de son appel et, reformant la decision du Conseil Departemental des A.M., déclare tardive et par suite irrecevable l'opposition faite par l'Inspecteur d'Academie.

Fait à Paris, le 23.7.1936
Le Ministre de l'Education Nationale
President du Conseil Superieur
Jean Zay

C'est la victoire. Mais on verra en 1940 que certains voudront faire payer leur défaite.

Michel Barré

Supplément à L'EDUCATEUR PROLÉTARIEN, *N° 18*

L'ECOLE FREINET

A VENCE (ALPES-MARITIMES)

Votre enfant est nerveusement fragile

. . . . . comme l'immense majorité des enfants, hélas !

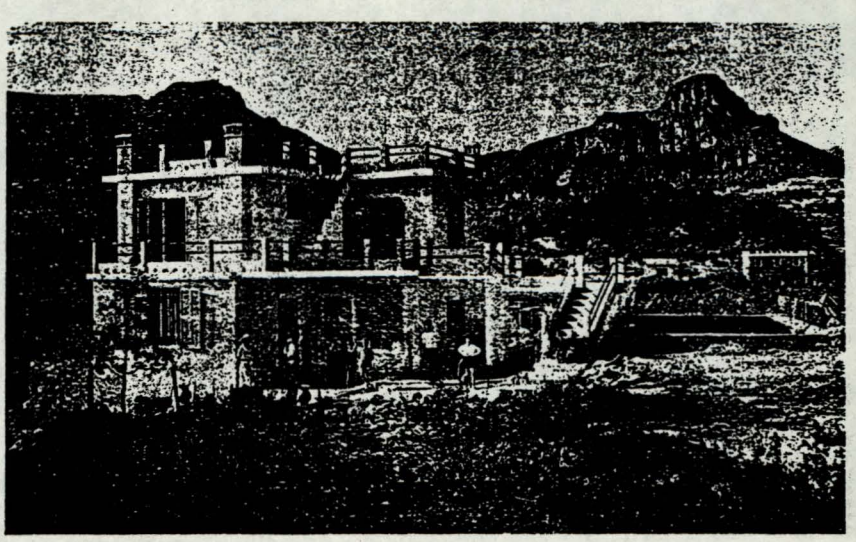
Vous comprenez que le surmenage irrationnel de l'école publique lui est funeste; la désharmonie profonde qui en résulte se traduit par un caractère difficile qui vous inquiète, par des défauts ou des faiblesses contre lesquels vous vous sentez impuissants.

Pour des raisons diverses et multiples, le milieu familial ne parvient pas à rétablir un équilibre normal des fonctions organiques elles-mêmes.

Et vous êtes inquiets ! L'Ecole Freinet vous rassurera.

Elle rétablira votre enfant ;

elle lui redonnera vigueur et vitalité, élan et enthousiasme ; elle en fera un pionnier, un homme !



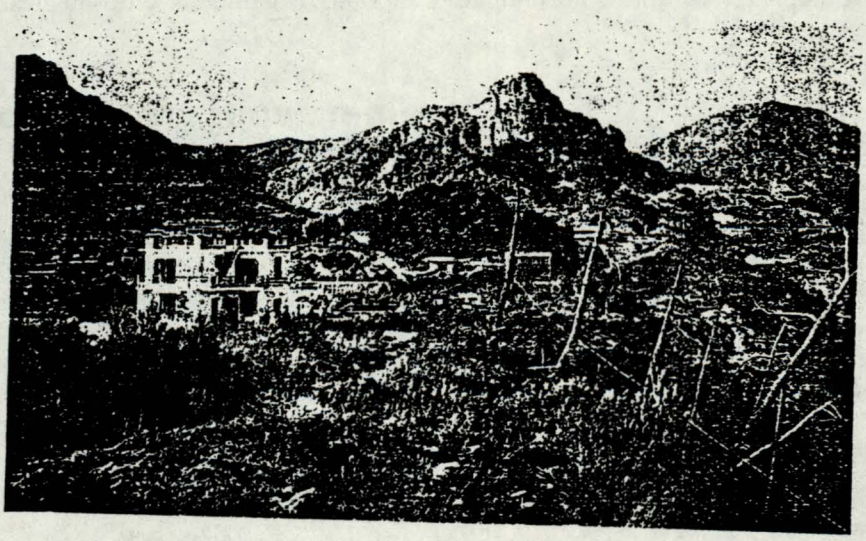
L'Ecole Freinet

Santé et harmonie du corps d'abord, indispensables à l'harmonie intellectuelle et morale, et aux progrès éducatifs.

NOUS VOUS OFFRONS :

❖ Le séjour idéal dans un coin de la Côte d'Azur particulièrement favorisé, des locaux admirablement situés, à l'air, au soleil, près des bois, aux abords d'une fraîche rivière.

❖ Une nourriture spécifiquement saine, réglée par Mme FREINET elle-même, auteur d'un livre que vous devez connaître (*Principes d'alimentation rationnelle,* 15 fr.); alimentation à prédominance fruitarienne, avec légumes et fruits naturels, pain cuit sur place avec de la farine naturelle moulue au moulin spécial de la maison.



Vue sur la montagne

❖ Une thérapeutique basée sur la technique du professeur VROCHO, de Nice, et qui fait merveille : désintoxication par sudations et réactions, exercices, marches, jardinage, travaux en plein air.

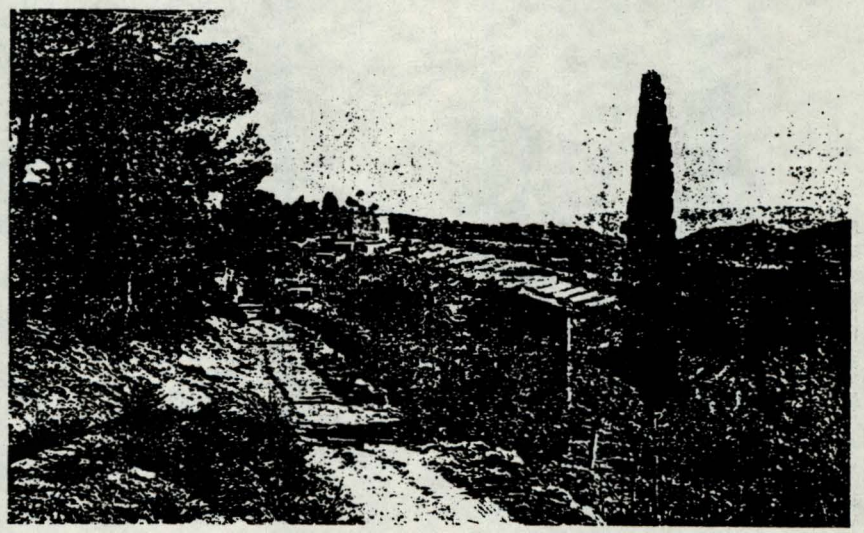
❖ Une harmonisation de la vie dans un cadre régénérateur, où l'enfant sent naître sa puissance et accroître ses possibilités de travail et d'effort.

L'ensemble de ces conditions heureusement réalisées à l'ECOLE FREINET, donnent une base nouvelle à la pédagogie. Cette action harmonisatrice suffit à elle seule pour rectifier la plupart des déficiences dont les enfants sont affectés, donne de l'audace aux faibles et aux timides, du courage aux peureux, de l'entrain et de l'activité aux paresseux, de l'altruisme aux égoïstes. Elle permet à tous de profiter au maximum des éléments éducatifs qui seront à leur libre disposition.

Ce que sera l'éducation à l'Ecole Freinet :

Notre Education sera polytechnique, c'est-à-dire que l'enfant sera entraîné aux diverses activités sociales : travail des champs, qui en sera la base — arboriculture, agriculture, travail ménager — menuiserie, filature, tissage, poterie — travaux mécaniques divers — contact et travail régulier avec les paysans, les artisans et les ouvriers de la région.

Notre Education sera communautaire : L'ECOLE FREINET sera le domaine des enfants, où tout est étudié et réalisé pour les enfants. C'est d'une heureuse coopération entre enfants, entre enfants et adultes aussi, que naîtra la formation sociale idéale des élèves qui nous sont confiés.



Vue vers la mer

Notre école travaillera naturellement selon les techniques Freinet de libre expression individuelle.

Pas de cours classique ; une école conçue, matériellement et techniquement selon des données entièrement nouvelles. Chez les enfants régénérés par nos soins, une puissante soif de connaissances, un invincible besoin de création et d'action. Et, à l'Ecole, tous les outils, tout le matériel, tous les documents susceptibles de satisfaire ces besoins : Imprimerie à l'Ecole, échanges réguliers avec d'autres écoles, Fichiers scolaires, Bibliothèque de travail d'une richesse incomparable, appareil de prises de vues et cinéma, Photographie et projections, Radio, Disques.

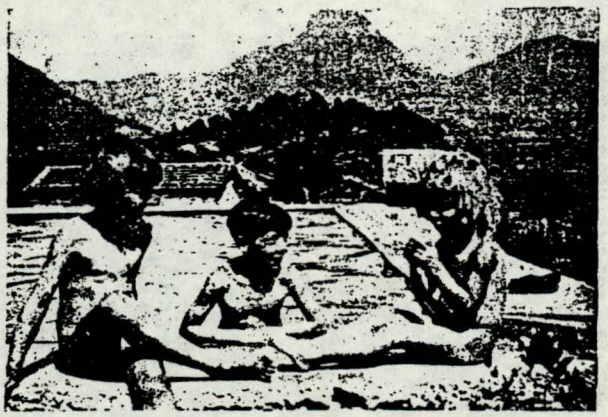
Nous garantissons que, pour ce qui concerne l'acquisition exigée des écoles, nos enfants, dès qu'ils auront franchi la crise difficile de la désintoxication — plus ou moins longue selon l'état physiologique des individus — seront en mesure de soutenir avantageusement la comparaison avec les écoles officielles, d'affronter même avec succès les examens — étant entendu cependant que nous ne saurions nous proposer comme but la conquête de diplômes dont nous connaissons la vanité, ni accepter un bourrage contraire à nos principes de vie.

Nous avons irrésistiblement confiance en la vie.

Nous régénérons les enfants, physiologiquement, d'abord ; psychiquement, intellectuellement, moralement et socialement ensuite.

Ces enfants régénérés, vitalisés, nous les aidons à conquérir le monde qui les entoure, à se rendre maîtres des techniques qui seront leur force.

De tels enfants, animés par cet invincible potentiel d'activité et de vie, sauront faire puissamment leur chemin.



Eau, soleil, air pur et liberté

Notre récompense sera, non pas d'avoir formé et dirigé vos enfants, mais de leur avoir redonné cette puissance et cette force qui restent seules souveraines dans la conquête intrépide du monde.

L'Ecole reçoit des enfants des deux sexes, entre 4 ans et 14 ans.

(*Ecole de garçons, dirigée par* FREINET, — *Ecole de filles, dirigée par* Mme FREINET, *conformément aux règlements en vigueur.*)

Les prix de pension complète varient entre 350 *et* 400 *fr. selon les enfants. La mensualité est payable d'avance et part du* 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

L'ECOLE OUVRIRA LE 1er OCTOBRE 1935.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire à :

C. FREINET, VENCE (Alpes-Maritimes).

Le gérant : FREINET.

IMP. AGITHA, CANNES



Dans le Bulletin "Amis de Freinet" N°42 de juin 1985
on peut relire
le bilan de la première année de vie
de l'Ecole Freinet (1935-36).

Michel BARRE

1940
Quand va donc fermer l'Ecole Freinet ?

Un exemple d'acharnement administratif

Si l'on manque encore de documents accessibles sur l'internement de Freinet en 1940-41, j'en ai par contre retrouvé de très explicites montrant comment l'administration française s'est acharnée sur l'Ecole Freinet après l'arrestation de son responsable et animateur (dossier sur l'enseignement privé, cote 27788, aux Archives Départementales des Alpes-Maritimes).

Après avoir été à plusieurs reprises inquiété puis relâché, Freinet est arrêté en mars 1940 et interné aussitôt au camp de Saint-Maximin, dans le Var. Pour ce qui est de la date précise, Elise Freinet donne deux indications non compatibles : dans *Naissance d'une Pédagogie Populaire*, elle précise le 20 mars alors que, dans *L'Ecole Freinet, réserve d'enfants*, elle dit que c'est le jour des Rameaux. Or le dimanche des Rameaux tombe en 1940 le 17 mars, tandis que le 20, c'est le mercredi saint.

Le livre de vie des enfants s'interrompt le samedi 16 mars avec l'habituelle page dactylographiée de synthèse de la semaine. Il ne reprend que le 1er avril en annonçant le départ de Papa (Freinet) et la nouvelle répartition des responsabilités dans l'école. Cette interruption est logique si l'on rappelle que les congés scolaires commençaient une semaine avant Pâques et se terminaient une semaine après, soit pour 1940 du 17 au 31 mars. Les enfants de l'école Freinet ne quittaient pratiquement pas l'internat en dehors de l'été, mais si la vie communautaire continuait, les activités scolaires s'interrompaient comme dans toutes les écoles.

Dans le premier texte écrit par les enfants après le départ de Freinet, ceux-ci disent comment ils vont désormais s'organiser pour travailler seuls en classe, ne recourant aux adultes : Maman (Elise) et Mémé (la mère d'Elise) que pendant la vie d'internat. Au delà de la capacité d'autonomie des enfants chaque fois que Freinet devait s'absenter, la mise en retrait d'Elise par rapport à l'école (alors qu'elle y intervenait souvent, notamment pour les activités d'expression artistique) semble inspirée par la prudence à l'égard de l'administration. On verra que la prudence était justifiée, car deux semaines plus tard, cette dernière se manifeste.

• **Le 17 avril, l'Inspecteur d'Académie de Nice enjoint à Elise Freinet de fermer immédiatement l'école, par la lettre suivante :**

Je suis informé que l'Ecole privée du Pioulier, Commune de Vence, que dirigeait M.FREINET continue à fonctionner sous votre direction. Cette situation est irrégulière puisque vous n'avez jamais sollicité l'autorisation de prendre la succession de votre mari.

Je vous prie, en conséquence, de fermer immédiatement cette école.

• Dès le lendemain, celle-ci répond, sur papier à en-tête de la pension d'enfants tenue par sa mère (Mme Vve Lagier-Bruno), dans les termes suivants :

Monsieur l'Inspecteur,

En réponse à votre honorée du 17 avril, j'ai l'honneur de vous informer que mes attributions actuelles sont exclusivement d'ordre ménager pour ce qui regarde la pension d'enfants de ma mère Mme Vve Lagier-Bruno, pension étrangère[1] *à l'Ecole Freinet que dirigeait mon mari.*

Dès l'internement de mon mari, j'ai écrit aux parents d'élèves que l'Ecole ne fonctionnait plus et de ce fait 6 enfants sont partis. Certains parents ont répondu que leurs enfants étant dans le midi pour raison de santé, ils ne voyaient pas la nécessité de les rappeler de sitôt.

Les locaux de l'Ecole sont restés ouverts et le matériel autoéducatif est resté à la disposition des enfants. Je mets quiconque au défi de prouver que j'ai fait une seule heure de présence dans ces locaux où je n'ai jamais mis les pieds et mes protestations à M. le Ministre de l'Education Nationale font justement mention de l'état d'abandon où se trouve une école qui fut le lieu de rencontre de tant de pédagogues de tous pays et de toutes tendances philosophiques.

Croyez, Monsieur l'Inspecteur, que connaissant le peu de bienveillance à notre égard, je jugerai pour le moins imprudent de m'octroyer des droits que je n'ai pas. Je n'ai pas même usé de la possibilité qui m'était faite de donner des leçons particulières, dans le cadre des règlements, comme je pourrais être appelée à le faire si mon temps devait être consacré à autre chose qu'à la défense de mon mari.

Veuillez agréer, Monsieur l'Inspecteur, l'assurance de mes sentiments respectueux.

Signé : E. Freinet



[1]) On l'a vu, lors de l'ouverture de l'Ecole Freinet en octobre 1935, comme Freinet n'aurait pu ouvrir un internat mixte annexé à son école, il a tourné la difficulté administrative en confiant à sa belle-mère le soin de diriger un pension d'enfants juridiquement indépendante de l'école.

L'allusion au ministre se réfère aux multiples démarches, appuyées par Langevin et Mlle Flayol, responsables du GFEN de l'époque, ainsi que par des personnalités étrangères pour faire libérer Freinet. Des responsables socialistes avaient également été sollicités pour intervenir auprès du gouvernement Reynaud mais refusèrent de s'entremettre parce que Freinet, qui avait critiqué en privé le Pacte germano-soviétique, avait refusé de s'associer par écrit à la condamnation du Parti Communiste Français.

• Le 19 avril, Elise Freinet adresse à la directrice et au directeur des écoles publiques de Vence une demande d'inscription de 10 filles de 10 à 13 ans et de 9 garçons de 5 à 12 ans, ainsi que leur inscription à la cantine (le quartier du Pioulier est trop éloigné des écoles pour que les enfants reviennent manger à midi).

• Le 22, l'I.A. transmet au Préfet ces informations.

• Le 23, le Ministère transmet à l'I.A. une lettre d'Elise Freinet faisant état de l'impossibilité des écoles primaires de Vence d'accepter ses jeunes pensionnaires.

• Le 26, Elise répond à une note de l'I.A. (non présente au dossier)qui lui demandait des explications :

Monsieur l'Inspecteur,

En réponse à votre note du 22 avril reçue ce jour, j'ai l'honneur de vous exposer les conditions exactes dans lesquelles se trouvent les enfants qui fréquentaient l'Ecole Freinet.

1° - Les enfants actuellement ici y sont venus pour deux raisons :

a) Pour suivre la méthode d'enseignement Freinet.

b) Pour raison de santé : nécessité de cure d'air et de régime alimentaire.

2° - Au départ de M.Freinet les parents ont été avisés par mes soins que l'école cessait de fonctionner mais que les locaux et le matériel d'enseignement autoéducatif resteraient à la disposition des enfants.

7 enfants sont partis.

Pour les autres, les parents ont exprimé le désir que, la santé prévalant sur l'instruction, les enfants resteraient en attendant le retour de M.Freinet auquel ils gardent une totale confiance.

3° - Jusqu'ici les enfants continuaient à disposer des locaux et du matériel, à s'instruire comme il est possible de le faire grâce aux nombreux fichiers et aux bibliothèques diverses dont les documents sont classés, mobiles et suffisamment explicites. Les enfants exprimaient chaque jour leur vie par l'imprimerie et ils envoyaient leur imprimé et les questions qui les avaient embarrassés à leur maître qui est resté en liaison permanente avec eux car à ces échanges s'ajoutent des lettres personnelles solutionnant des cas spéciaux.

Dès que j'ai reçu votre ordre, j'ai demandé à Vence s'il était possible de recevoir les enfants et s'il existait une cantine scolaire. La réponse fut : Il y a de la place pour les filles, pas pour les garçons et pas de cantine.

J'ai informé les parents de ce fait en spécifiant que l'école de Vence est à 4 km et que l'aller et retour me semblait exagéré pour certains enfants en voie d'amélioration physique.

4° - Des difficultés d'éloignement des écoles de Vence, de la santé des enfants et de l'absence de cantine, il semblerait résulter que :

- 12 enfants ne pourraient fréquenter l'école de Vence dans ces conditions

(suit la liste des enfants avec leur âge et les troubles ou déficiences qui ont justifié leur placement au Pioulier)

5° - J'ai proposé aux parents d'enfants plus résistants, avant de vous en faire la demande, d'envoyer les enfants pour une demi-journée à Vence de façon que les enfants puissent rentrer à midi pour suivre leur régime alimentaire. Ils bénéficieraient ainsi de cours suivis et d'un certain contrôle car ce sont des candidats au C.E.P. Ce serait le cas pour 4 élèves

(suivent leurs noms et âges)

Il y a évidemment au domicile actuel des enfants des possibilités d'instruction :

a) Des locaux et du matériel éducatif pourraient être à leur disposition.

b) Trois adultes de la pension de Mme Lagier-Bruno ayant des titres universitaires pourraient donner des leçons particulières dans le cadre des règlements.

c) Les enfants pourraient rester en liaison avec leur maître pour renseignements particuliers.

Au cas où ces considérations humaines qui concilieraient la santé des enfants et leur instruction ne seraient pas prises en considération et où les élèves devraient supporter et dans leur santé et dans leur esprit les conséquences d'une mesure arbitraire qui les dépasse, Mme Lagier-Bruno me prie de vous transmettre l'adresse des parents d'élèves avec lesquels vous pourriez entrer en relations pour solutionner au mieux le problème de l'éducation de leur enfant.

Veuillez agréer, Monsieur l'Inspecteur, l'expression de mes sentiments dévoués à la cause de l'enfant.

Elise Freinet

Est jointe une liste des adresses des familles de 11 enfants, situées dans toute la France et même en Algérie pour 2 d'entre elles. Suit la liste de 6 enfants sans famille à la charge de Mme Freinet; parmi eux 2 Parisiens, 2 Espagnols, un Tchécoslovaque et un Suisse.



On est un peu surpris par l'argumentation montrant Freinet continuant de diriger du camp de concentration, à plus de 100km à vol d'oiseau, le travail de chaque enfant de son école. Nul doute que par la pensée, les uns et les autres restaient unis mais ce n'était pas un argument susceptible d'infléchir un I.A. convaincu de l'influence pernicieuse de Freinet. Et l'on voit mal le même administrateur entrer en contact avec des familles qui ont eu le tort à ses yeux de faire jusque-là confiance à un tel individu, pour rechercher avec elles les meilleures conditions de la scolarité de leur enfant.

La réaction ne se fait pas attendre.

• Le 27 avril, l'I.A. des Alpes-Maritimes écrit au Ministre de l'Education Nationale cette lettre dont il adresse copie au Préfet de Nice :

Vous avez bien voulu, en date du 23 de ce mois, me communiquer une lettre (que je vous retourne ci-joint) de Madame Veuve LAGIER-BRUNO, Propriétaire d'une Pension d'Enfants, au Quartier du Pioulier, à Vence. (cette lettre ne figure pas au dossier)
Cette dame vous signale que j'ai donné l'ordre de fermer l'Ecole libre tenue par Monsieur FREINET, qui était annexée à son Internat et qu'elle ne peut envoyer les enfants dont elle a la garde aux Ecoles Publiques de Vence, faute de place.
Je tiens à vous donner, sur cette affaire, tous les renseignements utiles.

- 1°) Informé que M.Freinet, Directeur de l'Ecole du Pioulier, avait été envoyé dans un camp de concentration, j'écrivais, en plein accord avec M. le Préfet, le 17 Avril courant, à Madame FREINET, une lettre conçue dans ces termes :
(suit copie de la lettre citée plus haut)
Le 18 Avril, Mme FREINET me répondait par une lettre dont ci-joint copie.
(voir plus haut)
Je tiens à préciser que cette lettre ne m'a pas paru de nature à me faire revenir sur la décision que j'avais prise.
J'estime, en effet, ou bien que l'Ecole de M.FREINET est actuellement dirigée par Mme Freinet et c'est irrégulier, ou bien cette Ecole, dans laquelle les Enfants,d'après l'expression de Mme FREINET "continuent à s'instruire selon les méthodes et la pensée de leur Maître", n'est dirigée par personne et c'est encore plus irrégulier.
- 2°) J'ai été avisé, le 20 Avril courant que, le 19, Madame FREINET avait écrit au Directeur et à la Directrice des Ecoles Publiques de Vence, une lettre dont ci-joint copie, leur demandant s'ils pourraient recevoir les élèves de l'Internat de Mme LAGIER. - J'ai aussitôt donné l'ordre au Directeur et à la Directrice de Vence de recevoir ces enfants et toutes les dispositions nécessaires pour cela ont été prises.

En résumé, il est exact que j'ai donné l'ordre de fermer l'Ecole de M.FREINET ; il est inexact qu'il n'y ait pas de place aux Ecoles Publiques de Vence pour recevoir les enfants hébergés dans l'Internat de Mme LAGIER.
Dans ces conditions, j'ai écrit, le 22 Avril à M. le Préfet une lettre lui demandant, au cas où les enfants de l'Internat de Mme LAGIER ne seraient pas envoyés aux Ecoles de Vence, de prendre toutes dispositions utiles pour que soit fermé cet Internat. Il est en effet illégal de tenir un Internat où des enfants soumis à l'obligation scolaire ne sont pas envoyés dans une Ecole régulièrement ouverte.
J'ajoute que j'ai tout lieu de croire que l'Ecole de M.FREINET avait un caractère dangereux et qu'il serait fort imprudent de se laisser entraîner par Madame FREINET sur le terrain de la procédure ; les démêlés retentissants du ménage FREINET avec l'Administration prouvent qu'il est sage d'user avec eux d'énergie. (souligné par M.Barré)

L'Inspecteur d'Académie, J. Charvey

• Le 7 mai, arrêté du Préfet de Nice :

Article 1er- Est et demeure fermée l'Ecole Primaire élémentaire mixte, dirigée par M. FREINET Célestin Baptistin en vertu de l'autorisation préfectorale n° 771 en date du 31 octobre et sise à Vence, quartier du Pioulier. Est également fermé l'Internat attenant à l'Ecole dirigé par Mme Vve LAGIER-BRUNO.
Article 2- M. l'Inspecteur d'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

• Le 11, Elise Freinet répond au Préfet, en l'absence de sa mère partie l'avant-veille à Vallouise (H.A.) pour mettre sa maison de campagne à la disposition de l'autorité militaire.

1- La pension de Mme Vve Lagier -Bruno n'est pas un internat mais une pension recevant des enfants de tous les âges, tant au-dessous qu'au dessus de l'âge scolaire comme l'attestent ses registres.

2- Cette pension est déclarée depuis 5 ans au Registre du Commerce de Grasse (n° 4754)et remplit ses obligations commerciales vis-à-vis de l'impôt.

3- Vues les circonstances actuelles et l'ignorance où je me trouve pour quelques jours des désirs de ma mère, je vous prie, Monsieur le Préfet, dans ces jours tragiques (le 10, l'Allemagne vient d'attaquer en Belgique et aux Pays-Bas mais on ignore encore les conséquences de cette offensive), *de vouloir bien considérer la Pension de Mme Vve Lagier-Bruno comme un lieu de refuge présentant pour les enfants actuels plus de garantie que n'en présentent leurs propres lieux de résidence. En effet :*

7 enfants sont Parisiens
2 du Jura
3 de la Seyne-sur Mer (Var)
1 de Meurthe-et-Moselle
2 d'Algérie
1 de Suisse
1 de Tchécoslovaquie

Je me permets de vous demander, Monsieur le Préfet, si vous consentez à cette mesure d'humanité, de bien vouloir me le signifier pour que je puisse donner aux parents toute tranquillité à ce sujet. Dans le cas contraire, j'aviserai les familles au plus tôt.

• La réponse du Préfet ne se trouve pas dans le dossier. Toujours est-il que le 14 mai, Elise écrit aux parents pour leur expliquer qu'en l'absence de sa mère retenue dans les Hautes-Alpes, elle est obligée de demander qu'on reprenne les enfants au plus tôt. Le 15, le double de cette lettre est envoyé au Préfet.

Mais les événements vont vite. Le front des Ardennes est enfoncé à Sedan. On sait depuis 1870 que cela peut être grave.

• Le 17 mai, l'I.A. déclare au Préfet que l'on pourrait accorder un délai court pour la remise des enfants aux familles.

• Le 22, un militaire écrit au Préfet au sujet de son jeune beau-frère, pensionnaire à Vence. Les parents qui habitaient à la frontière luxembourgeoise ne peuvent être joints. Sa propre femme, soeur de l'enfant, institutrice à Reims, a été évacuée avec un groupe d'enfants en Bretagne et ne peut venir chercher son petit frère (10 ans).

Il demande que cet enfant soit autorisé à rester à la pension Lagier-Bruno en attendant que ses parents, s'ils vivent encore, ou sa soeur puissent s'occuper de lui.

Le Préfet accorde cette autorisation à titre individuel.

• Le 27, le Préfet fixe au 15 juin le délai de fermeture de la pension.

Sans posséder de date précise, nous savons que la santé de Freinet s'est gravement détériorée à cause de l'incarcération prolongée. Il est transporté à l'hôpital puis transféré dans un autre camp, dans l'Ardèche.



Sur le plan national, les choses s'accélèrent : le 11 juin, l'Italie donne "le coup de poignard dans le dos" en déclarant la guerre, ce qui a un effet immédiat dans la région niçoise. Le 14, c'est la chute de Paris, le 22, la capitulation de Pétain. Les Italiens occupent une bande de la partie Est de la France, de Nice à la Savoie.

Pour nourrir les 12 enfants qui restent à sa charge, Elise, comme le confirment tous les voisins, lave et repasse le linge d'habitants de Vence.

L'administration va-t-elle au moins la laisser en repos?

• Le 3 août, le Préfet écrit au commissaire spécial de Cannes :

Monsieur le Directeur de la Police d'Etat de Nice m'a signalé, il y a quelque temps, que des numéros clandestins du journal communiste "Le Cri des Travailleurs" avaient été diffusés à Nice.

Il m'informe aujourd'hui que le tirage de cet hebdomadaire pourrait avoir été effectué par certains éléments extrémistes de la région de Vence, avec le concours de Mme FREINET, institutrice révoquée en raison de ses activités politiques [2].

M.FREINET, son mari, également révoqué pour les mêmes raisons, avait ouvert à Vence une école libre.

Il est actuellement interné mais sa femme a continué à s'occuper de cette école, située au quartier du Pioulier à Vence où parmi les métiers (sic) *enseignés et pratiqués, celui de l'imprimerie a la place la plus importante.*

L'Ecole du Pioulier ainsi que l'internat qui lui avait été annexé ont été fermés par arrêté préfectoral sur la proposition de M. l'Inspecteur d'Académie.

Je vous prie de vouloir bien faire procéder à une enquête à l'effet d'établir si l'école et l'internat dont il s'agit continuent à fonctionner clandestinement et si l'atelier d'imprimerie de Mme FREINET ne servirait pas à l'impression de la feuille communiste dont quelques numéros ont été répandus dans notre région.

Toutes mesures devront être prises le cas échéant pour mettre fin à une entreprise qui constitue un véritable danger dans les circonstances actuelles.

Vous ne manquerez pas de me tenir au courant de vos investigations.

L'I.A. de Nice a reçu copie de cette lettre et il y répond confidentiellement avant même le rapport de police. La comparaison des deux documents en dit plus long que tout autre commentaire.

• Le 10 août, l'I.A., J. Charvey, envoie le rapport suivant :

En réponse à votre lettre du 3 août, relative à l'Ecole libre du Pioulier, dirigée par M. et Mme FREINET, instituteurs révoqués à Vence (l'I.A. reprend servilement les termes utilisés par le Préfet, il est pourtant mieux placé que quiconque pour connaître la vérité administrative), *après une enquête discrète, j'ai pu acquérir l'assurance que cette école libre continue à fonctionner, qu'elle a encore des élèves, notamment des pensionnaires. Ces élèves sont, pour la plupart des Espagnols.*

Je n'ai pu savoir si l'on se sert encore du matériel d'imprimerie. Je n'ai pas, en effet, cru prudent d'envoyer au Pioulier M. l'Inspecteur Primaire et me suis informé auprès

---

[2] Double erreur ou mensonge : Elise Freinet n'avait fait l'objet d'aucune sanction administrative. Freinet lui-même n'a jamais été révoqué mais déplacé d'office. Son congé de maladie s'était terminé par une retraite anticipée, justifiée par sa position de mutilé de guerre. Ses activités politiques n'avaient pas été mises en cause par l'administration mais seulement son" imprudence pédagogique" tenue pour responsable du conflit de St-Paul.

du personnel de Vence à qui je ne pouvais évidemment demander de pénétrer dans l'école de M. et Mme FREINET.

Conformément à mes lettres antérieures, je tiens à déclarer que l'école du Pioulier doit être fermée le plus tôt possible. Il me semble même que des sanctions devraient être prises contre les personnes qui la maintiennent ouverte malgré les ordres reçus.

o Voici maintenant le rapport envoyé le 13 août par le Commissaire divisionnaire de Police Spéciale de Cannes :

Référence à votre lettre du 3 août écoulé, concernant la diffusion clandestine du journal communiste "Le Cri des Travailleurs". J'ai l'honneur de vous faire connaître que les investigations discrètes de M. RADIGUET, Commissaire Spécial, Sous-Chef, ont révélé ce qui suit :

L'Ecole libre et l'internat de l'ex-Instituteur FREINET, situés au quartier du Pioulier, à trois kilomètres de l'agglomération de Vence, ne fonctionnent plus.

Toutefois, cet établissement, qui est maintenant dénommé "Pension Lagier-Bruno" héberge encore quelques enfants (suivent noms, âges et adresses de deux enfants)

Le premier serait conservé suivant une autorisation provisoire de M. le Préfet des Alpes -Maritimes. Le second est gardé en attendant de pouvoir le rapatrier en Suisse.

L'établissement Lagier-Bruno abrite encore deux autres enfants âgés de 13 ou 14 ans qui seraient sans famille. L'un, un garçon, s'occuperait de menus travaux de culture et l'autre, une fille, serait employée comme aide de cuisine.

Etant donné le but principal de l'enquête qui consistait à établir si les exemplaires clandestins diffusés ne sortaient pas de l'Ecole du Pioulier, M. RADIGUET s'est abstenu de toute action directe pour ne pas donner l'éveil. Il s'est borné à obtenir les renseignements ci-dessus par personne interposée.

En ce qui concerne les feuilles, ce fonctionnaire s'est rendu à la Direction de la Police d'Etat de Nice, où il a demandé à l'un des fonctionnaires chargés de l'enquête de lui communiquer un des exemplaires découverts dans cette ville.

Cette feuille présentée, à Nice, à un technicien a permis d'établir les points suivants:

L'original a été tapé à la machine à écrire.

Les exemplaires diffusés ont été obtenus au "multiplicateur"

L'original a été tapé par deux machines différentes; le recto par une machine allemande et le verso par une machine américaine.

Il n'existe aucune similitude entre ces deux frappes et une troisième que je me suis procurée et qui provient d'une machine à écrire de l'école du Pioulier.

D'autre part, suivant un renseignement qui m'a été communiqué, plusieurs machines à écrire de marqué allemande "Olympic" ou "Albatros" se trouveraient dans les locaux de la Bourse du Travail à Nice.

Il est impossible de dire si d'autres machines se trouvent au Pioulier et si cet établissement possède un appareil de tirage; seule une visite domiciliaire pourrait répondre à ces questions.

C'est d'ailleurs en prévision de cette visite (que les circonstances peuvent rendre nécessaire) que M.Radiguet s'est abstenu de toute action directe contre les occupants du "Pioulier".

En ce qui concerne cette Ecole, où il y a un important matériel d'imprimerie, elle abrite, indépendamment du sieur FREINET père, le fils étant actuellement interné mais dont le retour prochain est annoncé[3]*, sa femme, Madame FREINET et sa belle-mère, Mme Veuve Bruno-Lagier.*

(Suivent des remarques sur des individus "suspects" ayant des contacts avec les personnes citées)

Ces quelques éléments douteux sont d'ailleurs strictement surveillés.

En conformité de vos instructions verbales, M. RADIGUET procédera à une perquisition au domicile, à l'Ecole et dans l'Imprimerie de FREINET.

Le COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE ROSSI

---

[3] Cet espoir était sans cesse reporté, hélas!

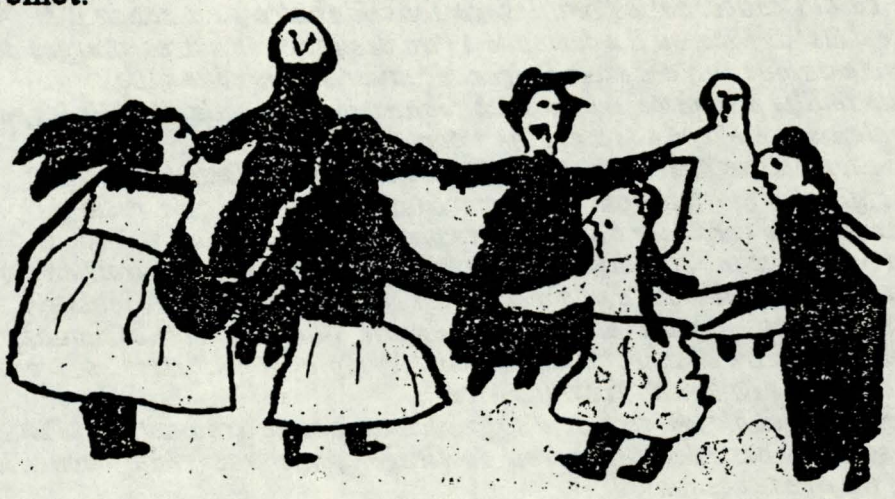
Elise Freinet fait effectivement allusion à plusieurs perquisitions dans l'école et le local de la CEL mais sans les dater.

o La dernière pièce retrouvée aux Archives date du 3 mars 1941. Il s'agit d'une note émanant du gouvernement de Vichy.

Communication de Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, du 1-2-1941, au sujet de l'offre faite par le sieur Freinet, instituteur communiste actuellement interné à Chibron (Var)[1] de mettre à la disposition du gouvernement les locaux de l'internat qu'il dirigeait à Vence.

Transmis à Monsieur le Sous-Préfet,. directeur du Cabinet, comme affaire rentrant dans ses attributions. Cette proposition fait suite à la fermeture de l'école du sieur Freinet dont le dossier a été conservé par le Cabinet en août 1940.
A notre avis, la demande de M.Freinet ne saurait être prise en considération étant donné ses opinions extrémistes.

Pour éviter que les locaux du Pioulier soient pillés ou réquisitionnés, Freinet a préféré prendre les devants en proposant une utilisation conforme aux installations. Il sait que, du fait de la débâcle, on cherche dans le Midi des lieux d'accueil pour des enfants et peut-être espère-t-il qu'on le libérerait pour diriger ce centre d'accueil. C'est compter sans la hargne que suscite son nom pour l'administration locale. Cette dernière est d'ailleurs la cause de l'échec des tentatives de libération car chaque fois que l'autorité centrale, saisie par des interventions de personnalités, demande l'avis des autorités locales, celles-ci insistent sur le caractère éminemment dangereux de Freinet.



Pour trouver une issue, Elise cède les locaux à une association pour l'accueil d'enfants tchécoslovaques réfugiés. Le responsable a connu Freinet dans des réunions internationales, ce qui facilite l'arrangement.

Le 6 avril 1941, Elise, sa fille et sa mère partent pour Vallouise (Hautes-Alpes) où Freinet ne les rejoindra qu'après sa libération des camps le 29 octobre.

Une autre étape commencera alors.

Michel Barré

---

[1] Après un nouveau transfert, Freinet se trouve dans un camp au sud de la Sainte-Baume. Il sera ensuite envoyé à St-Sulpice, dans le Tarn.

VENCE 1 4 40

Le départ de Papa.

Papa est parti .Nous avons eu un très grand chagrin de le voir s'en aller. C'était un véritable désespoir pour tout le monde.

Nous ne voulons pas en parler maintenant.Nous en parlerons plus-tard dans l'histoire de notre Ecole.

Maintenant, nous voulons simplement travailler avec tout notre cœur, avec tout notre courage.

Papa nous a laissé l'Ecole et le matériel. Cette école, elle est à nous tous. Nous savons nous instruire tout seuls avec les fiches, l'imprimerie, les livres et toutes les questions que nous pourrons poser à Mémé, à Maman au moment du diner et des promenades.

Nous avons mis des responsables :

Nicole qui est grande et qui écrit bien écrira les textes au tableau.

Toti qui est forte en orthographe corrigera les fautes.

VENCE 2 4 40

Coco surveillera la composition.

Serge surveillera le tirage.

Toti cherchera les documents.

Baloulette sera responsable de la discipline des heures de classe.

Pierrette fera le texte des petits.

Jacquot sera responsable de l'illustration.

Henri prendra la direction des travaux de la campagne sous la conduite d'Albert.

Chaque soir, Pierrette et Baloulette feront le journal de la journée pour les Annales, et pour Papa.

Au travail !



l'école rouvre après la libération...

1-09-45

voici deux ans...

VENCE

RÉDACTION : Résidence Villeneuve, place du Grand-Jardin - Tél. 93.58.34.71 - Fax 93.58.82.95 — PUBLICITÉ : 29, a

Ecole Célestin-Freinet, deuxième !

Voici deux ans que le célèbre établissement fait sa rentrée sous la tutelle de l'Etat

UN temps menacée de fermeture par diverses difficultés, notamment de gestion, l'école Célestin-Freinet a entamé sa deuxième rentrée sous l'égide de l'Etat.

Ce changement de statut salvateur et bénéfique - du même coup, l'accès à l'école est devenu gratuit -, n'a en rien modifié la vocation du célèbre établissement de la colline du Pioulier.

Seule modification, la gestion financière désormais passée au Centre international de Valbonne qui progressivement débloque des fonds pour rénover les lieux, et améliorer les équipements.

Référence historique

Référence « historique » en matière de pédagogie Freinet, l'école vençoise créée dans les années 30, des propres mains de Célestin Freinet et de son épouse Elise, accueille toujours 65 élèves de la maternelle au C.M 2 répartis en trois classes.

Sous la houlette de la directrice, Mme Carmen Montès, aidée dans sa tâche depuis plusieurs années, par deux enseignantes, Mmes Brigitte Konecny et Mireille Renard, l'établissement continue d'appliquer avec le même succès, « la » méthode Freinet qui peut se résumer en une formule : la liberté dans le travail.

Un « recette » simple en apparence, souvent mal comprise - liberté ne veut pas dire laxisme -, plus appréciée dans les pays étrangers (Pays scandinaves, Japon, U.S.A., Espagne...) qu'en France, et qui cultive avant tout les notions d'autonomie et de responsabilisation de l'enfant.

Dialogue et liberté

Ainsi depuis la rentrée, chaque écolier a en main, son plan de travail établi pour quinze jours par lui-même en collaboration avec la maîtresse.

Fort de cette ligne directrice nullement autoritaire, chacun évolue à son propre rythme, et organise son travail comme il l'entend. Parfois sous le « parrainage » d'un plus grand, mais toujours avec des objectifs pédagogiques précis.

Avec un peu d'apprentissage, l'élève acquiert progressivement la capacité d'évaluer lui-même ses points forts et ses points faibles. Et c'est bien là, l'originalité de cette école où la mixité des niveaux au sein d'une même classe n'impose nullement un nivellement par le bas.

Chaque écoliers acquièrent ainsi dans le cadre d'un véritable dialogue inter-élèves, la capacité à « s'auto-estimer ». Du coup, le fort en dictée en arrive à accentuer spontanément ses efforts en calcul, et à mettre ses aptitudes particulières au service d'un plus faible que lui.

L'individualisme est ici étroitement marié à une sorte de solidarité dans l'effort.





Des enfants toujours très attentifs, isolément ou... en groupe. (Photos Stephan Pradier)

Pendant que Yann travaille la lecture, Pierre étudie les problèmes de volumes ou de températures, et Jean, les mesures de surface... Une pédagogie à la carte, mais qui converge toujours vers un but, la progression de tous les enfants.

A capacité maximum

La réputation du système Freinet a largement dépassé les frontières de la France, au point que l'école reçoit bien souvent des visiteurs venus de tous les pays du monde.

Lieu de culte et de culture, l'école Freinet de Vence constitue à ce titre une sorte de « monument » dans le patrimoine culturel français (l'Etat l'a d'ailleurs bien compris en sauvant l'école), pourtant la méthode en vigueur renferme sa propre limite : le nombre d'élèves.

Avec 65 écoliers, l'établissement a atteint sa capacité maximum car au-delà d'une vingtaine d'élèves par classe, la disponibilité des enseignants ne serait plus suffisante pour mener à bien cette forme d'enseignement.

La liberté des élèves suppose en effet, une totale mobilisation du maître, qui comme nous le soulignions, doit pouvoir suivre simultanément la dictée de l'un, le devoir de math de l'autre, tout en aidant la progression en lecture d'un troisième élève.

Une véritable « gymnastique » dont on comprendra qu'elle ne peut être exercée efficacement que face à un nombre limité d'écoliers.

Dans ce contexte bien particulier, même si l'accès à l'école Freinet n'est plus aujourd'hui conditionné que par une simple entrevue préalable avec les parents, tout développement quantitatif se ferait au détriment de la qualité.

Aussi, l'établissement continue donc d'accueillir les élèves inscrits il y a deux ans (à l'époque l'accès était payant) et renouvelle ses effectifs - l'école n'est pas soumise à la règle des secteurs - en fonction des places libérées, et du fait de la mixité des niveaux, de l'équilibre des classes.

Michel PAPPALARDO.

NICE-MATIN 11 sept. 1992

Henri PORTIER

le point sur l'école freinet de vence

fonctionnement institutionnel

Mr l'Inspecteur d'Académie des Alpes-Maritimes, représentant le Ministre de l'Education Nationale, a défini par un arrêté en date du 20 mai 1992 les modalités de fonctionnement du "Conseil de l'Ecole Freinet". Deux représentants de l'Association "Les Amis de Freinet" y seront membres permanents, au titre des "personnalités extérieures" (voir l'arrêté ci-après).

Les "Amis de Freinet", réunis à Préfailles (44) les 7 et 8 nov. 92, ont confirmé Pierre YVIN (44) et Henri PORTIER (84) pour les représenter. Les deux suppléants sont André LEFEUVRE (44) et Eliette SEMERIA (84).

Le prochain "Conseil de l'Ecole Freinet" se tiendra le mercredi 2 décembre 1992 à l'Ecole.

budget de l'école

Le projet de budget 92 a été accordé dans sa totalité par le Ministère de l'Education Nationale, soit 860000 Francs. Les 2/3 étant consacrés aux salaires du personnel non enseignant (les trois institutrices étant rémunérées directement par l'E. N.), et 1/3 concernant la partie pédagogique et administrative.

La gestion est assurée par le Lycée International d'Antipolis, Centre International de Valbonne (C.I.V.).

Deux remarques

-Il est urgent que les personnels soient titularisés par le Ministère et rattachés au C.I.V. pour la gestion (personnels ATOSS-ANS). Un gardien-jardinier...(OP2 titulaire de l'E.N.) s'est mis en disponibilité et assure ses fonctions à l'Ecole Freinet. Logé et rémunéré par l'Ecole (ses deux enfants y étant élèves) il espère la création d'un poste budgétaire et sa réintégration comme titulaire de l'E.N.

-Alors que toutes les Inspections Académiques obligent les municipalités à engager une A.S.E.M. (Auxiliaire de Service d'Ecole Maternelle) pour seconder les institutrices (eurs), il est anormal que l'Ecole Freinet, Ecole d'Etat (et non municipale), ne puisse pas encore engager une ASEM dans une école qui relève de la compétence directe du Ministère. C'est là une contradiction importante, et nous espérons que le Ministère saura remédier rapidement à cette situation pour le moins paradoxale...

charte de l'école

Madeleine BENS-FREINET a présenté un projet de fonctionnement de l'Ecole, comportant pour l'essentiel des citations de C.Freinet.

Les trois institutrices et les "Amis de Freinet" sont d'accord avec ce projet, qui sera un contrat d'engagement réciproque des parents et de l'Ecole.

Etant donné le très grand nombre de demandes d'admission à l'Ecole Freinet et compte-tenu du peu de places qui se dégagent chaque année, une commission sera mise en place à chaque rentrée scolaire pour examiner les candidatures. Les critères seront à définir...ne reposant plus dorénavant sur les possibilités

financières des parents (et donc facteur de ségrégation sociale). L'Ecole Freinet, école populaire, se doit de conserver cette dimension d'école publique et laïque.

travaux dans l'école

L'architecte du Ministère est venu l'été dernier faire un bilan des travaux à réaliser. L'Ecole Freinet dépendant désormais du patrimoine de l'Etat un projet de rénovation architectural doit être mis en place.

Dans un premier temps le "Conseil de l'Ecole Freinet" se prononcera pour un projet global, redéfinissant la destination des bâtiments en place et les aménagements et rénovations à entreprendre. Ensuite, le Ministère fera faire un devis-étude avant d'arrêter un programme cohérent sur le plan pédagogique et architectural (plus de 5 millions de Francs certainement...).

Compte-tenu du problème lié à l'urbanisation environnante il est urgent de déterminer un emplacement de parking pour les parents et visiteurs de l'Ecole.

Un bâtiment (ancien internat garçons) devra être aménagé pour héberger le futur Centre International d'Archives de la Pédagogie Freinet.

Hors temps scolaire, l'Ecole pourra accueillir de stages... comme cela fut le cas dès 1936 avec C.Freinet.

le centre international d'archives

Madeleine BENS-FREINET a écrit à Jacques LANG le 30 août 92, et la réponse du Ministère du 22/09/92 est favorable à sa demande de création du Centre. (voir documents ci-après).

L'I.N.R.P. (Institut National de la Recherche Pédagogique), et son Département Mémoire de l'Education, est donc chargé de mettre en oeuvre ce projet auquel les "Amis de Freinet" s'associeront. L'INRP gère déjà le Musée de l'Education de Rouen.

Nos archives sont très importantes, constituées de donations et de dépôts de pionniers du Mouvements à l'association "Amis de Freinet". (voir lettre à M.Bens ci-après).

Afin qu'elles puissent servir au Mouvement FREINET et aux chercheurs universitaires, tant français qu'étrangers, il serait nécessaire comme l'envisageait L.JOSPIN en juillet 90, qu'un documentaliste nommé par le M.E.N. soit affecté à ce Centre. Cette solution fut envisagée déjà par Elise FREINET...avec bâtiment prévu à cet effet.

Pour informations:

Tout centre d'archives (c'est le cas des Centres d'Archives départementaux et nationaux) reçoit et traite les documents sous ces deux formes:

Donations

Les legs sont définitifs de la part des donateurs et en aucun cas on ne peut remettre ces donations en question.

Dépôts

Ce sont des fonds d'archives privées qui sont mis à la disposition d'un Centre d'Archives ou d'une Association. Ils restent "personnalisés" et à caractère non définitif. Les ayants droit (déposants et, ou, héritiers) restent propriétaires de leurs fonds.

C'est ainsi que les "Amis de Freinet", après bien

d'autres donations, ont reçu récemment le dépôt du fonds BORDES, celui de Marie-Rose et Raymond DUFOUR (le premier "anarchiviste" des "Amis de Freinet" comme il aime se définir...) et prochainement recevra le fonds Honoré ALZIARY par son fils Jean-Luc.

Toutes garanties sérieuses de gestion et de traitement de ces archives seront données aux donateurs, dépositaires et ayants droit.

Les "Amis de Freinet" y veilleront, car la mémoire du Mouvement Freinet doit servir efficacement pour les générations futures...Si elle est "notre histoire", elle fait partie aussi de l'HISTOIRE!

Nous engageons donc tous ceux qui seraient intéressés par une donation ou un dépôt d'archives à nous contacter. Merci.

Apt le 25 nov. 1992

Henri PORTIER



58

L'Inspecteur d'Académie
Directeur des Services Départementaux
de l'Education Nationale

Nice, le

20 Mai 1992

VU la lettre du Ministre d'Etat, Ministre de l'Education Nationale - D.E. 10 n° 552 du 5 juin 1991 relative à la situation des classes Freinet implantées à VENCE

VU la lettre du Ministre d'Etat, Ministre de l'Education Nationale - DE n° 78 du 31 décembre 1991

ARRETE

Article 1 : Au sein de la structure "classes Freinet" actuellement définie par l'Education Nationale est créée une instance informelle de consultation et de proposition qui sera désignée par l'appellation de : Conseil de l'Ecole Freinet

Article 2 : Ce conseil comprendra les membres permanents suivants :

1°. Représentants de l'Administration et des personnalités extérieures

- l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale PRESIDENT ou son représentant

-Le Proviseur du Centre International de VALBONNE

- deux membres de l'Association des Amis de Freinet désignés par l'Association

10, rue Nancy - B.P. 59 - 06001 Nice Cedex - Tél. 93 13 53 53 - Fax 93 62 49 20

2°. Représentants du personnel de l'Ecole

- trois enseignants en charge des classes de l'école

- le gestionnaire de l'école

3°. Représentants des parents d'élèves et des élèves

- trois parents élus à chaque rentrée scolaire et pour la durée d'un an

- un élève élu dans les mêmes conditions.

Article 3 : Ce Conseil pourra inviter en tant que de besoin, le maire de la Commune, des personnalités extérieures (chercheurs de l'INRP du CNRS...), un ou plusieurs élèves et toute autre personne intéressée par le fonctionnement des classes Freinet.

Article 4: En l'absence de dispositions réglementaires spécifiques applicables aux classes Freinet de VENCE et sous réserve de modifications statutaires ultérieures, l'instance ici créée n'est investie d'aucun pouvoir de décision, l'organe délibératif compétent étant le Conseil d'Administration du Centre International de VALBONNE pour la gestion,la responsabilité pédagogique incombant à l'Inspecteur d'Académie

Article 5: Le Conseil de l'Ecole Freinet se réunit en séance ordinaire au moins deux fois par an, il peut être réuni en séance extraordinaire sur un ordre du jour précis à la demande de l'Inspecteur d'Académie, du Responsable Pédagogique ou de la moitié de ses membres.

L'Inspecteur d'Académie,

Robert GIANNONI

60

ECOLE FREINET, Le Pioulier 06140 VENCE - Tél. 93 58 11 89

Le 30 août 1992

Monsieur Jack LANG
Ministre d'Etat
Ministre de l'Education Nationale
et de la Culture
110 rue de Grenelle
PARIS

Monsieur le Ministre d'Etat,

En 1934, sur une colline déserte de la commune de Vence, Elise et Célestin Freinet fondaient l'école qui porte leur nom. Pendant près de trente ans ils allaient créer, expérimenter et mettre au point des techniques qui se sont répandues chez les éducateurs du monde entier, faisant ainsi, de leur modeste école, un des hauts-lieux de la pédagogie contemporaine.

C'est pour cette école alors en grand péril que je vous avais demandé votre appui au mois de juin 1984, pour un projet de Fondation élaboré avec l'aide de la Faculté des Lettres de Nice et de M. le Recteur Verdier. Et, par lettre du 18 septembre 1984 vous avez répondu favorablement à ma demande de parrainage.

Ce projet ne s'est pas réalisé pour diverses raisons. Mais il y était question déjà d'un centre d'archives au sein de l'Ecole Freinet, baptisé "Fonds Freinet International". " Pour la recherche universitaire, pour la recherche appliquée, disait le texte, il y a une demande forte de consultations d'écrits de Freinet, de ses publications non éditées et de documents qu'il a lui-même utilisés, y compris des documents audiovisuels anciens."

Et c'est précisément en vue de concrétiser ce projet de centre d'archives que je m'adresse, M. le Ministre d'Etat, une nouvelle fois à vous. L'avenir de l'Ecole Freinet maintenant heureusement assuré par décision de M. Jospin, il me paraît urgent de compléter ce patrimoine que nous a laissé mon père, par ce qui est la mémoire de son aventure pédagogique et de celle du Mouvement qu'il a fondé.

Je possède moi-même des archives de grand intérêt. D'autre part, "Les Amis de Freinet", association créée au lendemain de la mort de mon père par l'un de ses proches collaborateurs, M. Gouzil, s'est donné pour but principal de rassembler des docu-

ments qui, dès 1925, ont contribué à répandre la pédagogie Freinet: écrits, imprimés, audiovisuel, correspondance interscolaire, matériel d'imprimerie etc.

Aujourd'hui en France,mais plus encore à l'étranger, de nombreux enseignants, étudiants et chercheurs désirent avoir accès, pour la poursuite de leurs travaux, à ces documents actuellement dispersés. C'est ce qu'a fait notamment apparaître un congrès réunissant à Poitiers, au mois de juillet dernier, des délégations d'éducateurs Freinet venus de trente-et-un pays et représentant vingt langues différentes.

Il me semble donc actuellement nécessaire de créer un centre d'archives au sein même de l'Ecole Freinet, ce qui donnerait un caractère d'authenticité que nul autre lieu ne peut assurer. Depuis longtemps déjà un bâtiment lui est réservé.

Je vous serais reconnaissante, M. le Ministre d'Etat, s'il vous était possible de me préciser dans quelle mesure l'Education Nationale pourrait s'intéresser à ce projet et, dans le cas le plus favorable, quelles démarches je devrais effectuer pour avoir quelque chance de le voir aboutir.

Dans cette attente, je vous prie de vien vouloir agréer, M. le Ministre d'Etat, avec mes vifs remerciements, l'assurance de ma parfaite considération.

Madeleine Bens-Freinet

62 *MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE*

DIRECTION DES ECOLES

Sous-Direction de la Réglementation et de la Gestion des Personnels

Bureau DE10

Personne chargée du dossier : D RAYNAUD
☎ 49.55.18.66

Paris, le 22 SEP. 1992

N 1202 DE

Madame,

Par lettre du 30 août 1992, vous avez appelé mon attention sur l'intérêt que présenterait la création, dans les bâtiments de l'"Ecole Freinet de Vence", d'un centre d'archives regroupant notamment des écrits et publications non édités de Célestin Freinet et des documents qu'il a lui-même utilisés, y compris des documents audiovisuels anciens.

Je ne puis que souscrire à votre projet qui permettrait de mieux faire connaître les travaux de votre père dont les apports à la pédagogie moderne sont tout à fait fondamentaux.

Je me propose donc de saisir l'institut national de recherche pédagogique qui dispose de services compétents pour étudier les conditions de création de ce centre qui entre parfaitement dans le cadre de ses missions.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes respectueux hommages.

Pour le Ministre et par délégation,
Le Directeur des Écoles,

André LEGRAND

Mme Madeleine BENS-FREINET
"Ecole Freinet"
Le Pioulier
06140 VENCE

les AMIS de FREINET

henri portier
la licorne
rue du dr vallon
84400 apt
C. 90 04 61 27

à

Mme BENS-FREINET

commission histoire & patrimoine de la pédagogie freinet

le 18/11/92

Chère Madame,

L'Association "les Amis de Freinet" possède un fonds d'Archives très important, décentralisé en plusieurs lieux. Il a été constitué par des donations à l'Association et par des dépôts de fonds privés. Ces archives servent à notre Commission Histoire et gestion du patrimoine de la pédagogie Freinet, qui répond aux nombreuses demandes de chercheurs et étudiants tant français qu'étrangers.

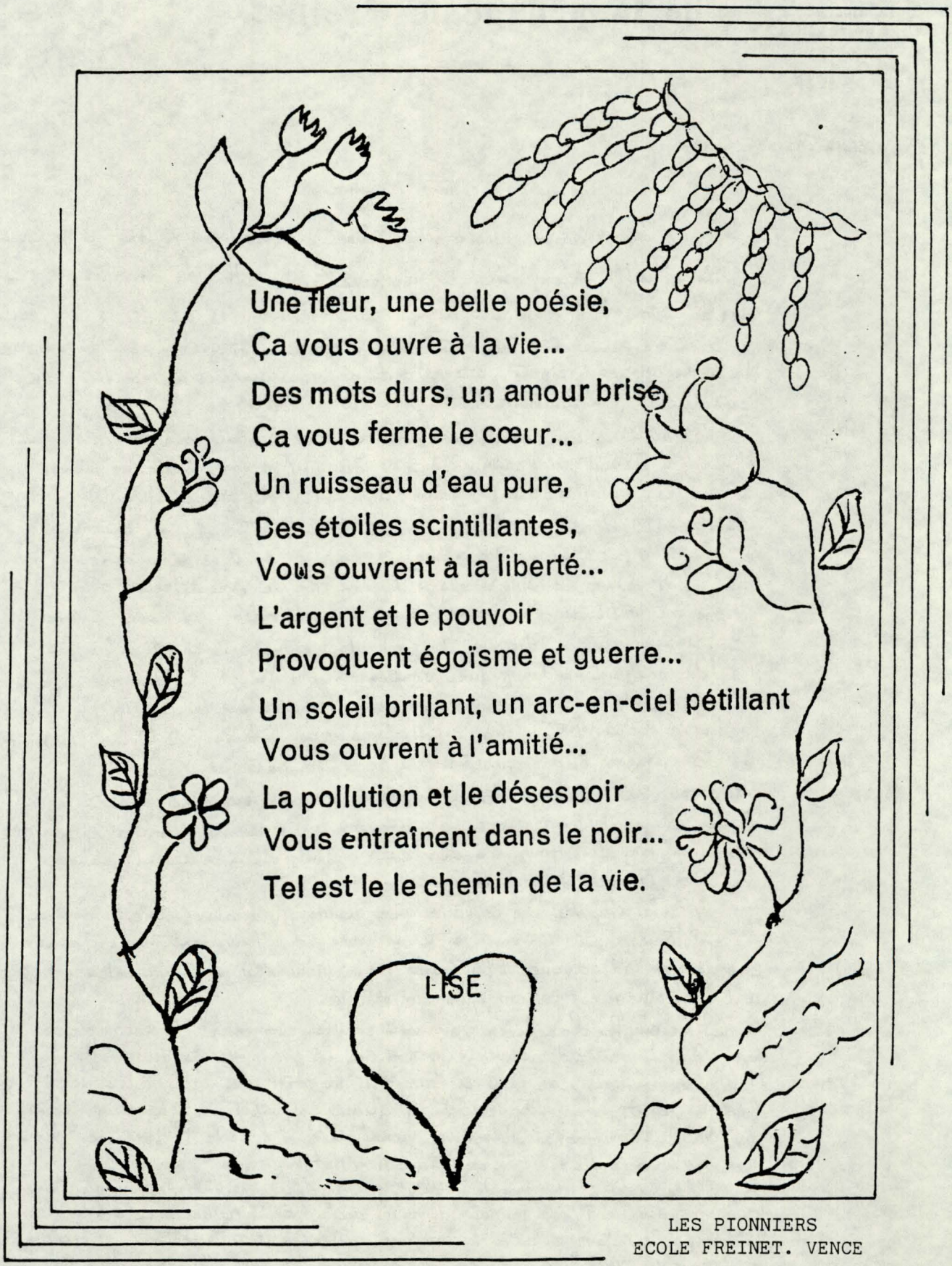
Ces archives sont constituées de la quasi totalité des éditions du Mouvement Freinet, des origines à nos jours. (Revues, bulletins internes, circulaires, éditions: BT, Gerbe, Enfantines, Art Enfantin ...) - Également de correspondances nationales et internationales, de photographies, et de films (de 1927 en Pathé-Baby 9,5mm à 1960 en 16mm couleurs) qui seront déposés au Service des Archives du Film de Bois d'Arcy (C.N.C.). Films qui ont tous été transférés sur support vidéo 3/4 pouce B.V.U. En plus nous avons conservé de nombreuses expositions d'art enfantin, et du matériel pédagogique comprenant des presses d'imprimerie (de la CINUP de 1924 aux dernières presses fabriquées par la C.E.L.), des postes de radio-électrophone C.E.L., des magnétophones (à fil ... et Parisoner), et des caméras et projecteurs de cinéma de l'entre-deux-guerres - Beaucoup de journaux scolaires, allant des premiers imprimés de C. Freinet et de ses premiers correspondants jusqu'aux plus récents, véritable mine de renseignements pour les chercheurs actuels et à venir. (journaux édités en France et à l'étranger).

A cela s'ajoutent des collections de revues syndicales ("Ecole Emancipée"...) et politiques où C. Freinet et les pionniers du Mouvement se sont exprimés, des revues pédagogiques et littéraires ("les Humbles"...) internationales, et une bibliothèque pédagogique importante.

Cet ensemble d'archives pourrait encore augmenter et se compléter par l'apport de fonds nouveaux provenant de pionniers du Mouvement ou de leurs héritiers, si ceux-ci avaient la certitude que leurs dépôts bénéficieraient d'un traitement et d'une exploitation, garantis dans un Centre International d'Archives centralisé à l'Ecole Freinet de Vence par les services du Ministère de l'Education Nationale.

L'Association "les Amis de Freinet", qui participe institutionnellement au fonctionnement de l'Ecole Freinet devenue Ecole d'Etat rattachée au C.I.V. de Valbonne, est favorable à la création d'un Centre International d'Archives à l'Ecole et prête à apporter son concours pour la réalisation d'un tel projet afin d'y déposer ses archives. Cordialement,

H. Portier



Une fleur, une belle poésie,
Ça vous ouvre à la vie...
Des mots durs, un amour brisé
Ça vous ferme le cœur...
Un ruisseau d'eau pure,
Des étoiles scintillantes,
Vous ouvrent à la liberté...
L'argent et le pouvoir
Provoquent égoïsme et guerre...
Un soleil brillant, un arc-en-ciel pétillant
Vous ouvrent à l'amitié...
La pollution et le désespoir
Vous entraînent dans le noir...
Tel est le le chemin de la vie.

LISE

LES PIONNIERS
ECOLE FREINET. VENCE

EXTRAIT DE LA MULTILETTRE-FIMEM 1●1992

Voir Bulletin "A. de F." N°55 (juin 90)

En novembre 1990, a eu lieu à Olinda-Pernambuco (près de Recife) au Brésil, le premier séminaire des Éducateurs Freinet du Nord-Est. À cette occasion, une conférence de P. Freire a permis de mieux comprendre que ces deux pédagogues sont cousins, si pas frères!

Fatima Morais du mouvement Freinet du Nord-Est au Brésil nous communique quelques extraits de cette conférence. Laissons parler Paulo Freire...

Des cousins en pédagogie:

Paulo Freire et Célestin Freinet

Pour moi, Freinet est un pédagogue tellement important que je pense que des thèses, des propositions diverses continueront à se faire dans son sillage, durant le XXIe siècle, prouvant ainsi la validité de sa pédagogie.

J'ai une grande admiration et du respect pour Freinet. Quand en 1961 s'est fondée l'Université de Recife, j'ai eu des contacts avec des membres du mouvement Freinet international à Paris, j'ai collaboré à ce moment mais malheureusement, je n'ai pas eu l'occasion de le rencontrer.

Les rêves de Freinet sont aussi les miens. Il y a concordance entre les objectifs: la lutte, l'engagement permanent pour une éducation populaire, pour une école sérieuse qui n'aurait pas honte d'être aussi heureuse. Cette école est dans toute l'oeuvre de Freinet.

La foi de Freinet en l'importance du travail, c'est aussi ma foi: Freinet a construit la notion de travail-jeu et de jeu-travail.

Il y a des questions à problèmes que je vois dans l'éducation au Brésil et que Freinet a perçues dans l'éducation en France, ces problèmes semblent dichotomiques, en réalité, ils sont unitaires:

– *La pratique et la théorie:* elles ne peuvent pas se séparer, elles forment une ensemble. La pratique scolaire est une extension des évènements de la pratique sociale. La pratique qui se traduit par une idéologie anti-démocratique, anti-populaire, une idéologie élitiste trouve son origine dans des aspects de la pensée au pouvoir.

La pratique et la théorie forment une unité contradictoire: la pratique en tant que génératrice de connaissances, de savoir n'est pas sa propre théorie. Parfois, le savoir que la pratique a produit n'est pas suffisant pour expliquer sa propre pratique, s'il n'est pas étayé aussi par la théorie de cette pratique. C'est l'élément de nature théorique qui va alimenter à nouveau la relation entre la théorie et la pra-

tique. Pratique et théorie sont une unité indissociable.

Je propose aux enseignants de réfléchir sur leur pratique car c'est la réflexion qui permet la théorisation, une compréhension plus rigoureuse, plus profonde de la raison d'être de cette pratiquemême et de ses objectifs. L'école brésilienne souffre de trop d'intellectualisme et de verbalisme oisif. Freinet les a également dénoncés dès le début de son action. Je les critique aussi mais je suis en faveur d'une théorie qui donne un fondement à la pratique. En fait, bizarrement, l'éducation a besoin d'être théorique pour être pratique! 11 y a des différences entre être "théorique" et être "verbal". Le verbalisme, c'est l'intellectualisme vide. Freinet a eu le souci de connaitre les circonstances concrètes de la vie de ses élèves, leur réalité et non pas une réalité soi-disant universelle.

Comment est-il possible d'enseigner à Pierre si l'enseignant ne sait pas comment Pierre vit ni quels sont ses désirs et ses peurs? Il est important de connaitre le désir de l'élève car il a un impact fantastique sur l'apprentissage.

Nous devons créer de nouvelles structures de travail et de pouvoir dans l'école pour diminuer la distance entre la théorie et la pratique.

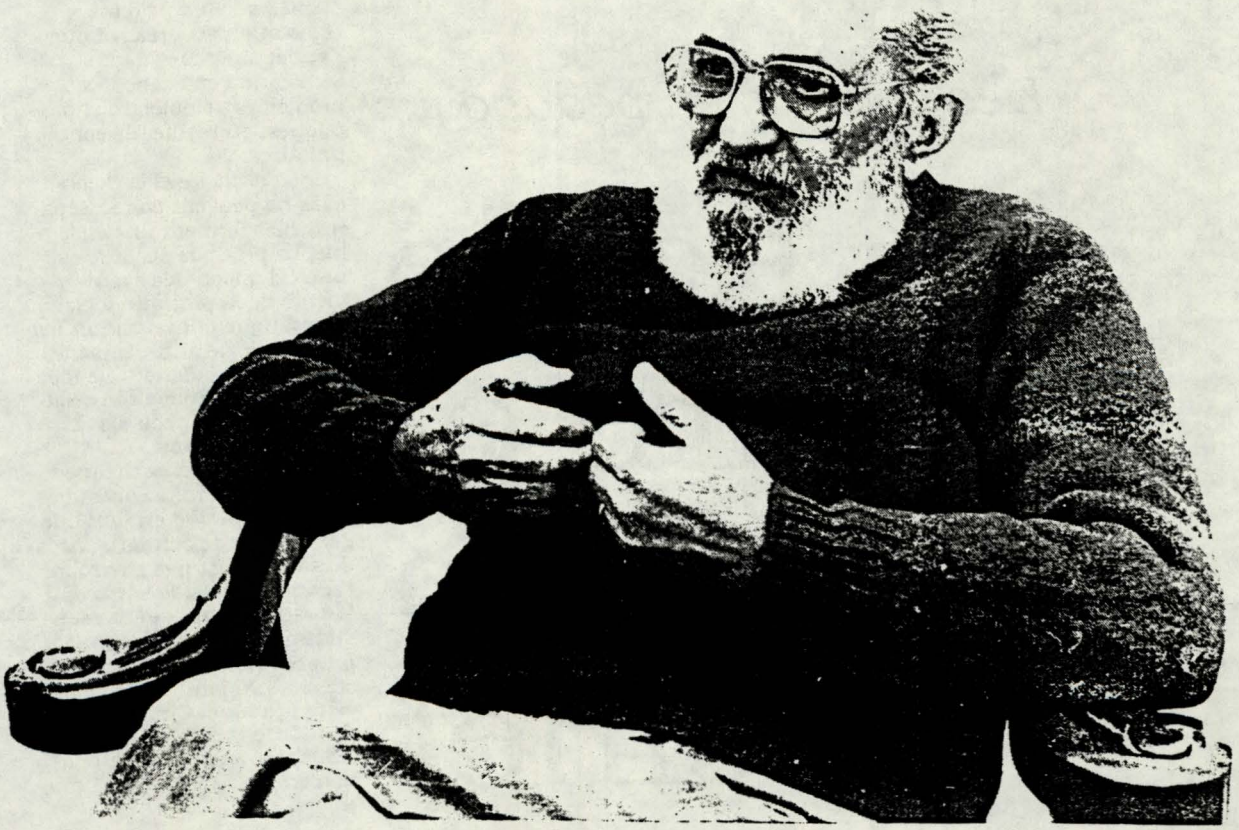
Le travail intellectuel a une relation avec l'oisiveté de la bourgeoisie et le travail manuel trouve son origine dans les classes populaires. L'école continue à reproduire ce schéma. J'organise actuellement une campagne au Secrétariat de l'Education de Sao Paulo pour valoriser le travail de tous ceux qui travaillent à l'école et pas seulement l'enseignant car tous sont éducateurs, indépendamment du fait qu'ils pratiquent un travail "manuel" ou "intellectuel". Ils discutent ensemble des questions de droit, de sociologie, etc... et ils découvrent qu'ils ont un savoir.

... Une autre contradiction dans l'éducation au Brésil, c'est la relation entre la pratique de la liberté et l'autorité. Cette question a été étudiée par Freinet et par moi-même.

Ni la liberté ni l'autorité ne doivent être réduites dans la pratique démocratique d'une société moins injuste, socialiste. L'autorité n'est pas nécessairement autoritaire et la liberté n'est pas nécessairement rebelle. Il s'agit plutôt d'une sorte d'équilibre entre les deux.

– Traduit et communiqué par F. Morais - adaptation: H. Landroit

PAULO FREIRE
EDUCATION FOR LIBERATION





OUEST-FRANCE
27 juillet 1992

Éducation

Entre ses écoles en France ou chez les indiens Montagniers

Freinet cultive son jardin au Sénégal

Venus d'une trentaine de pays, 350 éducateurs Freinet sont réunis à Poitiers jusqu'à mardi. 50 ans après sa fondation, l'Institut coopératif sème de plus en plus la graine de « l'École moderne » dans le tiers-monde et au-delà de l'ancien rideau de fer.

A Diwar, dans la région de Saint-Louis du Sénégal, l'antique limographe cher à Célestin Freinet, père des apprentissages individualisés, a repris du service. Avec un rouleau et un stencil, Papa Meissa Hanne et ses élèves font un journal scolaire.

Depuis quatre ans, les 150 garçons et filles du primaire, répartis en trois classes entretiennent également une correspondance suivie avec l'école de Ragon à Rezé. Mais le plus important est sans doute le jardin cultivé. 6 400 m² qui pourraient bientôt permettre de nourrir tout le village.

« Il faut donner l'occasion à l'enfant d'avoir les pieds sur terre » explique Papa Meissa Hanne en brossant un tableau préoccupant. **« Nous formons des étudiants voués au chômage quand nous manquons de producteurs. »** Une situation si alarmante que le gouvernement a, voici quelques années, offert des aides aux diplômés de l'enseignement supérieur pour qu'ils se convertissent en boulangers ou commerçants. Le résultat n'a pas été probant, loin de là.

« Nos enfants sont des fils de paysans. Il faut leur montrer que l'intellectuel n'est pas plus important que leurs parents. » A Diwar comme en d'autres écoles du Sénégal, du Burkina-Faso ou du Mali, les principes d'apprentissage de l'Institut coopératif de l'école moderne font leur chemin. Les enfants apprennent à lire et à compter en atelier, chacun à son rythme. Armés de crayon et papier, on va observer le cordonnier ou le bijoutier au travail.



Papa Meissa Hanne, directeur de l'école de Diwar, et Seidou Abdoulaye Sy, l'un des enseignants en compagnie de Jean Le Gal militant actif du mouvement Freinet.

Autant d'expériences partagées depuis le 18 juillet à Poitiers. Les 350 adeptes de l'École moderne viennent d'une trentaine de pays. La fédération internationale, reconnue par l'Unesco, a été fondée par Célestin Freinet lui-même, lors du congrès national de 1957 à Nantes. Aujourd'hui, on compte davantage de militants en Italie qu'en France. Des instituts coopératifs existent au Brésil ou au Liban et au plus profond du Canada chez les indiens Montagniers...

Thierry BALLU.

...Des dessins pour le dire



Maurice PIGEON

Centre Régional
de Documentation
Pédagogique
de Nantes

Prix du livre 110F
+port 16F

...Des dessins pour le dire

Maurice Pigeon a une longue carrière derrière lui, d'instituteur "compagnon" de Freinet, de directeur de centre sanitaire scolaire, de juge-assesseur au tribunal pour enfants et adolescents de Loire-Atlantique, de directeur du centre médico-psycho-pédagogique de Nantes.

Ces diverses expériences l'ont amené à se pencher sur l'enfance malheureuse et sur la façon dont le dessin dit spontané pouvait être un révélateur pour qui savait observer.

L'ouvrage

Parmi beaucoup d'autres, chacune des cinq séries de dessins spontanés sélectionnées ici

- présente un traumatisme psychologique grave :
  - . séquelles des bombardements,
  - . viol de deux fillettes par le père...
- ou moins grave :
  - . jalousie enfantine à la naissance d'une petite sœur...

et montre comment les dessins produits par ces enfants peuvent révéler le drame plus ou moins important qu'ils vivent.

Chaque fois que les couleurs choisies par les enfants ont une importance symbolique, le dessin est présenté en quadrichromie.

Cet ouvrage concerne tout ceux qui, ayant en charge des enfants et adolescents, ont la possibilité de les laisser **s'exprimer par leurs dessins** et de prendre le temps de **les écouter les commenter.**

Il s'adresse plus particulièrement aux instituteurs, aux professeurs des écoles et à ceux qui se destinent à cette carrière.

Outil d'éveil des enseignants **à des problèmes réels mais peu connus,** compte rendu d'expériences, **c'est un instrument de réflexion et de culture** personnelle et pas un catalogue de recettes pour psychologues amateurs.

André MATHIEU Nantes le 25 MAI 92 69

à

Emile Thomas
Directeur de la publication
Pierre Yvin
Responsable du secteur Amis de Freinet

droit de réponse

DROIT DE REPONSE

Bulletin Amis de Freinet N°56
Article "Penser (et panser)
notre orientation
pour réamorcer la pompe"
auteur Henri Portier.

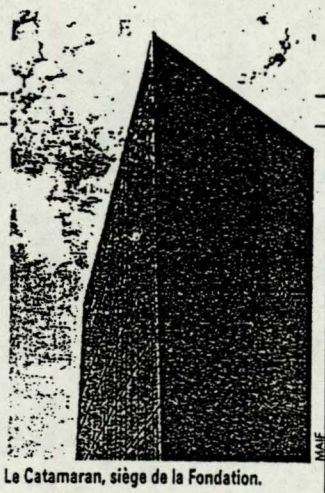
Je lis page 43 : " André BAUR a quitté l'ICEM. avec d'autres. parce que l'ICEM n'a pas condamné l'intervention française dans le Golfe. guerre qui a fait des centaines de milliers de victimes. surtout civiles dont une proportion effarante d'enfants qui se comptent par milliers. Cette position de l'ICEM est en contradiction totale avec les valeurs de Freinet et du Mouvement."
Il est impossible de laisser sans réaction pareille affirmation qui relève de la rétention d'information malhonnête. Laisser ainsi entendre que l'ICEM n'a rien dit ni rien écrit sur la guerre du Golfe est inadmissible! Je demande instamment que vous fassiez paraître le démenti suivant dans le prochain numéro à paraître:
" Contrairement à ce qui est dit page 43 du N°56 des Amis de Freinet : l'ICEM a pris position a plusieurs reprises et à même envoyé avant l'ouverture des combats un télégramme de protestation à Georges BUCH. Sadam HUSSEIN et François MITTERAND. Nous avons par la suite condamné le massacre des populations civiles et joint notre voix à tous ceux qui réclamaient l'arrêt des combats. Il suffit de se reporter aux numéros du Nouvel Educateur en portant témoignage.
André BAUR a quitté l'ICEM parce que l'ICEM n'a pas EXIGE le retrait des troupes françaises dans le Golfe. Le CA n'a pas donné suite à une demande qui émanait. seulement. de deux ou trois membres. De plus cette demande était totalement disproportionnée avec les ridicules moyens dont nous disposons pour mettre en application et faire respecter pareille exigence. "

Je vous saurai gré de bien vouloir faire le nécessaire pour la publication dans votre prochain numéro des extraits incriminés et du rectificatif. Veuillez croire en toute ma cordiale contestation.

André MATHIEU

Le saviez-vous ?

Des origines de la M.A.I.F



Le Catamaran, siège de la Fondation.

La Fondation Maif en bref

Objet de la Fondation
« L'établissement dit « Fondation Maif » a pour but de permettre un meilleur épanouissement de chacun en développant toutes les formes de recherche tendant à améliorer la prévention des risques encourus, plus particulièrement par les jeunes et les personnes dépendantes – à leur domicile, dans la rue et sur leur lieu d'activité –, ainsi que la sécurité des personnes et la protection de leurs biens.
La Fondation s'inscrit dans une réalité plus large que l'assurance et vise notamment à entretenir un dialogue permanent avec tous les acteurs économiques préoccupés des mêmes problèmes ».
Cinq missions essentielles sont imparties à la Fondation :
– informer (colloques, expositions, banques de données, ...),
– former,
– encourager l'innovation,
– favoriser la création d'entreprises,
– offrir des bourses de recherche.
Un institut, centre de recherches doté d'un laboratoire et d'un site d'expérimentations domotiques, sera notamment créé à Niort par la Fondation, en partenariat avec d'autres mécènes.

Nous sommes dans les années trente. Et dans les Deux-Sèvres : à Saivre, à St-Maixent-l'École. Dans ces villages, comme ailleurs en France, l'instituteur est un notable : le « maître ». Il a souvent une automobile qui sert aux besoins communs. Mais qui, parfois, provoque aussi des accidents. Et l'assurance automobile, fort chère, non seulement n'est pas obligatoire, mais n'effleure l'esprit de presque personne. Sauf celui de Célestin Freinet – encore une fois prophétique –, qui lance depuis Cannes l'idée d'une « société des assurances mutuelles pour les instituteurs automobilistes et motocyclistes ». Cette idée parvient aux oreilles des instituteurs de ces villages des Deux-Sèvres : Jean Lauroua et Edmond Proust. Ils ont des exemples : la Mutuelle des marchands de bestiaux à Loulay, près de Saint-Jean-d'Angély, celle qu'essaie de mettre sur pied un instituteur de l'Aisne, et, à Paris, la Fraternelle automobile, du syndicat Cgt des cochers-chauffeurs.
Selon la loi, en 1934, il fallait être trois cents pour fonder une société mutuelle d'assurance, avec une cotisation annuelle – effectivement versée – de 250 F par an (pour un salaire moyen de 800 F par mois). Ils seront exactement trois cent un, venus de trente départements, en majorité du Centre-Ouest. La Maif vient de naître. Elle a aujourd'hui cinquante-cinq ans. Elle est toujours à Niort, la « Venise verte ».
Et parmi les principaux instigateurs du projet Fondation, on retrouve Bernard Bellec, directeur délégué.



Un des premiers conseils d'administration de la Mutuelle, nés en 1934.

Revue "Explora" – Mai 1989 – de la Cité des Sciences de la Villette.

adieu les amis

roland belperron

Nous empruntons à Jacques Roysier, un de ses amis, quelques passages de l'hommage que celui-ci a rendu à notre camarade (3 juin 1992):

"...Tu as beaucoup fait, Roland, pour cette éducation populaire à laquelle tu croyais, pour ces "écriteaux", comme disait Freinet, devenus familiers depuis:
-On ne fait pas boire le cheval qui n'a pas soif
-Ne plus faire de travail de soldat
-Ne pas se lacher les mains avant de toucher des pieds...
...Tu l'as fait parce que tu croyais en l'enfant, en l'homme et à la vie. Tu l'as fait par ce que c'était ton combat, comme c'était ton combat de te battre pour l'école rurale à Verges, pour une société meilleure, pour un syndicalisme révolutionnaire..."



les premières pages

Ce livre ?

Un document et un témoignage.

Un document écrit à partir du vécu quotidien de la lutte et destiné à venir grossir le dossier de ceux qui se battent pour la défense des écoles rurales, pour la vie communautaire des villages et pour l'autogestion.

Un témoignage : celui d'un participant actif à la lutte, et non celui d'un observateur « neutre », attentif à ménager les susceptibilités des uns ou des autres.

On a dit que la lutte de Verges était une lutte exemplaire. Disons, plus modestement qu'il s'agit seulement d'un exemple de lutte. Mais une lutte inhabituelle et originale. Inhabituelle et originale dans sa forme, par la composition et la disproportion des forces en présence, par son organisation, par son déroulement et par sa stratégie.

Verges, ce fut une lutte sur le tas, avec des objectifs restreints mais précis, menée sans le concours des grandes forces habituellement engagées. Pas de partis, pas de syndicats, pas d'appareils ni de leaders prenant les choses en main et se substituant aux intéressés. Non ! Le combat a été déclenché et mené à son terme par la « base », en l'occurrence une petite douzaine de parents, mais aidés par tous les élus municipaux, soutenus par tout le village, et groupés au sein d'une association inter-communale, autour de son dynamique président.

Des forces bien minces, face à la toute-puissante administration émanant du pouvoir en place ! C'était, à la vérité, un combat de kamikaze ; c'était la lutte du pot de terre contre le pot de fer, de David contre Goliath.

Quelques travailleurs, paysans et ouvriers, quelques hommes et femmes simples et tranquilles que rien ne prédisposait à la révolte, habitués à respecter l'ordre des choses, et à accepter les décisions venues d'en-haut, tout d'un coup, refusent de subir, n'admettent plus que les décisions les concernant soient prises sans les consulter, dans un superbe dédain de leurs désirs, de leurs besoins, de leur volonté, de leurs intérêts. Et ces hommes et ces femmes simples, sans tradition de lutte, sans le concours des grands partis, des grands syndicats ouvriers et paysans, n'ont pas craint d'affronter la toute-puissante administration académique et préfectorale, forte de ses bavards sûrs d'eux, de ses rouages bureaucratiques, de ses finasseries administratives et du respect que les braves gens portent aux détenteurs de l'autorité et du pouvoir.

Vraiment, l'issue du combat ne pouvait pas faire de doute ; tout le monde pensait qu'il n'y aurait, à Verges, qu'un baroud d'honneur et que tout allait rapidement rentrer dans l'ordre.

Tout le monde pensait cela : député majoritaire qui s'imaginait que le maire et le conseil municipal étaient tout dévoués à sa personne ; préfet qui se permettait de traiter ces derniers comme de simples laquais ; inspecteur d'académie et ses subordonnés qui croyaient que quelques belles paroles bien senties assaisonnées de quelques vagues promesses et affirmations péremptoires, plus, s'il le fallait un zeste de menace, mettraient fin à cette fronde inhabituelle ; section syndicale S.N.I.-P.E.G.C.[1] enfin, bien plus axée sur les problèmes des écoles de villes, et peu soucieuse de se battre pour quelques demeurés incapables de comprendre les beautés des « regroupements pédagogiques », dont ce syndicat est un grand défenseur.

Bref, tout le monde pensait que cette péripétie de la rentrée scolaire dans le Jura allait bien vite prendre fin.

Or, tout le monde se trompait.

Par contre, quelques militants autogestionnaires ont participé à la lutte et beaucoup d'autres l'ont suivie avec grand intérêt et l'ont soutenue. Ils ont été séduits par le dédain de l'orthodoxie habituelle ; et en effet, une lutte si peu orthodoxe mérite que l'on s'y arrête un brin et qu'on y regarde d'un peu plus près pour essayer d'en retrouver les rouages, de recomposer les éléments du puzzle pour une meilleure compréhension. Et, peut-être d'en tirer les leçons ; voire de réviser le conformisme, le rituel des stratégies habituelles.

C'est pour ces raisons que ce livre a vu le jour.

Son auteur souhaite qu'il puisse constituer un outil de travail pour les militants engagés dans le combat pour l'autogestion et pour la sauvegarde de ce qui reste de vie dans nos villages.

« Verges comme Lip », titrait un jour Marc Peyrègne, l'éditorialiste du journal *les Dépêches*. A Lip on proclamait : « On fabrique, on vend, on se paie », à Verges, « On ouvre l'école, on se bat pour elle, on enseigne ».

Le parallèle entre ces deux luttes est en effet remarquable, même si l'effectif des combattants n'est pas comparable. Lip, une amorce de ce que pourrait être l'autogestion dans les grandes entreprises industrielles, Verges une même amorce de ce que pourrait être l'autogestion dans le monde plus dispersé, plus atomisé de nos villages.

emmanuel mormiche

Né le 21 février 1908 à Cersay (Deux-Sèvres). Instituteur. Militant socialiste puis libertaire et syndicaliste.

Fils d'un ouvrier charpentier devenu garde-champêtre et d'une couturière, Emmanuel Mormiche fut élève à l'École normale d'instituteurs de Parthenay de 1924 à 1927 et obtint son brevet supérieur. Il fut nommé instituteur à Argenton-l'Église puis à Souzy où il exerça de 1929 à 1936. Il adhéra dès 1928 au mouvement de l'école moderne (Freinet) et, à partir de 1930 à *l'École émancipée*, tendance syndicaliste révolutionnaire au sein de la Fédération unitaire de l'Enseignement.

De 1935 à 1938, il fit partie de la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O. et assura le secrétariat de la section socialiste de Thouars (Deux-Sèvres). En 1936, il fut candidat socialiste aux élections législatives dans la circonscription de Bressuire. Il recueillit 1 236 voix sur 21 661 suffrages exprimés. A cette époque, il militait activement à la Ligue des combattants de la paix fondée par Victor Méric. Ses activités politiques et syndicales lui valurent, en 1937, un blâme de l'Éducation nationale. Après le congrès de Royan en 1938, Mormiche adhéra au Parti socialiste ouvrier et paysan fondé par Marceau Pivert et créa une section du P.S.O.P. à Thouars où s'inscrivirent surtout des cheminots et des enseignants.

De 1936 à 1942, il fut instituteur à Thouars puis déplacé d'office à Parthenay pour raisons politiques. Tuberculeux, Emmanuel Mormiche dut se soigner pendant deux ans. En 1945, il fut condamné par le tribunal de Niort à «l'indignité nationale», bien qu'il n'ait eu aucune liaison avec l'occupant. Il fut alors révoqué. La section départementale du Syndicat national des instituteurs après avoir recueilli l'avis favorable de l'A.G. obtint sa réintégration, en 1950. Emmanuel Mormiche reprit alors sa place à *l'École émancipée* et, de 1952 à 1956, anima le Cercle Zimmerwald local. Par la suite, il participa à l'Union anarcho-syndicaliste et fut l'un des responsables du groupe de réflexion libertaire de Niort où il s'était installé en 1963 lorsqu'il prit sa retraite.

Emmanuel Mormiche s'était marié en 1929 à Parthenay.

ŒUVRE : Collaboration à *Le Travail*, au Bulletin syndical S.N.I. des Deux-Sèvres, à *l'École émancipée*, à *l'Anarcho-syndicaliste*, à *l'Anarchie* et à *Dazibao* (Niort).

SOURCES : Arch. Dép. Deux-Sèvres, 3 M 11/41 et 4 M 13/4E. — Archives du C.I.R.A. — Notes de J.-M. Lebas. — Témoignage de l'intéressé.

R. Blanco et J. Blanchard.

"Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier" Fiche rectifiée.

SALUT MORMICHE !

Emmanuel Mormiche est décédé à l'âge de 84 ans dans la nuit du vendredi 7 février 1992. Militant anarchiste et pacifiste de longue date, il a participé à toutes les luttes de ces soixantes dernières années : syndicalisme révolutionnaire, Front populaire, refus de la deuxième guerre mondiale, contre la guerre d'Algérie, Mai 68, antimilitarisme, antinucléaire, écologie, éducation, contre-information. Militant anarcho-syndicaliste dans l'Ecole émancipé, il a participé activement au bulletin *l'Anarcho syndicaliste* qui s'est transformé après 68 en *l'Anarcho*, abandonnant ainsi l'étiquette syndicaliste, et dont il fut un animateur infatigable. Il a été de tous ces combats avec amour et enthousiasme et toujours animé par la même constance et fidélité envers ses idées. Sa disparition à Niort, en Deux-Sèvres, mais aussi dans la Région Poitou-Charentes et ailleurs, est ressentie bien sûr comme une grande perte. Nombre de militants libertaires, de différentes générations lui doivent beaucoup dans leur formation : sa constance, ses initiatives, son non-sectarisme, sa clairvoyance et sa gentillesse de tous instants amenèrent nombre de jeunes au mouvement libertaire. Malgré son amertume de ces dernières années, de n'avoir pas vu tous ces combats et toutes ces idées déboucher sur quelque chose de meilleur et ressentant durement l'état du monde en cette fin de siècle, son vœu le plus cher est qu'ici ou là, la pensée, l'esprit critique, la parole, l'insoumission continuent et persitent à souffler, à palpiter, à vivre. La lutte continue ! Vive l'anarchie !
Salut Emmanuel !

S'il y a quelqu'un à qui je dois beaucoup, c'est bien à l'ami Mormiche ! Rencontré en 1964 à l'Union des Anarcho Syndicalistes, Tendance libertaire de l'E.E., c'est avec lui que je fis mes premières approches du Syndicalisme Révolutionnaire et ... de la critique des réformismes. Lucidité, clarté et antidogmatisme le caractérisaient, comme sa haine de la guerre (pacifisme proche de GIONO et de LECOIN). Adhérent de la C.E.L. dès 1928 il m'apprit aussi beaucoup sur les premiers adhérents et leurs engagements. Il fut de ces nombreux libertaires du Mouvement qui appelèrent à soutenir FREINET contre les attaques des staliniens dans les années 50. Toute sa vie il n'aura de cesse de fustiger les "bourrages de crânes", publiant encore récemment une feuille "Dazibao" pour quelques amis. Son grand âge et des ennuis de santé ne l'empêchaient pas de m'écrire ceci en Avril 91 : « ... Il est vain de se plaindre. Notre longue vie a été faite comme celle de bien d'autres, de moments de bonheur et d'autres bien attristés. Tant que toute lucidité, toutes affectivités et amitiés ne sont pas disparues, je pense qu'il faut faire du "jusqu'au-boutisme". »

A sa compagne Marie-Thérèse qui fut, rappelons-le, la première institutrice "Freinet" maîtresse d'application en Ecole Annexe en France, et à sa famille, nos pensées les plus émues et notre fraternel salut libertaire.

Henri PORTIER

RAYMOND BORDE & CHARLES PERRIN

LES OFFICES DU CINEMA EDUCATEUR



ET

LA SURVIVANCE DU MUET 1925 - 1940

put

Le cinéma des offices est un phénomène culturel qui, entre les deux guerres, a touché la France populaire et rurale. Au moment où s'imposait le cinéma parlant, il a assuré la survivance du muet en diffusant, auprès des adhérents, les copies disponibles chez les revendeurs de "films en stock". Le système resta en place et fonctionna jusqu'en 1940. Pendant quinze ans, les écoles et les foyers laïques ont ainsi perpétué l'art du silence dans les campagnes et les faubourgs. C'est ce phénomène mal connu du cinéma français, et qui toucha près de quarante millions de spectateurs, que cet ouvrage décrit.
Une telle étude a été rendue possible grâce aux archives de la Cinémathèque de Toulouse.

LES OFFICES DU CINÉMA ÉDUCATEUR

Les films, d'abord de 10 mètres puis de 20, étaient protégés par des coquilles métalliques et on n'avait jamais à les manipuler. Leur utilisation était d'une grande simplicité : il suffisait d'introduire une petite amorce dans le couloir de projection, on tournait la manivelle et le film s'enroulait automatiquement dans le magasin inférieur. Après la projection, une manivelle démultipliée faisait rembobiner en quelques secondes le film dans sa coquille. Même à l'heure actuelle, aucun projecteur ne présente une telle facilité d'emploi.

Il y eut plusieurs PATHE-BABY, dont un SUPER PATHE-BABY équipé d'un dispositif pour passer des bobines de 100 mètres. Pour les foyers ne possédant pas l'électricité, il existait un modèle à magnéto, à ampoules de 6 volts. Peu avant la guerre de 1939, le PATHE-BABY eut un successeur, le COQ D'OR, beaucoup moins bien fabriqué, mais possédant une lampe plus puissante. Ajoutons que Pathé, depuis 1923, proposait une petite caméra, la PATHE-BABY 9,5, dont le succès fut très vif dans le public.

Mais la grande idée de Charles Pathé avait été de créer une énorme cinémathèque pour alimenter les projecteurs 9,5 mm. Il prétendait que cette cinémathèque comptait presque tout ce que le cinéma mondial avait réalisé de bon depuis 1895 : burlesques français et américains, mélos, serials, chefs-d'oeuvres (par exemple les films de Griffith). Les titres nouveaux étaient achetés par Pathé et édités, en versions souvent raccourcies. C'est ainsi qu'à partir de 1928, on trouva en 9,5 mm LE CUIRASSE POTEMKINE.

LE MOUVEMENT FREINET

Sur la piste des formats réduits, il reste à dire comment Célestin Freinet et ses amis ont utilisé le 9,5 mm. Freinet avait voué sa vie à la rénovation de la pédagogie et au dialogue de l'enseignant et de l'enseigné. Il apparaît, sous forme romancée et sous les traits de Bernard Blier, dans L'ECOLE BUISSONNIERE, le film que Jean-Paul Le Chanois lui a consacré en 1948.

Un autre militant, Rémy Boyau, qui vient de «L'Ecole Emancipée» et qui avait déjà créé une Cinémathèque Girondine de l'Enseignement Laïc, élargit son projet et fonde avec Freinet, le 27 octobre 1927, une Cinémathèque Coopérative de l'Enseignement Laïc. Le siège est à Bordeaux, 38, rue de Libourne, les responsables sont du Sud-Ouest, et la CEL fournit à la fois des projecteurs et des films, tous en format 9,5.

L'idée est de prolonger l'imprimerie à l'école et les journaux fabriqués en commun, par des films que les élèves tourneront avec des caméras Pathé-Baby. Ainsi les «classes Freinet», qui forment un peu des enclos dans l'enseignement primaire, pourront correspondre d'un bout de la France à l'autre, en s'envoyant les petites «coquilles» de 10 ou 20 mètres qui raconteront leur vie quotidienne.

Cette aventure a été relatée par Henri Portier dans une brochure sur *Le Mouvement Freinet et le Cinéma* (1989), où il situe l'enjeu. Il nous écrit : «Les initiateurs de la CEL étaient libertaires. Ils étaient de près ou de loin mêlés à ce bouillonnement phénoménal de l'entre-deux-guerres, politique, syndical, pédagogique, culturel... de ce qu'on peut qualifier de contre-culture, et tous engagés dans un processus révolutionnaire». Ils sont nettement plus à gauche que les directeurs d'Office, mais ceux-ci ne les ont jamais attaqués dans cette guerre des formats. Sans doute la solidarité politique a-t-elle joué. En tous cas, Boyau est franc-maçon. Il a un grade élevé dans l'Obédience du Droit Humain, dont il écrira l'histoire en 1962. Quant à Cauvin, nous ne saurons jamais s'il a été initié. Il est entouré de francs-maçons : le sénateur Joseph Brenier et tous les responsables de la Ligue de l'Enseignement. Il sait ce qu'il leur doit, quelles sont leurs influences et qu'il est des secteurs, portant leur marque, où il vaut mieux ne pas intervenir.

La CEL constitue un stock important de films 9,5 mm. En 1930, elle possède :

- 193 000 mètres de pellicule , en bobines de 10 à 20 mètres ;
- 81 000 mètres, en bobines de 100 mètres (source : Rapport d'activité).

En 1929, elle a obtenu que l'Etat subventionne l'achat de projecteurs Pathé-Baby, au même titre que les appareils 35 mm. Dans son catalogue, sous le titre «Nos bobines Super», on trouve LE PELERIN, DON QUICHOTTE, MATER DOLOROSA, J'ACCUSE, LA ROUE, JEAN CHOUAN, LES MISERABLES, MICHEL STROGOFF, LE JUIF ERRANT et LE JOUEUR D'ECHECS. Les tarifs de location sont très faibles : 0,40 F le film de 10 mètres, 6,50 F la bobine de 120 mètres. Mais il s'agit, répétons-le, de versions raccourcies, projetées sur de petits écrans avec une luminosité incertaine.

Finalement, ce qui nous intéresse dans l'expérience Freinet, c'est le tournage en liberté de films documentaires. Quelques titres ont laissé des traces : FABRICATION DES PARFUMS AUX ENVIRONS DE CANNES (par Freinet lui-même), LA CULTURE DE L'OLIVIER ET L'INDUSTRIE DE L'OLIVE, UN COMBAT DE COQS. Ils sont assez loin de la Révolution et de la République des écoliers. Une exception, hautement militante : en 1931 la CEL produit, en 35 mm, PRIX ET PROFITS ou LA POMME DE TERRE. Le générique est prestigieux :

- Réalisation : Yves Allegret
- Scénario : Yves Allegret et Michel Collinet (qui épousa Simone Kahn, après qu'elle eut divorcé d'avec André Breton)
- Images : Eli Lotar
- Interprètes : Marcel Duhamel, Jacques et Pierre Prévert, Isabelle Kloukowski, Lili Masson (la fille du peintre)
- Durée : 20 minutes (550 mètres).

Le film s'inscrit dans le grand élan de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation. «LA POMME DE TERRE, écrivait Freinet à l'époque, aurait pu défiler chez le chemineau, le gréviste, l'habitué des soupes populaires, l'écolier pauvre, et explorer toute la misère prolétarienne opposée, par contraste, aux repas bourgeois». Il préfigure 1936 et le Front populaire. Il sera proposé aux Pathé-Babystes du Mouvement Freinet sous forme de souscription : 30 bobines 9,5 mm de 10 mètres ou 15 de 20 mètres. Le prix, suivant le nombre d'exemplaires vendus, variera de 360 francs (pour 100 copies) à 720.

En 1933, Rémy Boyau se plaint de l'échec de l'opération qui fut néanmoins en France, l'une des premières expériences de cinéma polémique. Il n'existe aujourd'hui qu'une seule copie du film. Elle est aux Archives de Bois d'Arcy.

PRÉFACE

Le cinéma des Offices est un phénomène culturel qui a touché, entre les deux guerres, la France populaire et rurale. Il a marqué toute une génération de spectateurs. Il relève de la sociologie du grand public et de l'histoire des mentalités.

Les Offices du Cinéma Educateur ont été fondés pour la plupart dans les années 20. Ils sont nés de la volonté opiniâtre de quelques militants qui se dévouaient à la République et ils ont fonctionné comme un circuit de distribution parallèle et fraternel.

A la veille de la guerre, ils couvraient une cinquantaine de départements. Ils diffusaient des films muets en 35 mm, c'est-à-dire en format standard, dans les écoles, les amicales laïques et les foyers agricoles. Ils avaient tous des courts métrages pédagogiques, mais la plupart distribuaient aussi des longs métrages de fiction, des dessins animés, des burlesques américains qui composaient des programmes «récréatifs» destinés aussi bien aux adultes qu'aux jeunes. Dans ces programmes, le meilleur voisinait avec le moins bon : Buster Keaton avec Pierre-Jean Ducis, Alfred Hitchcock avec Max de Vaucorbeil. Mais l'important n'était pas là. Ce qui comptait, c'était que des millions de Français voyaient pour la première fois des images en mouvement sur la toile blanche tendue dans la salle des fêtes. Pour eux, l'expérience était assez comparable à celle de Nanouk l'esquimau, quand il entendit la musique sortir d'un phonographe. Ils avaient devant LA MITOSE D'UNE CELLULE VIVANTE ou LE ROMAN D'UN JEUNE HOMME PAUVRE, le regard fasciné de l'émerveillement.

Ces Offices étaient animés par des apôtres de l'école laïque : généralement des instituteurs, qui implantaient de toutes pièces un réseau cinématographique, sans attendre qu'une loi encourage ou finance le cinéma scolaire. Ils entraînaient leurs collègues. Ils demandaient l'appui des communes et des conseils généraux. Ils transportaient les films sous la pluie ou la neige, pour que la séance ait lieu dans ces lointains villages où quelque chose passait des rêves de la gauche.

Ils combattaient l'influence de l'Eglise. Ils militaient pour la laïcité, l'idéal coopératif, le pacifisme, l'émancipation ouvrière. Dans les campagnes, ils tentaient d'enrayer l'exode rural, en apportant aux paysans une distraction de la ville. Ils écrivaient, sans le savoir, un chapitre assez surprenant de l'histoire du spectacle. Avec leurs moyens dérisoires d'aventuriers artisanaux, ils défrichaient la France profonde. Ils vivaient une sorte d'épopée quotidienne et c'est leur trajectoire que nous avons voulu retracer ici, tant qu'il subsiste encore des documents et des témoins.

BILAN

Le cinéma des Offices appartient à l'époque où le contact du public et de l'écran était celui du plaisir spontané. Aucun intermédiaire, ni les analyses de films, ni les grimoires de la sémiologie, ne troublaient la cavale de l'imaginaire. Dans la France d'avant-guerre, les «images en mouvement» étaient rares. Il n'y avait pas de bombardement audio-visuel et la séance hebdomadaire, dans la salle de quartier ou dans celle de l'instituteur, donnait à l'existence le remontant du rêve.

C'est un bilan sentimental, auquel il faut ajouter tout ce qu'on doit aux hommes qui ont créé les Offices entre 1924 et 1935 : ils avaient deux qualités fondamentales, la ténacité et le désintéressement. Aujourd'hui, quand on parle de culture, les professionnels sortent de leur poche des budgets délirants. Ils vivent dans la hantise de l'argent. Les militants laïques qui faisaient scintiller des projecteurs Gaumont en Haute-Loire, ne pensaient ni aux dépenses prévisionnelles, ni aux créations d'emplois.

Ceux-là se situaient dans le droit fil de Jules Ferry et de l'humble «Sou des Ecoles». Ils voulaient divertir le peuple, en formant des citoyens. Beaucoup étaient maçons, on le devine en lisant leur histoire. Mais la Franc-Maçonnerie avait conservé, entre les deux guerres, un idéal de fraternité civique et de liberté d'esprit qui retrouvait le socialisme utopique du XIXème siècle.

Cette première génération, qui a vécu l'aventure du cinéma muet, a fait place, après la guerre, aux OROLEIS et à la diffusion nationale de films en 16 mm, dont le bilan sentimental est tout aussi attachant. S'il arrivait quelquefois à des animateurs de charger un projecteur Debrie dans une remorque de vélo pour assurer une séance lointaine, le militantisme restait la règle et le sacrifice de bien des soirées allait de soi.

On pense au dévouement des communistes, qui lui était comparable. Mais les Offices ne voulaient pas changer le monde, ni transformer les spectateurs en révolutionnaires. La jonction avec le Mouvement Freinet, beaucoup plus à gauche, ne s'est d'ailleurs jamais produite. L'influence du P.C. restait faible et finalement le parcours idéologique allait, pour l'essentiel, du radicalisme à la SFIO.

BIBLIOGRAPHIE

PÉRIODIQUES :

Ciné-document - n° 1 à 3 (1931-1932)

Les documents maçonniques - n° 6 (mars 1942)

Pourquoi- n° 211 (janvier 1986) : «Histoire d'une diffusion» (Charles Perrin)

Ufocel Informations - n° 1 à 5 (1946)

INDEX ET CATALOGUES :

Les bons films - Maison de la Bonne Presse (1929)

Cinémathèque régionale du massif central - Films éducateurs et récréatifs (1936-1937)

Films André Ghilbert - Répertoire des films (1935)

Le tout cinéma - 1928, 1929, 1932-1933, 1936-1937, 1938-1939

DOCUMENTS SUR LES OFFICES :

Cinémathèque de la ville de Paris - Léon Riotor - Préfecture de la Seine (1935)

Office cinématographique de la région du Nord - Lille (1939)

OUVRAGES, BROCHURES :

Raymond BORDE, *Les cinémathèques*, L'Age d'Homme (1983)

Gustave CAUVIN, *L'office régional du cinéma éducateurs* (1928)

Id. *Vouloir* (1928)

Id. *Persévérer* (1929)

Id. *Résister* (1930)

Id. *Dix ans après* (1931)

Id. *Eclairer* (1932)

Id. *Le cinéma éducateur au service de la laïcité* (1936)

Id. *L'image* (1937)

Id. *Le cinéma* (1938)

Id. *Le cinéma éducateur à l'école et dans nos œuvres* (1939)

Paul GÉNARD, *Cinéma d'où viens-tu ?* CRDP de Lyon (1975)

Charles PERRIN, *Il était une fois... Le cinéma éducateur*, OROLEIS de Lyon (1985)

Marceau PIVERT, *Le noyautage de l'enseignement public par les davidées*, Editions du Groupe Fraternel de l'Enseignement (1930)

Henri PORTIER, *Le mouvement Freinet et le cinéma de l'entre deux guerres*, Institut de l'Ecole Moderne (1989)

Eugène REBOUL, *Le cinéma scolaire et éducteur*, Presses Universitaires de France (1926)

REMERCIEMENTS

Nous remercions ceux qui nous ont aidés à retracer l'histoire des Offices :
Nadia El Kwez (Alger), Jean Laborie (Auch), la Fédération des Oeuvres Laïques de la Dordogne (Bergerac), Guy Legay (Clermont-Ferrand), Jean Ramelet (Dijon), Jacky Dubois (Lille), Jacques Chaffarod (Marseille), Michel Humbert (Nancy), Clément Gilles (Nimes), Claude Ehrmann (Paris), Camille Moinard (Poitiers), Pierre Benuraud (Rochefort-sur-Mer), Hubert Marrot et Charles Redonnet (Toulouse).
Nous remercions aussi Paul Génard, Etienne Ithurria, José Pena et Henri Portier.

Enfin, le traitement de texte a été réalisé par Colette Borde.
Toute l'iconographie (photos et photogrammes) est due à Jean Hector (Cinémathèque de Toulouse).
Nous remercions tout particulièrement la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente sans laquelle cet ouvrage n'aurait pu voir le jour.

© PRESSES UNIVERSITAIRES DE LYON, 1992
86, rue Pasteur, 69365 Lyon Cedex 07
ISBN : 2-7297-0408-6

73 F TTC

Photo de couverture extraite du film *Le Fils du Cheik* de Georges Fitzmaurice (1926) avec Rudolph Valentino.

****

LA PAGE DE LA TRESORIERE

****

Tous nos meilleurs voeux pour la nouvelle année à nos fidèles abonnés et amis.

Merci à tous ceux qui expriment leur satisfaction du contenu de la revue.

TARIFS POUR L'ANNEE 1992-1993

Cotisation annuelle + abonnement au bulletin 70 F

Abonnement au bulletin seul 50 F

NUMERO DU COMPTE

AMIS DE FREINET

CCP 28 73 13 F NANTES

INDICATION DU CODE

Aucun trait ne figure sous votre NOM, vous avez règlé votre abonnement pour 1992-1993, vous êtes à jour (à moins que vous vouliez compléter votre versement pour la cotisation).

Un trait BLEU figure sous votre NOM vous devez l'abonnement pour 1992-1993 (et, si vous le désirez, le complément pour la cotisation).

Deux traits: un BLEU et un ROUGE figurent sous votre NOM, vous devez les abonnements pour 1991-1992 et 1992-1993 (et, si vous le désirez les compléments pour la cotisation de ces deux années.

Ne vous formalisez pas si, venant d'effectuer votre règlement, vous trouvez votre NOM souligné d'un ou de deux traits. Plusieurs semaines s'écoulent entre l'envoi des étiquettes-adresses pour le routage et l'expédition du bulletin.

ADRESSE DE LA TRESORIERE

Madame Marie-Louise CROCHET

9 rue de Grandvilliers

60000 BEAUVAIS

RECOMMANDATION

Me communiquer votre nouvelle adresse si:

-vous avez changé de poste

-vous avez pris votre retraite

-vous avez changé de domicile
(même à l'intérieur de la même localité)

